

Un tournant dans l'histoire de la monarchie hachémite

Le roi Hussein a rompu les liens avec la Cisjordanie pour répondre à « la volonté de l'OLP »

Retour au désert

La décision du roi Hussein, annoncée le dimanche 31 juillet avec une solennelle gravité, de « rompre les liens légaux et administratifs » entre son pays et la Cisjordanie — occupée par Israël depuis vingt et un ans — marque un indéniable retournement historique dans l'interminable chronique d'un conflit proche-oriental. Pendant près de quatre décennies, le souverain hachémite n'avait en effet jamais cessé de proclamer, plus ou moins selon les circonstances, l'union sacrée entre les deux rives du Jourdain.

Fidèle à l'héritage de son grand-père Abdallah, qui avait annexé en 1950 la partie arabe de l'ancienne Palestine mandataire, rebaptisée Cisjordanie, le monarque prétendait toujours que ce territoire, conquis par l'armée israélienne en 1967, relevait de l'autorité de son royaume et qu'il lui revenait — à lui Hussein — de déterminer en priorité son avenir, ne serait-ce qu'en vertu de son rôle de protecteur des mosquées de Jérusalem, troisième lieu saint de l'Islam.

« La Jordanie n'est pas la Palestine », déclare aujourd'hui le souverain hachémite. On imagine à quel point ces mots, qui résonnent comme un reniement personnel, ont dû être pénibles à prononcer. Mais Hussein avait-il d'autre choix dans l'immédiat que de se replier sur son désert — moins aride qu'autrefois ? En réalité, le roi n'a fait que tirer avec amertume les leçons du soulèvement qui secoue depuis huit mois la Cisjordanie et Gaza. Car les jeunes révoltés palestiniens n'ont jamais manqué une occasion, en même temps qu'ils exprimaient leur refus de l'occupation israélienne, de conspuer le nom du roi, affirmant ainsi avec force qu'ils entendaient reconquérir à jamais leur destin national, naguère abandonné par leurs pères, faute de choix, au monarque hachémite.

Affecté par les insultes venues de Cisjordanie, le roi a préféré, avec réalisme, déclarer forfait. Habile manœuvrier, il est sorti en beauté, en soulignant qu'il assumait son « devoir » arabe, conformément aux vœux émis en juin par le sommet d'Alger de voir réaffirmer au profit de l'OLP le monopole de la représentation des Palestiniens.

A première vue, l'organisation de M. Arafat a tout lieu de se féliciter du revirement du roi Hussein — qui rehausse son prestige et fait d'elle, du moins en théorie, l'indivisible interlocuteur d'Israël dans toute négociation future. Mais, à y regarder de plus près, le « retrait » jordanien ressemble aussi à un cadeau empoisonné. L'OLP est désormais au pied du mur. Il lui faudra selon toute vraisemblance assumer la plus grande part du fardeau financier que représentait jusqu'ici la prise en charge de la vie quotidienne des « Palestiniens de l'intérieur », notamment les quelque trois mille saïras que le roi Hussein avait continué de verser depuis plus de vingt ans, conformément à ses « obligations ».

Il lui faudra surtout prendre tôt ou tard de difficiles décisions politiques, notamment la reconnaissance sans équivoque de l'Etat juif, devant laquelle, malgré une série de propos officiels, l'OLP hésite encore. En lui laissant le champ libre, le roi Hussein lui a aussi abandonné une immense responsabilité.

Dans un long discours adressé, le dimanche 31 juillet à la nation, le roi Hussein de Jordanie a annoncé la rupture des « liens légaux et administratifs » entre son pays et la Cisjordanie, affirmant répondre ainsi « à la volonté de l'OLP, représentant unique et légitime du peuple palestinien ».

Cette décision a été accueillie avec perplexité à Washington, où l'on s'interroge sur les véritables motivations du souverain hachémite.

Le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, a souligné pour sa part que tout règlement entre Israël et ses voisins exigeait la participation de la Jordanie au processus de paix.

A Jérusalem cependant le chef du gouvernement, M. Shamir, a affirmé que le discours du roi « avait définitivement fait voler en éclat l'illusion d'un compromis territorial avec la Jordanie ».



NICOSIE de notre correspondante au Proche-Orient

Nette et sans appel, à défaut d'être totalement inattendue, la décision annoncée solennellement au cours d'un message radiotélévisé à la nation, le dimanche soir 31 juillet, par le roi Hussein de Jordanie de « rompre les liens

légaux et administratifs » entre les deux rives du Jourdain, marque un tournant dans l'histoire du royaume hachémite.

Intervenu après l'annulation, jendi, du plan de développement jordanien en faveur des territoires occupés, la dissolution, samedi, de l'Assemblée nationale jordanienne, composée de soixante membres, à égalité jordaniens et

palestiniens, cette mesure, a expliqué le roi, a été prise « pour répondre à la volonté de l'OLP, représentant unique et légitime du peuple palestinien, ainsi qu'au désir des Arabes de mieux souligner l'identité palestinienne sous tous ses aspects ».

FRANÇOISE CHIPAUX.
(Lire la suite page 3.)

Un taux inégal de réussite

Le bac n'est plus ce qu'il était

Sur les 424 329 candidats qui se sont présentés en juin 1988 à l'examen du baccalauréat général et technologique, 304 683 — soit 10,66 % de plus que l'an dernier — ont été reçus. S'y ajoutent les 6 250 diplômés des nouveaux bacs professionnels.

Toutes séries confondues, le taux moyen de réussite atteint cette année un niveau record de 71,8 %, contre 68,7 % en 1987.

Ces résultats ont provoqué une polémique sur le niveau scolaire.

A peine connus, les résultats du baccalauréat 1988 ont déclenché une véritable levée de boucliers. Tout y est passé : les pressions du ministère sur les correcteurs, la baisse du niveau, l'avenir gâché d'une génération, la faiblesse de l'enseignement, l'inquiétant objectif du doublement du nombre des étudiants. Bref, le « bachot », ce monument national vieux de près de deux siècles, était bradé.

Comment expliquer autrement que, pour la première fois en France, le cap des trois cent mille bacheliers ait allégrement été franchi ? Comment expliquer l'augmentation subite de plus de 10 % du nombre des heureux élus par rapport à l'an dernier ? Ou

l'amélioration de plus de trois points du taux de réussite à l'examen ? Comment, si ce n'est pas le laxisme général ?

Cette brusque polémique aura une nouvelle fois démontré la charge émotionnelle, la valeur symbolique de cet examen. Clé de voûte de tout notre système d'enseignement, à la charnière des études secondaires, qu'il sanctionne, et des études supérieures, dont il ouvre les portes, le baccalauréat reste un tabou. Pour les élèves et leurs familles, comme pour les enseignants et les gouvernants.

GÉRARD COURTOIS
(Lire la suite page 8.)

Explosion à Londres dans une caserne

Au moins un mort
PAGE 22

La pression de M. Le Pen sur l'opposition

Le président du Front national propose au RPR et à l'UDF des listes communes pour les municipales
PAGE 6

La démission du « juge de la Mafia »

Un véritable défi au gouvernement italien
PAGE 5

Les hausses d'août

Electricité : + 2,5 %
Transports parisiens : + 5,5 %
PAGE 18

Organes d'animaux pour l'homme

Une nouvelle technique de greffe serait mise au point par des chirurgiens londoniens
PAGE 8

Théâtre et télévision

La première chaîne entreprend une politique de coproduction
PAGE 11

Chronique de 1789

La contre-offensive royale
PAGE 2

Le sommaire complet se trouve en page 22

De Wall Street à Tokyo

Escroqueries sur les places boursières

De nouvelles « affaires » troubles les places boursières. A Wall Street des « initiés » s'arrangent pour obtenir à l'imprimerie un exemplaire à paraître de l'hebdomadaire Business Week afin de connaître à l'avance les conseils de bourse de l'hebdomadaire et de jouer sur les valeurs indiquées. En Europe, sur plusieurs places, un groupe d'escrocs proposait à des clients naïfs d'acheter de « bonnes » actions « hors cote » en réalité inexistantes et empoisonnant l'argent. A Tokyo, un nouveau délit d'initié fait rebondir des scandales non réglés dans lesquels pourraient être impliqués les principaux responsables du Parti démocratique, y compris le premier ministre et le ministre des finances.

(Lire nos informations page 18.)

Le Monde

ÉCONOMIE

- La croissance dans le Pacifique : le Japon comme grand ordonnanceur
- La chronique de Paul Fabra : la politique et la science de la facilité

Pages 15 et 16

Merce Cunningham au Festival d'Avignon

Le roi, le fou et le héron

Pour la troisième fois, Avignon accueille Merce Cunningham, qui demeure semblable à lui-même.

Béjart disait un jour, en plaisantant, qu'il allait régler un ballet dans lequel les danseuses auraient un pied nu et un pied en chausson de pointes. Afin d'ébranler la certitude selon laquelle les pieds nus seraient l'apanage de la danse « moderne », et les pointes l'irréfutable symbole de la danse « classique ».

On songe à cette boutade devant les ballets présentés par Merce Cunningham au Festival d'Avignon — pour la troisième fois dans la Cour d'honneur du Palais des papes. Arabesques, attitudes, relevés, dégagés à la seconde, positions « en dehors », bras en couronne, petits et grands battements : dans Points in Space, créé l'an dernier, comme dans Five Stone Wind, donné ici en création mondiale, on n'en finirait pas de relever les emprunts au vocabulaire « classi-

que » qui se mêlent — harmonieusement — au vocabulaire cunnighamien. On note même que les deux ballets se terminent sur un tutti, habitude ou règle classique s'il en est.

Ce qui reste « moderne », en revanche, et proprement cunnighamien bien que mille fois imité, ce sont les articulations, la brisure continue du discours, le dessin capricieux des parcours, l'occupation éclatée de l'espace, l'absence de toute narration.

La dissociation de la musique et de la danse ? (On sait que, chez Merce Cunningham, chorégraphie et partition sont composées indépendamment l'une de l'autre, et ne se rencontrent que le soir du spectacle.) Mais le compositeur John Cage est depuis si longtemps le complice de Merce Cunningham que, aujourd'hui, la danse semble engendrer la musique ou la musique la danse : elles ne paraissent, en tout cas, aucunement dissociées, ni étrangères l'une à l'autre. Musique très simple,

comme toujours. Dans Points in Space, des chuintements, des « pschitt ! » et des « tss ! tss ! ». Dans Five Stone Wind (dont la musique est également signée par Takchisa Kosugi et par David Tudor, autre vieux complice de Cunningham), des percussions légères, à effets stéréophoniques, puis les vocalises d'une voix de femme...

Le spectacle peut paraître un brin austère. Pas de décor, ni dans l'un ni dans l'autre ballet ; Jasper Jones ou Rauschenberg ne sont pas là, qui apportaient naguère l'éclat joyeux de leur fantaisie. Les costumes sont plutôt passe-partout : ici, des collants pastel tachetés façon panthère se mêlent à d'autres de couleur vive, se dégradant vers le gris ; là, d'amples jupes mi-longues sur jupons blancs sont échangées en cours de ballet, on ne sait trop pourquoi, contre des pantalons, puis contre des maillots de couleurs diverses.

SYLVE DE NUSSAC.
(Lire la suite page 11.)

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1629 Pine Street at Van Ness - San Francisco, Ca 94109

MBA

Master of Business Administration
Programme à San Francisco en 14 mois spécialisé en Management International, associant une pédagogie active à une expérience pratique par le projet personnel/professionnel.

3^e CYCLE

Diplômés de l'enseignement supérieur : Titulaires de maîtrise, ingénieurs, médecins, pharmaciens, architectes, I.E.P...

Programme de 12 à 18 mois préparant au Master of Business Administration (M.B.A.) à Paris et à San Francisco.

2^e CYCLE

Intensif : Cours spécifique de deux ans préparant au Master of Business Administration à Paris et à San Francisco.

Informations et sélections : European University of America 17-25, rue de Chaillot (Métro Issa), 75116 Paris - (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America - San Francisco - California

M 0147 - 0802 0 - 4,50 F



3790147004500 08020

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 166 pes. ; Grèce, 80 p. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 235 F CFA ; Suède, 12,80 cr. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 2 \$.

مكتبة التحصيل

2 Le Monde • Mardi 2 août 1988 •

CHRONIQUE DE

1789

L'ANNÉE SANS PAREILLE

16. La contre-offensive royale

23 juin 1789

Coup de frein. Le roi et la Cour ne peuvent accepter le tour pris par les événements. Le 23 juin, Louis XVI prend donc la parole devant les trois ordres réunis, et c'est d'abord pour affirmer solennellement sa volonté que « l'ancienne distinction des trois ordres soit conservée en son entier » et déclarer nulles les délibérations du Tiers Etat. Un véritable camouflet pour l'Assemblée nationale, qui manifeste sa détermination en refusant de quitter les lieux. Elle vote une déclaration symbolique sur l'inviolabilité des députés. Parallèlement, une grande manifestation populaire se déroule à Versailles et à Paris.

par MICHEL WINOCK

En ce matin du mardi 23 juin, il pleut sur Versailles. De bonne heure, l'hôtel des Etats a été entouré par une garde nombreuse qui contrôle tout le quartier; des barrières ont été dressées pour interdire l'accès de la salle au public. Les députés du Tiers sont entrés deux par deux, soigneusement filtrés, après que les représentants des deux autres ordres aient pris place. Le président Bailly, témoin de l'irritation provoquée par cette longue attente subie par ses collègues, en grande partie sous la pluie, fait ses remontrances à M. de Brezé, maître des cérémonies. Tout semble avoir été organisé, y compris les rigueurs du ciel, pour humilier ceux qui ont eu l'audace de se constituer en Assemblée nationale.

Vers 11 heures, le roi est sorti du château, précédé et suivi des attributs de sa majesté: la fauconnerie, les pages, les écuyers, sans oublier quatre compagnies de gardes du corps. De cet équipage faisaient partie les princes du sang, les ducs et pairs, les capitaines des gardes, qui sont tous entrés dans la salle avec le souverain, tandis que les députés se sont levés en silence. Quand tout le monde se fut rassuré, on constata un tabouret vacant à la table des ministres placée au bas de l'estrade où le roi avait pris place: c'était celui de Necker.

Celui-ci, ulcéré par le refus du plan de conciliation qu'il avait proposé au roi, avait préféré s'abstenir de paraître et se tenait prêt à donner sa démission. Pourtant, son projet semblait avoir reçu dans un premier temps l'assentiment du roi et du Conseil. Le manuscrit des déclarations royales préparées par lui a disparu dans la tourmente révolutionnaire: on doit donc en juger sur son propre témoignage, livré en 1791 dans le premier tome de son *Histoire de la Révolution française*. Il peut le recouper avec le récit de son adversaire, le garde des Sceaux Barentin, comparaison à laquelle s'est livré Georges Lefebvre et qui nous permet de connaître les intentions du ministre genevois.

Dans une première déclaration, concernant la présente tenue des Etats généraux, le roi devait « ignorer » l'audacieuse délibération du 17 juin, et inviter les trois ordres à se joindre pour traiter des affaires générales et décider de la constitution des futurs Etats. A ce sujet, le roi aurait clairement affirmé le principe du consentement nécessaire des Etats à tout nouvel impôt; annulé les privilèges en matière fiscale; ouvert les emplois civils et militaires à tous les citoyens.

De ce projet, Michelet parle avec un insigne mépris: il ne s'agit selon lui que d'une « charte octroyée », assurant en fait la pérennité des privilèges, sous le couvert de réformes politiques. Et pourtant, nous dit-il, cette « extrême concession », la « vieille royauté », en était incapable. Jean Egret, biographe de Necker, est d'un autre avis: si le plan du ministre était si peu différent des déclarations royales du 23 juin, pourquoi aurait-il rencontré tant d'hostilité de la part de la Cour? De fait, le vendredi 19, le projet de Necker avait été discuté devant le roi et paraissait avoir acquis une majorité favorable au Conseil. Mais, au moment où on allait se séparer, un officier de service était venu glisser quelques mots à l'oreille de Louis XVI. Celui-ci était aussitôt sorti après avoir demandé aux ministres de l'attendre. Or seule la reine pouvait se permettre de déranger le souverain en plein conseil. Les princes, autour d'elle, avaient travaillé contre Necker. La décision fut remise à plus tard.



Récit d'un inviolable, chez un fermier de la haute Normandie, montrant une image représentant le portrait du roi. Ci-dessous: dessin à la plume représentant Louis XVI et Marie-Antoinette.

Dans une séance qui se tient le dimanche 21 juin, en présence cette fois des frères de roi, et dans un contexte surchauffé par le serment du Jeu de paume, le plan de Necker est passé au crible. Finalement, les textes des deux nouvelles déclarations, mis au point par le conseiller d'Etat Vidéau de la Tour, sont adoptés dans un ultime conseil, le 22 juin. Or, aussi bien pour Necker que pour Barentin, le changement était sensible: on rencontrait dans les nouveaux textes un ton et un esprit tout à fait différents, bien propres à indisposer les députés du Tiers. Là où le banquier chéri des foules avait su mettre de l'indulgence, Vidéau de la Tour avait introduit de la raideur; là où le roi avait encore offert à l'assemblée, on entendait surtout la défense des privilèges.

LOUIS XVI prend donc d'abord la parole, sur un ton de reproche bienveillant, rappelant qu'il est « le père commun » de tous ses sujets, exhortant les Etats généraux à commencer sérieusement leur travail. Puis, un secrétaire se met à lire la première déclaration, celle qui concerne « la présente tenue des Etats généraux »: quinze articles assés à la suite, dont le premier donnait la mesure:

« Le roi veut que l'ancienne distinction des trois ordres de l'Etat soit conservée en son entier, comme essentiellement liée à la constitution de son royaume; que les députés librement élus par chacun des trois ordres, formant trois chambres, délibèrent par ordre, et pouvant, avec l'approbation du souverain, convenir de délibérer en commun, puissent seuls être considérés comme formant le corps des représentants de la nation. » Ce camouflet donné au Tiers avait sa conclusion logique: « En conséquence, le roi a déclaré nulles les délibérations prises par les députés de l'ordre du Tiers Etat, le 17 de ce mois, ainsi que celles qui auraient pu s'ensuivre, comme illégales et inconstitutionnelles. »

Ce premier article, qui laissait entendre la résolution de la Cour dans sa volonté de contre-offensive, provoque la fureur indignation des représentants du Tiers. Notre homme Duquesnoy, si conciliant d'ordinaire, est sorti de ses gonds: « Il suffit de savoir, nous dit-il, que jamais le despotisme ne s'explique en termes plus audacieux, que jamais esclaves ne s'entendent donner des ordres plus impérieux. » Parmi ceux-ci relevons cette clause selon laquelle, en cas de délibération commune, il suffirait de l'opposition des deux tiers des voix, dans un ordre, pour la remettre en question.

auprès du roi. Notons encore que les séances des Etats devaient se faire à huis clos.

Là-dessus, le roi reprit la parole, pour annoncer les « différents bienfaits » qu'il avait jugé bon d'accorder à ses peuples. La seconde déclaration suivit donc. Elle commençait mieux que la précédente, puisqu'elle reconnaissait d'emblée le principe du consentement des représentants de la nation à tout impôt nouveau. Mais quelques-uns des trente-cinq articles qui formaient ce nouveau discours n'étaient que là pour consolider le principe des privilèges. Ainsi, l'article XII stipulait:

« Toutes les propriétés sans exception seront continuellement respectées et Sa Majesté comprend expressément sous le nom de propriétés les dîmes, cens, rentes, droits et devoirs féodaux et seigneuriaux, et généralement tous les droits et prérogatives utiles ou honorifiques, attachés aux terres et fiefs, ou appartenant aux personnes. »

On ne pouvait mieux réaffirmer les fondements inégalitaires de la monarchie française. Avant de se retirer, le roi prit une dernière fois la parole, rappelant à chacun qu'il restait le maître: « Si, par une fatalité loin de ma pensée, vous m'abandonnez dans une si belle entreprise, seul, je ferai le bien de mes peuples; seul, je me considérerai comme leur véritable représentant... » Il demandait aux députés de « réfléchir » qu'en tout état de cause ils auraient besoin de son « approbation spéciale »; il leur « ordonnait » enfin de se séparer avant de reprendre le lendemain leurs séances dans les Chambres affectées à chacun des ordres.

Le roi parti, les représentants de la noblesse et du clergé se retirèrent, à l'exception d'un certain nombre de curés restés à leur place comme les députés du Tiers. Le marquis de Brezé s'adressa alors au président pour lui réitérer l'ordre du roi, lorsque Mirabeau se leva et l'interpella:

« Oui, monsieur, nous avons entendu les intentions qu'on a suggérées au roi: et vous, qui ne sauriez être son organe auprès des Etats généraux; vous, qui n'avez ici ni place, ni droit de parler, vous n'êtes pas fait pour nous rappeler son discours. Cependant, pour éviter toute équivoque et tout délai, je déclare que si l'on vous a chargé de nous faire sortir d'ici, vous devez demander des ordres pour employer la force; car nous ne quitterons nos places que par la puissance des balonnettes. »

CETTE célèbre apostrophe, dont un certain nombre de versions plus ciselées sont entrées dans le grand dictionnaire des citations révolutionnaires (j'ai pour ma part recopié le numéro 10 du *Manifester universel*), soulève l'approbation générale et provoque le départ du maître de cérémonies. L'Assemblée risquait gros, l'allusion aux balonnettes n'était pas de pure forme, il n'y avait ni principe ni engagement qui pût tenir contre les armes, dont le roi gardait le monopole. Selon certains témoignages (par exemple Stahl-Holstein, dans une lettre au roi de Suède), il est « certain » que, peu après la séance royale, la cour projetait de faire procéder à des arrestations d'une trentaine de députés et de faire disperser le reste. Divers mémorandums (Thibaudou notamment) nous décrivent des émis,



alarmés de ces menaces, qui, le soir du 23, on découvrait ou se barricadait à leur domicile.

Dès lors, après que Barnave eut rappelé à ses collègues qu'ils s'étaient constitués en Assemblée nationale et qu'ils n'avaient pas à en démissionner, Mirabeau les invita à voter une déclaration symbolique sur leur inviolabilité, ce qui fut exécuté sans tarder. La ferme volonté de l'Assemblée élève alors les esprits, enhardit les timides, exalte ceux qui sentent un peuple derrière eux. Justement, c'est une manifestation populaire qui va avoir raison des velléités de coup d'Etat qui se forment à la Cour. Duquesnoy a senti « le moment d'une grande révolution », écrivant: « Il est une force supérieure à celle de tous les rois de la terre, celle de la raison, de la justice, de la vérité, lorsqu'à son aide elle appelle encore l'opinion. »

L'opinion, si l'on peut dire, était déjà dans la rue. Elle est bientôt au château, où le roi est suivi de peu par des milliers de citoyens qui emplissent les terrasses et les cours. Le bruit du renvoi de Necker avait battu le pavé et enflammé les cœurs; de fait, une lettre de démission du ministre attendait le roi au château. La foule gronde et arrive jusqu'aux portes des appartements royaux. Effrayée, Marie-Antoinette fait appeler Necker et l'entraîne chez le roi. Celui-ci, encouragé par celle-là, demande à son ministre de reprendre sa démission; il y allait de la sécurité de la famille royale.

Sur France-Culture, à 19 h 30, du lundi au vendredi, MICHEL WINOCK commente avec un historien chaque épisode de cette chronique de 1789.

Lundi 1^{er} août: « La contre-offensive royale » avec François Lebrun.

Mardi 2 août: « Le repli stratégique de la Cour » avec Guy Chaussinand-Nogaret.

Necker ne se fait pas prier mais, dans ce climat chargé, il ne croit pas devoir exiger quelques conditions, comme le travail des ministres qui l'ont contrecarré. Barentin notamment, et qui ont provoqué la situation. Il est ému par le désarroi du couple royal, donne son accord, et quitte le château.

On assista alors au triomphe de Necker. La foule, dehors, sachant qu'il restait ministre, l'entoura, le félicita, fit l'éloge de son nom dans l'enthousiasme. Un homme du peuple s'était jeté à ses pieds: « Monsieur, restez-vous? » Necker l'avait relevé, en le rassurant. Ce fut une joie immense qui emplit Versailles avant de gagner Paris, comme si l'avenir était suspendu à la carrière du banquier genevois. On le raccompagna chez lui. Il se retira seul, un moment, pour pleurer à son aise d'émotion. Il reparut dans son salon, où les députés maintenant accouraient. Le soir, on alluma des feux, on tira des artifices devant la maison du ministre, et la foule resta toute la nuit dehors pour manifester son bonheur d'avoir sauvé son ministre. Nul ne sait pourtant ce qu'il en fut advenu si le roi avait lu son projet, lequel eût bien risqué de décevoir.

Le lendemain, 24 juin, les manifestations de la veille avaient définitivement affirmé les députés de l'Assemblée nationale. La majorité du clergé vint les rejoindre. Le 25 juin, une partie des membres de la noblesse vint prendre place à son tour dans

Mirabeau au représentant du roi: « Si l'on vous a chargé de nous faire sortir d'ici, vous devez demander des ordres pour employer la force; car nous ne quitterons nos places que par la puissance des balonnettes »

la grande salle; parmi eux on notait la présence du duc d'Orléans, du comte de Clermont-Tonnerre, du duc de La Rochefoucauld, d'Alexandre de Lameth, du duc de Liancourt.

Cependant, une garde armée interdisait toujours l'entrée au public, ce qui, au moment où le peuple venait de sauver dans la rue l'existence même de l'Assemblée, parut incongru aux plus modérés. Barnave dénonça cette absence: « C'est en face de la nation que nous devons opérer. » A l'instant même, le tumulte gagna les portes des Etats mises sous la protection des balonnettes: le barrage des gardes risquait d'être forcé, un massacre était à redouter. Alors le président Bailly, suivi de trois de ses collègues, se transporta à l'extérieur et rassura la foule: tout sera fait pour lui faciliter le libre accès aux galeries. Telle était la dialectique ouverte entre l'Assemblée et le peuple militant: quand celui-ci se fait trop pressant, c'est au risque de la liberté des débats; mais quand celui-ci viendrait à manquer, on aurait tout à redouter de la force armée; l'arrestation, la dissolution, le coup d'Etat. La Révolution avait besoin de l'opinion comme d'un cheveu sur lequel elle se balançait; elle avait besoin du peuple militant comme d'une phalange à opposer aux régressions du roi. Mais, du même coup, s'établissait des relations de dépendance: l'Assemblée devait se protéger non seulement de ses adversaires, mais encore de ses amis trop pressants.

A Paris, le 25 juin, une réunion des électeurs de la ville se tient rue Dauphine, sans autorisation légale. Quelques meneurs parlent d'une prise d'armes, de l'élection d'une commune, exigent le renvoi des troupes de Versailles pour laisser toute sa liberté à l'Assemblée. Les troupes, du reste, ne sont plus sûres. Taine parle de « débauches croissantes » des gardes-françaises, qui sont accueillis par les vivats au Palais-Royal; la discipline se relâche face à ce qu'il appelle « l'insurrection croissante de la multitude ». La fermentation de l'opinion populaire inspire des cantiques lues à Michelet et donne la nausée à Taine. Où est la vérité? N'est-il pas abusif de prendre le Palais-Royal pour « la France »? Inversement, l'enthousiasme des masses n'est-il qu'une figure de la barbarie? De Michelet à Taine, de la ferveur historique à la réprobation sociologique, nous sommes passés d'une époque à l'autre. La platitude de la monarchie philippine n'inspirait-elle pas à Michelet un romantisme de compensation, au lieu que les horreurs de la guerre civile parisienne de 1871 provoquaient le pessimisme de Taine? Aujourd'hui, nous relisons ces actes de la Révolution en essayant de les examiner sans préjugés, mais ne sommes-nous pas nous-mêmes victimes, dans cette volonté de n'être pas dupes, de nos déceptions collectives? Quel qu'il en soit, Michelet nous ennuie avec ses grands mots et Taine nous fatigue avec ses sponges. On voudrait admirer sans rien concéder au tourbillon naissant; on aimerait flétrir celui-ci sans être inaccessible à la grandeur de l'événement.

Demain: Le repli stratégique de la Cour (27 juin 1789).

Après la décision du roi Hussein de rompre les liens avec la Cisjordanie

La fin du « Royaume arabe uni »

La Jordanie a commencé par s'appeler Transjordanie. Elle est née, comme les autres États de la région, de l'éclatement, à la fin de la Première Guerre mondiale, de l'empire ottoman, et de la volonté de la Grande-Bretagne de s'assurer au Levant une position dominante. L'émir Abdallah, que Londres plaça à la tête du nouvel État, était le fils du chérif Hussein de la Mecque, dont le frère Fayçal, futur roi d'Irak, avait organisé avec le colonel Lawrence la révolte arabe contre les Turcs.

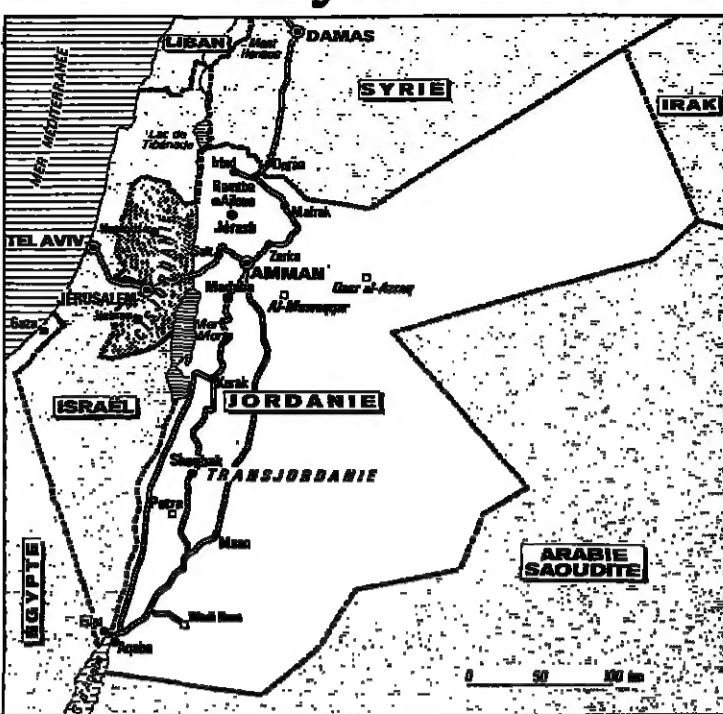
La création de la Transjordanie fut très mal reçue par le mouvement sioniste, auquel le secrétaire au Foreign Office, Balfour, avait promis en 1917 un « foyer national » en Palestine. Mais les Britanniques appuyèrent à fond leur ami Abdallah, qui leur rendit bien, pendant la guerre, en les soutenant contre l'insurrection pro-allemande de Rachid Ali. En 1941, en Irak. Après la guerre, ils reconnurent l'indépendance complète de la Transjordanie, placée jusqu'alors sous mandat de la société des Nations et de l'émir Abdallah prit le titre de roi.

Après la proclamation de l'indépendance d'Israël et la guerre qu'elle devait entraîner, la légion arabe que commandait le Britannique de nationalité jordanienne, sir John Glubb, se trouva occuper la Cisjordanie. En décembre de la même année Abdallah est proclamé par le congrès de Jéricho,

qui regroupe quelque deux mille délégués arabes de Palestine, roi de Transjordanie et de Palestine arabe (Cisjordanie), titre qu'il transforme en avril 1949 en celui de roi de Jordanie.

Le 20 juillet 1951, le roi qui cherche à négocier avec Israël, est assassiné à Jérusalem. Son fils, Talal, lui succède et promulgue, le 1^{er} janvier 1952, une nouvelle constitution. Il doit cependant céder la place, pour raison de santé, à son propre fils, Hussein, lequel est proclamé roi le 11 août 1952. Malgré l'occupation en juin 1967 de la Cisjordanie par les Israéliens, la constitution de 1952 est demeurée en vigueur jusqu'en mars 1972, huit mois après l'élimination de la résistance palestinienne de Jordanie. Le 15 mars 1972, Hussein rend public son plan de « Royaume arabe uni » qui prévoit la transformation du royaume en un État fédéral, comprenant deux régions : la province de Palestine, englobant la Cisjordanie et tout autre territoire palestinien qui sera libéré et la province de Jordanie qui comprendra la rive orientale du Jourdain. Ce plan, destiné à être exécuté après l'application de la résolution 242 du Conseil de sécurité, se heurte à une très forte opposition de la part de l'OLP et de la majorité des pays arabes.

Après le sommet arabe de Rabat d'octobre 1974 qui règle la question de la représentation des



Palestiniens au profit de l'OLP le reconnaissant « le droit du peuple palestinien à établir un pouvoir national indépendant sous la direction de l'OLP en sa qualité de seul et légitime représentant du peuple palestinien sur tout territoire libéré », le roi Hussein remet en question son plan et annonce son

intention de procéder à des changements constitutionnels destinés à « jordaniser » son royaume.

Le 23 novembre 1974, le Sénat et la Chambre des députés sont dissous. Un nouveau gouvernement, présidé par M. Zeid Rifai, ne comprend plus le ministère des « affaires des territoires occupés ».

Ce portefeuille sera cependant réinstauré dans le gouvernement de Moudar Badrane, le 28 août 1980, qui ne compte plus que cinq ministres originaires de Cisjordanie contre dix dans le précédent. Le 30 novembre, le roi Hussein nomme par décret les trente membres du nouveau Sénat, qui ne compte plus que sept sénateurs originaires de la rive occidentale du Jourdain. Ce chiffre sera par la suite porté à quinze. Le Parlement élu en 1984 comporte soixante députés : trente Jordaniens élus au suffrage universel et trente Palestiniens cooptés par leurs pairs.

Peu à peu cependant les relations entre la Jordanie et l'OLP s'améliorent et le 11 février 1985, le roi Hussein de Jordanie et M. Yasser Arafat signent à Amman un accord qui envisage qu'une « délégation commune jordanopalestinienne » puisse participer à d'éventuelles négociations de paix. Un an après la conclusion de cet accord, la Jordanie et l'OLP se retrouvent de nouveau à la case départ, à la suite de l'échec des pourparlers triangulaires entre le royaume hachémite, l'OLP et Washington en vue d'une relance du processus de paix au Proche-Orient. La détérioration des relations jordanopalestiniennes ira désormais en s'accroissant. En fermant en juillet 1986, 25 bureaux du Fath à Amman, et en lançant en novembre de la même année un plan de développement, le roi vise

à contrecarrer l'influence de l'OLP dans les territoires occupés.

Il compte encore sur les difficultés de M. Yasser Arafat pour renforcer sa position dans les négociations israélo-palestiniennes. Mais le 18^e congrès du Conseil national palestinien d'avril 1987 consacre l'autorité du chef de l'OLP. Dernière tentative du souverain hachémite : le roi Hussein demande lors du sommet arabe d'Alger de juin 1988 de ne pas exiger dans l'immédiat la création d'un État palestinien indépendant, sans trop d'espérer cependant car il reconnaît désormais la victoire des thèses de l'OLP. Il annonce déjà sa politique de désengagement en affirmant solennellement devant ses pairs qu'il « n'a aucune ambition sur la moindre parcelle de la terre de Palestine, si petite soit-elle », ni aucun désir de négocier au nom de l'OLP « représentant unique et légitime du peuple palestinien ». Mais déjà, dans l'entourage du souverain à Alger, on affirme que le roi Hussein s'apprête à couper tous les liens avec la Cisjordanie en prononçant la dissolution du Parlement, la suppression de l'aide économique aux municipalités et l'arrêt du versement des salaires aux fonctionnaires palestiniens de ce territoire payés par Amman et en créant des postes-frontières traditionnels sur le Jourdain.

« Pour répondre à la volonté de l'OLP »

(Suite de la première page.)

« Il y a une conviction générale, poursuit le souverain hachémite, que la bataille pour libérer la Palestine occupée peut être mieux menée en valeur par la rupture des liens légaux et administratifs entre les deux rives du Jourdain. Nous devons faire notre devoir et accomplir ce qu'on nous demande. »

« En 1950, a-t-il poursuivi, nous avons souscrit au souhait des représentants du peuple palestinien pour une union avec la Jordanie. Nous respectons aujourd'hui le désir de l'OLP de se séparer de nous pour édifier un État palestinien indépendant. »

Dans ce long discours, le roi a tenu à souligner que la Jordanie « n'abandonnait pas ses obligations tant envers le conflit israélo-arabe qu'envers la cause palestinienne, elle continuerait à soutenir le soulèvement du peuple palestinien dans la mesure de ses capacités, et qu'elle n'abandonnerait pas son assistance aux Palestiniens ».

S'adressant d'abord à son peuple qui, a dit le roi, ne peut être surpris par cette mesure « réclamée par une partie des citoyens », le souverain a affirmé d'autre part que « les Jordaniens d'origine

palestinienne (soit près de 60 % de la population) qui jouissent de tous les droits de la citoyenneté et répondent aux devoirs qui en découlent ne sont pas concernés par cette mesure ». « La Jordanie, a-t-il ajouté, n'est pas la Palestine, et l'État indépendant palestinien sera établi sur la terre palestinienne occupée après sa libération. »

Conscient de l'enjeu interne de cette décision, le souverain a mis fermement en garde contre toute atteinte à l'unité nationale, « base de la stabilité de la Jordanie », précisant que toute tentative dans ce sens « ne servira que la politique expansionniste de l'ennemi (Israël), au détriment de la Palestine et de la Jordanie ».

Reprenant un thème qu'il a développé à de multiples reprises dans ses discours ces derniers mois, le roi a ajouté en substance qu'il serait désormais clair que la Jordanie ne voulait en aucun cas se substituer au peuple palestinien, ni ne formulait aucune revendication sur la terre palestinienne. « Il était devenu urgent que les deux rives cessent la place à la confiance mutuelle, à la compréhension et à la coopération au service de la cause

palestinienne et de la nation arabe », a-t-il notamment précisé. Le roi Hussein a enfin affirmé que « la Jordanie continuerait à participer au processus de paix en tant que pays de la confrontation ayant des frontières plus longues avec Israël que tous les États arabes, et même plus longues que celles de la Cisjordanie et de Gaza réunis ».

« Il est sans doute encore trop tôt pour mesurer toutes les conséquences politiques et pratiques de cette décision qui tranche le débat engagé depuis plusieurs mois en Jordanie entre les partisans du maintien des liens avec les Palestiniens, eu égard à la configuration du Royaume, et ceux qui souhaitent la rupture aujourd'hui annoncée. Mais déjà cette mesure apparaît comme la première conséquence historique du soulèvement dans les territoires occupés, qui a consacré le refus des Palestiniens d'admettre toute « solution jordanienne ».

Le roi en a tiré les conséquences, mais sa décision s'adresse sans doute tout autant aux États-Unis et à Israël, mais ainsi devant le fait accompli, qu'à l'OLP. En rejetant sur la centrale palestinienne la responsabilité de l'avenir du peuple palestinien, le

roi lui lance d'une certaine façon un défi : puisque vous ne me faites pas confiance, semble-t-il leur dire, débrouillez-vous. Je vous soutiendrai, mais au même titre que n'importe quel pays arabe, laissez entendre le roi, non sans quelque amertume. Pour lui, la décision d'abandonner toute participation directe dans la lutte pour la reconquête de Jérusalem, perdue sous son règne, n'a pas dû être facile à prendre.

Vide juridique

En attendant la concrétisation de toutes les conséquences pratiques de cette mesure, il apparaît déjà clairement que la Jordanie va arrêter de payer les quelque vingt et un mille fonctionnaires qui assuraient en Cisjordanie le maintien des institutions du royaume, particulièrement au niveau de la police, de la santé, de l'éducation, etc.

Cette mesure va peser lourd sur une population déjà sévèrement éprouvée depuis le début du soulèvement. Quel va être, d'autre part, le sort juridique des Palestiniens de l'intérieur, porteurs jusqu'à maintenant d'un passeport

jordanien ? Leur sera-t-il renouvelé ? Le roi maintiendra-t-il en l'état la libre circulation entre les deux rives du Jourdain, utilisées par près d'un million de personnes chaque année dans les deux sens ? Cette mesure crée aussi un vide juridique en Cisjordanie où s'appliquait encore, malgré les multiples « ajouts » israéliens, la loi jordanienne.

Sur le plan interne, d'autre part, même si le roi a tenu à préciser que cette décision ne touchait pas les Palestiniens de Jordanie, on peut penser qu'elle va créer un malaise dans une communauté déchirée dans sa double appartenance jordanienne et palestinienne. La double allégeance ne sera plus permise, indique-t-on à Amman, en donnant pour exemple le fait qu'un Jordanien d'origine palestinienne habitant la Jordanie ne pourra plus être membre du Conseil national palestinien et devra choisir entre son appartenance palestinienne et sa citoyenneté jordanienne. Même si le fait de la double allégeance peut, en théorie, se décrire sur le papier, comment empêcher un Palestinien jordanien de regarder avec le même espoir vers les deux rives du Jourdain ?

Réunie en conseil central à Bagdad, l'OLP n'a pas encore fait connaître sa réaction. Certes, le doute demeure chez beaucoup de Palestiniens sur les intentions réelles du roi, et beaucoup s'interrogent sur ce que cache à leurs yeux cette mesure. Cette affaire pourrait relancer au sein de l'OLP le débat sur la nécessité ou non de former un gouvernement en exil. Elle pourrait peut-être aussi — mais tout dépendra cette fois de l'état d'esprit jordanien — permettre la reprise d'un dialogue plus sérieux entre la centrale palestinienne et Amman. Avant l'annonce de cette mesure, on affirmait de source palestinienne, à Bagdad, que M. Abou Mahzen se rendrait prochainement à Amman pour y préparer, notamment, la visite de M. Yasser Arafat. Celle-ci prend aujourd'hui un tour nouveau, et le leader de l'OLP n'hésitera sans doute pas désormais à se rendre à Amman. Le roi le souhaite-t-il aujourd'hui ? C'est à voir...

En tout cas, cette mesure complique d'une certaine façon les données du conflit israélo-arabe et va nécessiter pour tous les acteurs, notamment les Américains, un réexamen politique général de la situation.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Perplexité à Washington

WASHINGTON
correspondance

Réservés et surtout perplexes, les milieux officiels américains s'interrogent sur les véritables motivations du roi Hussein. A-t-il sincèrement décidé d'abandonner ses revendications sur la rive occidentale du Jourdain — annexée par son grand-père Abdallah en 1950 — pour se conformer au vœu des États arabes réunis en mai à Alger, confirmant l'OLP comme le seul représentant des Palestiniens ? Ou bien s'agit-il d'une décision tactique ayant pour but de démontrer que l'OLP ne sera pas en mesure d'assumer les obligations et les responsabilités financières, notamment à l'égard des Palestiniens ?

En effet, en plus de l'abandon annoncé jeudi dernier du plan quinquennal de développement de 1 milliard 300 millions de dollars, des mesures immédiates pourraient être prises qui affaibliraient sensiblement l'économie, déjà passablement ébranlée, de la région. Les programmes de santé, d'éducation, de sécurité sociale, seraient affectés, sans parler des salaires payés à treize mille fonctionnaires palestiniens, représentant environ 70 millions de dollars par an. D'autre part l'annulation des passeports jordaniens attribués aux habitants de la rive occidentale, les fermetures éventuelles des ponts sur le

Jourdain, compromettraient les relations commerciales et les déplacements entre les Palestiniens de Cisjordanie et le monde arabe.

L'OLP a-t-elle les moyens financiers nécessaires pour se substituer à l'État jordanien ? On en doute ici, et l'on estime qu'en imposant à l'OLP un très lourd fardeau administratif et économique, le roi Hussein a voulu prouver qu'il était l'homme indispensable dont les Palestiniens ne pouvaient se passer.

Des entretiens prévus ces jours prochains entre le roi et M. Yasser Arafat devraient, dit-on, permettre de mieux apprécier le sens et la portée de la décision royale. En attendant, on estime que l'initiative du roi Hussein complique la tâche de la diplomatie de Washington, sans toutefois condamner irrévocablement le plan de paix américain qui prévoit notamment la présence de Palestiniens dans une délégation jordanienne en mesure de négocier avec Israël.

Le département d'État, dès samedi, indiquait que la décision du roi n'impliquait pas qu'il se désintéressait de l'action diplomatique en cours, et le secrétaire d'État, M. George Shultz a souligné dimanche que tout règlement de paix entre Israël et ses voisins exigeait la participation du roi Hussein au processus de paix.

HENRI PIERRE.

A Jérusalem : un coup dur pour les travaillistes

JÉRUSALEM
de notre correspondant

La loi Hussein utilise la méthode des « messages codés ». Encore faut-il savoir les déchiffrer. Depuis quelques jours, à Jérusalem, on minimise la portée de la révision de la politique du souverain hachémite à l'égard de la Cisjordanie. On disait qu'elle était essentiellement « tactique ». Mais après les discours radio-télévisés du roi, on reste perplexe. La fermeté du ton, le recours explicite au terme « coupure » avec la Cisjordanie ont surpris les milieux politiques à Jérusalem. Alors, ne s'agit-il pas malgré tout d'un changement « stratégique » ?

Seules de nouvelles mesures concrètes permettraient de répondre à cette question. Car, à ce stade, on constate encore avec soulagement à Jérusalem que le roi Hussein n'a toujours rien fait d'irréversible. Il n'a pas coupé le corridor ombilical qui relie son pays à la Cisjordanie. Comme ne cesse de le répéter le ministre des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, le principal test à cet égard, ce sont les ponts sur le Jourdain.

Tant qu'ils resteront ouverts, ces ponts symboliseront non seulement les liens économiques vitaux entre les deux rives du Jourdain, mais également les liens « humains » : réunions des familles, visites... L'autre test, ce sont les salaires que le royaume hachémite verse à quelque vingt mille fonctionnaires et enseignants de Cisjordanie et de Jérusalem-Est. Cela représente environ 70 millions de dollars par an, et, par le biais de

ces salaires, la Jordanie contrôle en particulier les institutions religieuses musulmanes, le WAKF qui gère les lieux saints à Jérusalem. Enfin, pour l'ensemble des habitants de Cisjordanie, le lien administratif essentiel avec Amman, c'est le passeport jordanien qui leur est accordé automatiquement. Le sera-t-il encore à l'avenir ? Le roi Hussein est resté silencieux à ce sujet.

Le Likoud satisfait

« Des mesures concrètes de ce genre seraient catastrophiques », a déclaré M. Moussa Abou Gosh, un médecin de Ramallah, qui était membre de la Chambre des députés d'Amman, dimanche il y a quelques jours par le roi Hussein. Elles ne seraient pas seulement catastrophiques pour les « pro-Jordaniens » — très minoritaires il est vrai en Cisjordanie — mais aussi pour le ministre des affaires étrangères travailliste, M. Shimon Pérès. Car dans l'attente de savoir comment le roi Hussein entend concrétiser sa nouvelle politique, ses démarches alimentent déjà la polémique en Israël entre les deux partenaires du gouvernement d'union nationale.

« Le sort de l'option jordanienne » chère aux travaillistes est un sujet en or pour le Likoud, à trois mois des élections. Et le chef du gouvernement du Likoud, M. Itzhak Shamir, n'a pas hésité à affirmer que le discours du roi Hussein « avait définitivement fait voler en éclats l'illusion d'un compromis

territorial avec la Jordanie ». M. Pérès a rétorqué que le Likoud avait torpillé il y a un an les chances de parvenir à un accord avec le roi Hussein par le truchement d'une conférence internationale de paix au Proche-Orient. Un autre travailliste, le président de la commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset, M. Abba Eban, se demande, lui, s'il ne serait pas préférable de parler désormais « d'option jordanopalestinienne ».

Une tout autre question est de savoir si l'arrestation, dans la nuit de samedi à dimanche d'une des personnalités palestiniennes les plus en vue de Jérusalem-Est, M. Fayçal Hussein, s'inscrit aussi dans le contexte des « messages codés » que s'adressent actuellement Jordaniens et Israéliens. M. Fayçal Hussein est le directeur du centre d'études arabes de Jérusalem-Est. Il a été mis en détention administrative pour six mois, ainsi qu'une autre personnalité de Jérusalem-Est, le président de l'Association des commerçants, M. Mustapha Abou Zawa.

M. Fayçal Hussein est considéré par les autorités israéliennes comme le représentant quasi officiel du Fath à Jérusalem. C'est la troisième fois qu'il est arrêté. Après avoir purgé une précédente période de six mois de détention administrative, il avait été libéré le 9 juin. Depuis, affirme-t-on de source policière, il a exercé des activités de coordinateur du soulèvement. On lui impute la recrudescence des incidents le mois dernier à Jérusalem-Est. Des tracts ont été retrouvés à son domicile.

Le centre d'études arabes qu'il animait a été fermé pour un an. M. Fayçal Hussein était aussi l'interlocuteur privilégié de la gauche israélienne.

La semaine dernière, il avait encore participé à une réunion du mouvement La Paix maintenant et s'était prononcé pour un règlement politique fondé sur la création d'un État palestinien à côté de l'État d'Israël. Le mouvement La Paix maintenant a vivement protesté contre l'arrestation d'un Palestinien modéré disposé au dialogue.

Il a aussi accusé le ministre de la défense, M. Itzhak Rabin, d'avoir, par cette arrestation, voulu adresser un « message » aux Palestiniens de Cisjordanie et de Jérusalem-Est : il ne faut pas croire que huit mois de soulèvements vont se traduire par une victoire politique de l'OLP ; ce n'est pas parce que le roi Hussein laisse le champ libre à la centrale palestinienne qu'Israël considère désormais le représentant de M. Arafat, à Jérusalem, comme un interlocuteur valable.

Quant au Jerusalem Post, il tire lui une leçon singulièrement pessimiste des événements de ces derniers jours : « Ce qui prouve le dernier zigzag du roi Hussein, c'est qu'il ne peut y avoir de règlement politique entre Israël et le royaume hachémite tant que l'OLP existe, et qu'il ne peut y avoir de solution avec l'OLP tant que la Jordanie existe. Il peut seulement y avoir la poursuite des conflits et des souffrances. »

(Interim.)

Proche-Orient

La guerre du Golfe

Téhéran n'attaquera pas de navires pendant les pourparlers à l'ONU affirme le vice-ministre des affaires étrangères iranien

L'Iran n'attaquera pas la navigation dans le Golfe pendant les pourparlers actuellement par les Nations unies pour tenter de mettre fin à la guerre irano-irakienne, a affirmé, le dimanche 31 juillet à Abou-Dhabi, le vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Mohamed Béchareti, qui effectuait une tournée dans plusieurs capitales arabes du Golfe.

Jusqu'à l'entrée en vigueur du cessez-le-feu demandé par le Conseil de sécurité des Nations unies, « nous essaierons de faire de notre mieux pour éviter toute violation afin que la résolution 598 [du Conseil de sécurité] devienne une réalité », a déclaré M. Béchareti, interrogé par l'agence Reuters. D'ici là nous ne causerons aucun problème à la navigation ».

Une seule attaque a eu lieu contre des navires marchands dans le Golfe depuis que Téhéran a accepté le 18 juillet la résolution 598 de l'ONU demandant un cessez-le-feu. Le 23 juillet, des vedettes iraniennes avaient ouvert le feu sur des bateaux de pêche koweïtiens, près de l'île koweïtienne d'Ausha. Trois pêcheurs égyptiens avaient été tués.

M. Béchareti a d'autre part affirmé que l'Iran était prêt à « engager des négociations directes avec l'Irak ». Peu après cette déclaration, le porte-parole de la délégation iranienne à l'ONU a précisé, à New-York, que la position de son

pays restait inchangée et que, comme l'avait énoncé en fin de semaine dernière le ministre des affaires étrangères, M. Velayati, l'Iran « pourrait envisager positivement des négociations face à face » après l'instauration du cessez-le-feu, le retrait des troupes aux frontières des deux pays et l'échange de prisonniers de guerre. Les positions de Bagdad et de Téhéran restaient ainsi contradictoires lundi 1^{er} août alors que le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, s'apprêtait à rencontrer pour la sixième fois à New-York M. Velayati.

Sur le front, les combats continuent. L'état-major irakien a indiqué dimanche soir que ses chasseurs et hélicoptères lance-roquettes avaient mené deux cent vingt-deux missions de combat en vingt-quatre heures.

L'Iran a affirmé dimanche que ses forces avaient repris trois villes de son territoire occupées par l'Irak, Qasr-e-Chirin, Sa-e-Poleh Zahab et Sumar, et repoussé une « médiocre offensive ennemie » plus au nord du front.

Samedi toutefois, l'Irak avait annoncé que ses forces avaient évacué ces trois villes dans le cadre d'un retrait préparé, tous les objectifs visés, et notamment celui de couper les lignes de ravitaillement iraniennes, ayant été atteints. — (AFP, AP, Reuters.)

La Maison Blanche et le Congrès seraient parvenus à un compromis sur le projet de vente d'armes au Koweït

Washington (AFP). — La Maison Blanche et le Congrès ont mis au point un compromis sur le projet controversé de vente de quarante chasseurs bombardiers F-18 et trois cents missiles Maverick au Koweït, rapportait, dimanche 31 juillet, le quotidien *New York Times*.

Le Sénat avait adopté, le 8 juillet, un amendement retirant les F-18 de la vente, de crainte qu'ils ne soient utilisés contre Israël. Le président Reagan s'était dit « consterné » par ce vote et a affirmé qu'il « se battait » pour ce contrat. Pour Washington comme pour Koweït, dans ce contrat d'une valeur de 1,9 milliard de dollars, appareils et missiles sont indissociables.

Les représentants de groupes de soutien à Israël à Washington et la Maison Blanche se sont entendus au cours de la semaine passée sur les « grandes lignes d'un compromis » qui permettrait de livrer les trois cents missiles Maverick moyennant certaines conditions et modifications. Selon le quotidien :

« Les missiles ne seraient pas livrés avant que tous les 40 F-18 ne soient opérationnels, soit probablement en 1994 ;

« Le Koweït ne pourrait pas augmenter le rayon d'action des appareils avec des réservoirs supplémentaires ou des équipements permettant de les ravitailler en vol ;

« Les F-18 ne pourraient pas être basés à l'extérieur de l'émirat.

Les trois cents missiles livrés seraient par ailleurs tous du modèle Maverick G, porteur d'une charge de 300 kilos et conçu comme une arme air-mer ou anti-bunkers, alors que le projet de contrat actuel prévoit deux cents Maverick D anti-chars et cent Maverick G.

Le Congrès avait, l'an dernier, empêché la livraison de mille six cents Maverick D à l'Arabie saoudite et certains élus craignent que vendre des modèles D au Koweït ne relance la demande saoudienne.

Le Congrès a jusqu'au 7 août pour adopter des résolutions, à la Chambre et au Sénat, bloquant le contrat de vente d'armes au Koweït.

LIBAN

Une mission de l'Eglise anglicane en faveur de quatre Iraniens enlevés

L'évêque anglican pour Chypre et la région du Golfe s'est rendu la semaine dernière au Liban afin d'obtenir des informations sur le sort de quatre Iraniens enlevés il y a six ans.

Le révérend John Brown est arrivé mercredi au Liban, où il s'est entretenu avec des dirigeants chrétiens à la demande de l'archevêque de Cantorbéry Robert Runcie. Il a regagné Chypre dimanche et il s'est aussitôt envolé pour Londres, afin de rendre compte de sa mission au Dr Runcie, à présent le porte-parole de l'Eglise anglicane, John Lytton.

Les quatre Iraniens avaient en effet été enlevés par des miliciens chrétiens en juillet 1982. Selon certaines informations, ils auraient été tués. L'Iran, néanmoins, cherche à obtenir des informations à leur sujet.

David Waite, frère de Terry Waite, l'émissaire de l'archevêque de Cantorbéry enlevé au Liban le 20 janvier 1987, a déclaré qu'il espérait « que les Iraniens verront que nous faisons tout ce que nous pou-

sons de notre côté pour les aider (...) et que, en retour, nous aimerions bien évidemment qu'ils fassent tout ce qu'ils peuvent (...) et usent de leur influence dans cette région du monde pour chercher à obtenir la libération non seulement de mon frère mais de tous les otages occidentaux ».

D'autre part, l'organisation chite pro-iranienne du Hezbollah a rejeté dimanche l'appel lancé par le Conseil de sécurité des Nations unies en faveur de la libération du lieutenant-colonel américain William Higgins, affirmant qu'il était en réalité un espion américain agissant sous la « couverture » de l'ONU.

« Nous rejetons cette résolution. Nous la considérons comme faisant partie d'une conspiration contre les musulmans et les moudjahidines dans cette région », a déclaré M. Abbas Mousawi, un des dirigeants du Hezbollah, lors d'un meeting organisé à Machgara, localité du sud-est du Liban.

Cette déclaration constituait la première réponse du Hezbollah à un appel lancé à l'unanimité par les quinze membres du Conseil de sécurité vendredi dernier, demandant la libération du lieutenant-colonel Higgins, chef de l'unité de l'ONUST (Organisation des Nations unies pour la surveillance de la trêve au Moyen-Orient) opérant au sud du Liban.

Le lieutenant-colonel Higgins, quarante-trois ans, a été enlevé le 17 février dernier dans le port de Tyr. Son enlèvement a été revendiqué par l'Organisation des opprimés sur la terre. — (AP.)

LE PRÉSIDENT CHADLI A ARABIES :

Unité du Maghreb, détente avec la France, paix au Moyen-Orient, l'indépendance de l'économie... Ces thèmes et bien d'autres sont développés par le chef de l'Etat algérien dans une interview exclusive à Paul Balta.

Dans le numéro double de juillet-août d'ARABIES

en kiosques et en librairie

78, rue Joffroy, 75017 Paris

Tél. : 46-22-34-14

Diplomatie

La visite à Moscou du ministre ouest-allemand des affaires étrangères

M. Genscher a reçu les éloges des dirigeants soviétiques

Après le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, le secrétaire américain à la défense, M. Frank Caracci, était attendu lundi 1^{er} août à Moscou. M. Caracci doit notamment visiter des installations militaires qui étaient jusque-là fermées aux Occidentaux comme la base aérienne de Koubinka et la garnison de la division d'élite de Tassma, non loin de Moscou, ou encore le port de Sébastopol, quartier général de la flotte soviétique en mer Noire. Un vaste programme de visites avait été offert au chef d'état-major soviétique, le maréchal Akhromiev, lors de son voyage aux Etats-Unis le mois dernier.

BONN

de notre correspondant

La République fédérale d'Allemagne et l'Union soviétique ont ouvert un nouveau chapitre de leurs relations. L'accueil réservé à M. Hans Dietrich Genscher lors de sa visite de quarante-huit heures à Moscou a démontré que le Kremlin était décidé à changer radicalement d'attitude vis-à-vis de la RFA. Lors de sa conférence de presse en fin de séjour, dimanche 31 juillet, le chef

de la diplomatie ouest-allemande a dit qu'il s'attendait à une « amélioration décisive » des rapports entre les deux pays, assurant que le prochain visite du chancelier Kohl dans la capitale soviétique, prévue pour le 24 octobre, « laissera des traces ». Il a ajouté que M. Gorbatchev et lui pensaient que les dernières années de ce siècle devraient être mises à profit pour atteindre une « coopération irréversible », sans pour autant toucher aux intérêts fondamentaux des deux Etats. M. Genscher s'est déclaré enfin « très séduit » par l'attitude ouverte du numéro un soviétique et « encouragé » par ses propos.

Selon la délégation allemande, les entretiens se sont déroulés dans une atmosphère très cordiale. Samedi, M. Genscher a discuté pendant deux heures avec le secrétaire général du Parti communiste soviétique. Le reste du temps a été consacré à des réunions avec M. Chevardnadze. Celui-ci a même invité son homologue allemand à dîner chez lui en famille, ce qui est extrêmement rare en URSS.

MM. Gorbatchev et Chevardnadze ont loué l'un et l'autre le rôle en Europe, la politique, l'expérience et le sens des responsabilités de leur

hôte, le classant parmi « les hommes d'Etat les plus actifs de l'Europe d'aujourd'hui ». Le numéro un soviétique aurait, selon M. Genscher, insisté à plusieurs reprises sur le rôle clé des relations entre la République fédérale et l'Union soviétique, à la fois dans le développement de meilleurs rapports en Europe et pour un nouveau rapprochement des deux blocs. Le ministre ouest-allemand s'est efforcé, de son côté, de rassurer M. Gorbatchev sur les implications du marché unique européen de 1993, en affirmant qu'il ne nuirait pas à la coopération Est-Ouest.

CONCLURE

à Vienne

Moscou et Bonn veulent, en outre, entreprendre des « efforts communs » au sein de la CSCE pour la recherche et de l'environnement, ont été limogés par le président Denis Sassou-Nguesso le samedi 30 juillet, à la suite de l'implication de leurs administrations dans un scandale de déchets toxiques. Le gouvernement congolais aurait en effet passé, contre l'avis du Parti congolais du travail (PCT), divers contrats avec des entreprises européennes pour l'entrepôt de déchets toxiques sur son territoire. — (AFP, Reuters.)

Sur le plan économique, la délégation soviétique a transmis une liste de souhaits que la RFA examinera avant la visite de M. Helmut Kohl en Union soviétique. M. Genscher a expliqué, en outre, que la question de l'inclusion de Berlin-Ouest dans les accords bilatéraux avait été évoquée, et que les Soviétiques voulaient y apporter une solution durable. Les deux ministres des affaires étrangères ont prévu une dernière rencontre avant la venue du chancelier à Moscou. Ils se retrouveront fin septembre à New-York en marge de l'Assemblée générale des Nations unies.

(Interim.)

● CONGO : deux ministres limogés. — Deux ministres congolais, celui de l'information et celui de la recherche et de l'environnement, ont été limogés par le président Denis Sassou-Nguesso le samedi 30 juillet, à la suite de l'implication de leurs administrations dans un scandale de déchets toxiques. Le gouvernement congolais aurait en effet passé, contre l'avis du Parti congolais du travail (PCT), divers contrats avec des entreprises européennes pour l'entrepôt de déchets toxiques sur son territoire. — (AFP, Reuters.)

Asie

PHILIPPINES : depuis le début de l'année

L'insurrection communiste a subi de sérieux revers

MANILLE

correspondance

M. Aquino pavoise. « Cette année (1988) restera sans doute dans les annales comme étant celle où l'insurrection (communiste) a été brisée. Pour la gauche armée, cette année a été celle de la défaite et de la retraite, une année de propagande par la terreur et non par la tentative stratégique dont elle se vantait tant... »

Pourtant, au cours du second « discours sur l'état de la nation » de son mandat, quant l'ouverture, la semaine dernière, de la deuxième session régulière du Parlement philippin, la présidente a glissé une « petite annonce » qui a surpris, d'autant qu'elle a jeté une ombre sur le ton triomphant de l'ensemble. En effet, vraisemblablement sensible aux inquiétudes qui lui ont été exprimées récemment de vive voix par le secrétaire général d'Amnesty international, qui s'alarme de la recrudescence des violations des droits de l'homme commises par les forces armées dans l'archipel, M. Aquino a annoncé, lundi 25 juillet, « la dissolution de toutes les soi-disant milices armées » et leur relève par des structures plus « responsables » (le *Monde* du 5 juillet).

M. Aquino n'en a pas moins jugé que « la démocratie est en train de battre le totalitarisme gauchiste » et résumant les rapports fournis par ses différents chefs d'armée, elle a dressé un bilan qui se voulait éloquent sur l'état de santé de l'insurrection communiste. Depuis le début de l'année, ont été arrêtés : cinq membres du comité central du Parti communiste philippin (PCP), huit dirigeants régionaux, dix-neuf cadres et militants, et ont aussi assisté à la « reddition volontaire » de 7 000 combattants de la Nouvelle armée du peuple (NAP), branche armée du PCP, ainsi qu'à celle de dizaines de milliers d'activistes.

Si l'ampleur des défaites est difficile à évaluer — tant les cérémonies de « ralliement » télévisées souffrent d'une mauvaise mise en scène, — il est vrai que la guérilla a subi de sérieux revers ces derniers mois.

La *Far Eastern Economic Review*, hebdomadaire de Hong-kong, citant des informations fournies par des disquettes d'ordinateur saisies par l'armée en mars 1988, révèle que les insurgés seraient sur le point d'augmenter la pression militaire sur le gouvernement Aquino. Près de trois phases principales — « défensive stratégique » (l'insurrection affronte des forces supérieures), « impasse stratégique » (rapport de force équilibré) et « offensive stratégique » (l'insurrection s'empare des « forces réactionnaires ») — le plan des communistes est remarquablement linéaire

et n'accepte aucune déviation. Ainsi, la NAP estimait la situation mûre pour la « contre-offensive ». Un membre de l'état-major insurgé nous avait expliqué que cette contre-offensive implique « des opérations militaires plus soutenues contre des cibles de plus grande envergure et mènerait à la phase, obligatoirement courte, de l'impasse stratégique avant le débordement final ».

On sait que la NAP est actuellement à la recherche d'armes lourdes mais, selon le documents cités par l'hebdomadaire asiatique, les insurgés ont d'ores et déjà commencé à s'entraîner avec du matériel antiaérien tel des Sauc-7 de fabrication soviétique. Par ailleurs, des équipes de la NAP auraient participé à des écoles d'entraînement en Malaisie. La *Review* fait également état d'un « trésor de guerre » communiste : comptes bancaires à Hong-kong, Singapour et Tokyo, budget annuel de 2,6 millions de dollars (60 % votés aux « dépenses militaires »), dont 1,5 million aurait été amassé à la faveur d'investissements légaux.

Divisions et isolement

Mais le mouvement connaît aussi des difficultés. Après l'avènement de M. Aquino, le PCP fut contraint d'admettre que le boycottage de l'élection présidentielle de février 1986 « avait été une grave erreur ». Dans les mois qui suivirent, au sein du PCP, le débat porta sur le degré de « participation » à l'administration Aquino.

Un an après le « printemps philippin », les « réformistes » du PCP ont été mutés à des fonctions « plus administratives », selon nos sources. Dans l'immédiat donc, il apparaît que l'aile dure a réussi à s'imposer.

Cependant, selon les services de renseignement de l'armée, un important « réalignement » aurait été amorcé au lendemain des rafles de mars, accentuant la division entre militaires et politiques au sein du parti. Ainsi, des personnalités « plus politiques » (mais n'ayant jamais désavoué la juste cause de la lutte armée) auraient mis la main sur certaines positions-clés du mouvement. Sur le terrain, l'insurrection ne paraît pas en mauvaise posture. Elle est présente, à des degrés divers, dans 20 % des 46 000 municipalités du pays et conserve encore l'initiative militaire. Mais les rafles de la police ont laissé des militants quelque peu désemparés. Un cadre devait ainsi nous avouer « ne pas même savoir qui est le nouveau secrétaire général (du PCP) » trois mois après l'arrestation de M. Rafael Baylosis, dernier détenteur du poste. Surtout, le PCP souffre de plus en plus de son isolement international.

KIM GORDON-BATES.

Afrique

TUNISIE : la fin du congrès du parti gouvernemental

Le président Ben Ali veut traiter toutes les formations politiques « sur un pied d'égalité »

TUNIS

de notre correspondant

M. Ben Ali peut désormais s'appuyer complètement sur l'appareil du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), à la présidence duquel il a été confirmé pour mener à bien la politique de démocratisation dont il se réclame.

Le congrès du parti au pouvoir qui a pris fin dimanche 31 juillet en a approuvé le principe sans formuler la moindre réserve et s'est doté de structures à même de le concrétiser.

Lors de la session de clôture, le président Ben Ali a fait applaudir par les deux mille cinq cents congressistes la nécessité du pluralisme politique, « geste de démocratisation », et la reconnaissance qu'aucun parti ne peut prétendre représenter l'ensemble des Tunisiens. La démonstration n'était pas gagnée d'avance quand on sait les réserves qu'a suscitées, à divers niveaux de l'ex-Parti socialiste destourien, la ligne tracée dès son accession au pouvoir.

En acceptant d'être reconduit par acclamation à la tête du RCD, M. Ben Ali a tenu à faire une mise au point qui s'adressait tout autant au congrès qu'à l'opposition, qui a souvent insisté ces dernières années sur l'incompatibilité existant entre les fonctions de chef de l'Etat et de celles de président d'un parti. « Je tiens à affirmer en toute clarté, a-t-il dit, que le chef de l'Etat est le président de tous les Tunisiens et qu'en cette qualité il traite tous les partis sur un pied d'égalité ».

Figures

« historiques »

De même, il a affirmé qu'il veillerait personnellement à garantir la neutralité de l'administration (si souvent mise en cause par le passé), la liberté et la régularité des élections. En d'autres termes, le RCD, qui se veut « le creuset des meilleures compétences nationales de manière qu'il demeure au niveau de son rôle historique », sera considéré au même titre que les autres formations politiques.

Reste évidemment à traduire son discours dans les faits. C'est dans ce but, semble-t-il, que M. Ben Ali s'est entouré d'un bureau politique réduit, comprenant six membres au

lieu de quinze et composé d'hommes qui ont toute sa confiance. Cette instance comprend le premier ministre M. Hedi Baccouche, qui devient vice-président du RCD, fonction qui demeure assez floue, et abandonne le secrétariat général au profit de M. Abdelrahman Zouari.

Jeune cadre dont l'ascension n'a cessé de se confirmer depuis le 7 novembre, M. Zouari sera le véritable « patron » du RCD puisque le poste de ministre-député a été supprimé lors du récent remaniement ministériel (le *Monde* du 28 juillet) « afin d'éviter l'amalgame entre la fonction ministérielle et la responsabilité au niveau du parti ».

Trois autres proches du président, M. Abdallah Kallal, secrétaire général du ministère de la défense nationale en tant que trésorier, MM. Habib Ammar, ministre d'Etat chargé de l'intérieur, et Abdelhamid Esckheikh, ministre des affaires étrangères, complètent le bureau politique avec M. Ismail Khellil, gouverneur de la Banque centrale et principal artisan du plan libéral de redressement économique établi en 1986.

Fort de deux cents membres, dont cent vingt-deux ont été « exceptionnellement » désignés par le président, les soixante-dix-huit autres étant élus au niveau régional, le nouveau comité central se présente en même temps comme le reflet du changement et de la continuité.

Changement avec l'arrivée de la nouvelle classe politique — dont la plupart des membres du gouvernement, — souvent jeune, qui a accédé aux responsabilités avec l'accession au pouvoir de M. Ben Ali et qui est tout acquise à sa politique. Continuité avec des figures « historiques » comme l'ex-premier ministre M. Hedi Nouria et l'ancien chef des syndicats, M. Habib Achour, des personnalités qui ont été maintenues au gouvernement après le 7 novembre et jusqu'à ces derniers jours et quelques notables qui, n'y a pas si longtemps, se montraient les zélés serviteurs d'un système qu'ils dénoncent aujourd'hui.

Ces derniers ne figurent au comité central que par la volonté de M. Ben Ali, qui les a désignés. Façon de démontrer qu'il ne veut pas rompre brutalement avec le passé.

MICHEL DEURÉ.

LE MONDE IMMOBILIER

Publicité

Renseignements :

45-55-91-82

Poste 4138 - 4324

CHILI : Les services se...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

SAV...

Amériques

CHILI : une compilation du journal d'opposition « la Epoca »

Les services secrets vedettes d'un feuilleton accablant

SANTIAGO-DU-CHILI
de notre correspondant

Chaque mardi, les lecteurs du quotidien d'opposition la Epoca se jettent avidement sur un supplément hebdomadaire au titre prometteur : « L'histoire occulte du régime militaire ». Ce reportage-feuilleton a valu à ses auteurs, le rédacteur en chef du journal et deux de ses collaborateurs, de recevoir cette année un prix spécial décerné par la Société inter-américaine de presse. Trente-cinq chapitres ont été publiés à ce jour, et il en faudra bien autant pour couvrir la période tragique de l'histoire du Chili ouverte par le coup d'État de 1973.

En vedette de ce feuilleton, les services secrets : la Direction nationale d'information (DINA), véritable police politique chargée, sous les ordres du tout-puissant général Contreras, de traquer les militants des partis de gauche pendant les premières années du régime militaire. Puis la Centrale nationale d'information (CNI), organisme qui lui succède en 1978 lorsque le scandale provoqué par l'assassinat à Washington d'Orlando Letelier, ancien ministre socialiste des affaires étrangères, oblige le général Pinochet à « dissoudre » la DINA, dont les principaux chefs sont accusés du crime par la justice américaine.

Pas de révélation sensationnelle dans le récit des trois journalistes, mais plutôt une minutieuse compilation d'informations jusque-là éparpillées. Curieusement, les auteurs n'ont réagi à aucune des affirmations des auteurs, dont les sources sont souvent confidentielles.

Les lecteurs de la Epoca ont pu aussi prendre connaissance des organigrammes des services, des noms de plusieurs agents et des adresses de centres de réclusion clandestins, où avaient lieu les « interrogatoires renforcés » de nombreux détenus aujourd'hui disparus. Certaines opérations sont décrites avec un luxe de détails qui laisse penser que ce vaste reportage a bénéficié des confidences de membres des services, plus, peut-être, pour nuire à un organisme rival que pour soulager leur conscience.

Attentats commandités

Car, dès la fin des années 70, la « guerre des services » a fait rage, opposant les réseaux du général Contreras, pour qui la fin justifiait les plus abominables moyens, à certains officiers supérieurs, soucieux d'assainir le bras séculier en épurant des éléments « incontrôlés », recrutés dans la pègre et les milieux d'extrême droite. Un fait divers ayant bouleversé l'opinion publique en 1980, l'enlèvement et l'assassinat d'un enfant, est ainsi présenté par la Epoca comme un épisode de ce conflit : le jeune Rodrigo Arizumi aurait été confondu par

ses ravisseurs avec son cousin, dont le père, agent de la CNI, serait ensuite précipité dans le océan avec sa famille.

Au fil des pages, le général Contreras apparaît comme l'un des maîtres d'œuvre du régime, ne rendant compte qu'au président Pinochet et exerçant, aujourd'hui encore, son influence au sommet de l'État. On y découvre comment la DINA a organisé ou commandité, dans le monde entier, des attentats contre des personnalités jugées dangereuses pour le pouvoir. Avant Orlando Letelier, c'est le général Prats, ancien commandant en chef loyaliste des forces armées, qui fut assassiné avec son épouse, en 1974, à Buenos-Aires. Quant à l'ex-vice-président de la République démocratique chrétienne, M. Bernardo Leighton, il n'a échappé que par miracle à un attentat commis à Rome par un commando dirigé par le néo-fasciste italien Stefano Delle Chiaie, actuellement emprisonné dans son pays. Delle Chiaie aurait d'ailleurs séjourné plusieurs mois au Chili, en 1976, où il aurait mis sur pied le département « propagande » de la DINA.

Plusieurs chapitres sont consacrés à la guerre que se livrent, entre 1980 et 1983, la CNI et la « force centrale » du MIR (gauche révolutionnaire), formée de militants rentrés clandestinement au Chili après avoir suivi un entraînement militaire à Cuba. Plus d'une centaine de « militants » succombèrent dans l'aventure. Les survivants se replièrent à l'étranger et déchaînèrent, par leur témoignage, la crise de leur organisation, aujourd'hui éclatée en plusieurs fractions.

D'après les auteurs de « L'histoire occulte », l'hécatombe dans les rangs de l'extrême gauche, dont les caches étaient systématiquement découvertes et les cellules implacablement démantelées, aurait comme point de départ la « trahison » d'un agent des services cubains, qui, après avoir été confondu, se serait donné la mort à La Havane.

Plus « professionnelle » que la DINA, la CNI est cependant présentée sous un jour tout aussi sombre par les trois journalistes. Un des plus retentissants scandales du régime, le hold-up d'une banque effectuée par des agents de la centrale, est conté par le menu. Il en va de même de l'assassinat, en 1982, du dirigeant syndical Tucapel Jimenez, dont les auteurs auraient été des membres de la CNI. Leur identité et leurs occupations sont mentionnées dans le reportage.

Il n'est jusqu'aux circonstances de la mort de l'ex-président de la République Eduardo Frei qui ne soient examinées avec suspicion par les reporters de la Epoca. Il est vrai que le leader démocrate-chrétien, entré en clinique pour une intervention chirurgicale assez banale, est décédé des suites d'une infection contractée pendant son hospitalisation.

GILLES BAUDIN.

ÉTATS-UNIS

M. Reagan demande au Congrès de voter une reprise de l'aide militaire à la Contra nicaraguayenne

Washington. — Le président Ronald Reagan a appelé le Congrès à voter une reprise de l'aide militaire américaine à la Contra. La Maison Blanche n'a pas présenté de nouveau projet, mais le chef de l'État, dans un discours radiodiffusé samedi 30 juillet, a demandé aux élus de soutenir celui élaboré par le chef de la minorité républicaine au Sénat, M. Robert Dole. Il prévoit une assistance de 47 millions de dollars, dont 20 millions à titre militaire. « Les derniers détails sont en train d'être mis au point. J'appelle les sénateurs à soutenir ce projet et les membres de la Chambre des représentants à agir rapidement en sa faveur », a déclaré M. Reagan.

Le refus des démocrates — majoritaires — avait jusqu'ici empêché toute reprise de l'aide. Le chef de l'État a donc cherché à diviser le camp de l'opposition en soulignant que « l'un des plus chauds partisans (des « contrats ») a été choisi comme candidat démocrate à la vice-présidence [le sénateur Lloyd Bensten], alors que M. Michael Dukakis y est opposé. Le sénateur

démocrate David Boren, président de la commission du renseignement, a pour sa part affirmé qu'il voyait « un réel changement dans les deux chambres du Congrès en faveur de nouvelles pressions » sur le régime de Managua.

Le nouvel appel du président Reagan intervient au moment où le secrétaire d'État George Shultz entame une tournée dans les pays d'Amérique latine. A Guatemala,

une rencontre devait avoir lieu lundi entre le secrétaire d'État et les ministres des affaires étrangères de quatre pays de la région. La publication d'un communiqué commun, condamnant sévèrement le Nicaragua, devait cependant sur des difficultés. Selon le New York Times, le Guatemala et le Costa-Rica refusaient la signature de ce texte, le Salvador et le Honduras ne semblant pas y être opposés. — (AFP, Reuters, UPI.)

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

Un hélicoptère gouvernemental abattu : onze morts

Onze personnes ont été tuées vendredi 29 juillet lorsqu'un hélicoptère des troupes gouvernementales afghanes a été abattu par la résistance à Spin-Baldak, localité proche de la frontière pakistanaise, selon des informations de sources sûres parvenues samedi 30 juillet. Des combats ont duré plusieurs jours à Spin-Baldak et ont été très violents, faisant plusieurs dizaines de morts.

Selon des sources de la résistance, celle-ci a pris le contrôle de trois villages dans la banlieue de Kandahar (Sud-Est) à l'issue de plusieurs jours de combats qui ont fait quarante-deux morts et plus de cent blessés dans les rangs gouvernementaux. Selon des sources informées, les victimes dans les rangs des moudjahidins sont aussi nombreuses.

Par ailleurs, Radio-Kaboul a annoncé que de nouveaux postes militaires avaient été établis pour empêcher la guérilla de lancer des attaques à la roquette contre la capitale. « Les contre-révolutionnaires ne seront plus en mesure de tirer sur Kaboul », a affirmé la radio. L'annonce de ces mesures survient après les nombreux tirs de roquettes, ces dernières semaines, de la résistance contre Kaboul, et les informations de sources diplomatiques occidentales selon lesquelles les ambassades de l'Est et de l'Ouest commencent à réduire leur personnel. Environ quarante-cinq ressortis-

sants britanniques, dont sept membres de l'ambassade de Grande-Bretagne, seront évacués de Kaboul dans les prochains jours en raison de la recrudescence des attaques de la guérilla, a annoncé, samedi, le Foreign Office à Londres. — (AFP.)

Chypre

Incidents sur la ligne de démarcation

Un soldat chypriote grec a été grièvement blessé dimanche 31 juillet par un soldat turc sur la ligne de démarcation entre les secteurs chypriote grec et chypriote grec de Nicosis. L'incident s'est produit à l'est de la zone tampon contrôlée par les forces des Nations unies.

Selon les autorités chypriotes grecques, la victime, un garde national de dix-neuf ans, échangeait des propos avec un soldat turc posté de l'autre côté de la ligne de démarcation lorsque son interlocuteur a ouvert le feu. Cette version est démentie par les autorités chypriotes turques, selon lesquelles le soldat turc a ouvert le feu « après sommation ».

En mai dernier un soldat chypriote grec avait été tué dans un village proche de la ligne de démarcation par un soldat turc qui s'était barricadé dans une maison avec une femme en otage avant d'être tué à son tour.

Quelque 20 000 à 30 000 soldats turcs sont stationnés dans le nord de l'île depuis l'intervention militaire de 1974. — (AFP, Reuters.)

Europe

ITALIE : la démission du « juge de la Mafia », M. Giovanni Falcone

Un véritable défi au gouvernement

ROME
de notre correspondant

Par une simple lettre au Conseil supérieur de la magistrature, M. Giovanni Falcone, le juge le plus connu du « pool anti-Mafia » de Palerme, a lancé un véritable défi au gouvernement italien. Suivi par huit de ses collègues, il a en effet demandé, samedi 30 juillet, son transfert dans une autre région d'Italie, affirmant qu'il ne pouvait plus accomplir sérieusement sa tâche de magistrat inspecteur en Sicile.

Venant d'un juge considéré comme le symbole et le fer de lance de la lutte contre Cosa Nostra, cette décision a fait l'effet d'un coup de tonnerre dans les milieux judiciaires et politiques. C'est lui qui, en 1984, avait réussi pour la première fois à briser la sacro-sainte loi du silence — l'omertà — et à faire parler un dirigeant de la Mafia, Tommaso Buscetta. Grâce aux révélations de ce repent, plus de quatre cent cinquante mafiosi ont été traduits en justice au « maxi-procès » de Palerme, qui s'est conclu en décembre dernier par la condamnation à la perpétuité de dix-neuf « parrains » de l'« honorable société ».

Reprenant les accusations lancées la semaine dernière par un autre magistrat, M. Paolo Borsellino, ancien membre du groupe anti-Mafia, M. Giovanni Falcone affirme que désormais « l'instruction des procès contre la Mafia est entravée » et que le « pool », créé en 1983, « est dans une impasse ». Il s'en prend à son supérieur hiérarchique, le juge Antonino Meli, nommé au début de l'année à la tête des juges d'instruction de Palerme. Magistrat intègre, mais proche de la

retraite, ce dernier est peu au fait des problèmes de la Mafia.

« Mes convictions sur les critères de gestion utilisés dans les instructions contre la Mafia divergent radicalement de celles du conseiller instructeur », écrit le juge Falcone, que beaucoup s'attendaient à voir nommé à ce poste.

La Mafia s'est réorganisée

« Ma candidature me paraissait l'unique moyen d'éviter la dispersion du précieux patrimoine de connaissances et de compétence professionnelle que ce bureau d'instruction avait globalement acquis », écrit aujourd'hui Giovanni Falcone.

La nomination du juge Meli a été sans doute de trop pour un homme qui a tout sacrifié de sa vie personnelle au combat contre la Mafia. Depuis des années, Giovanni Falcone ne quitte son bureau-bunker du palais de justice de Palerme que pour se rendre en voiture blindée à son appartement-camp retranché. Il est accompagné dans tous ses déplacements par une escorte d'une dizaine de policiers équipés de casques et de gilets pare-balles. Ses anges gardiens ne l'ont même pas quitté pour les obsèques de sa mère.

Sa non-désignation témoigne surtout d'un nouvel état d'esprit de la part des responsables de l'État. Cet « abaissement de la garde » face à Cosa Nostra avait été dénoncé il y a deux semaines par le juge Borsellino dont les déclarations avaient amené le président de la République, Francesco Cossiga, généralement peu enclin à descendre dans l'arène, à demander un rapport aux ministres de l'Intérieur et de la justice et au Conseil supérieur de la magistrature.

Le tableau dressé par M. Borsellino est peu encourageant. Selon lui, la Mafia « s'est réorganisée comme avant, mieux qu'avant » après la saignée des « maxi-procès », et la police « ne sait plus rien des changements à l'intérieur de Cosa Nostra ».

En même temps, les méthodes d'instruction qui avaient fait la réussite du « pool anti-Mafia » — spécialisation, centralisation — ont été abandonnées. On a retiré les grandes caqueteries à Giovanni Falcone, qui se voit confier de simples affaires de hold-up à main armée. « Les rapports se perdent dans des milliers de voies différentes », et les instructions, « dissociées » du « maxi-procès », dont celle concernant l'ancien maire démocrate-chrétien de Palerme, M. Vito Ciancimino, ont été prises en main par le juge Meli, qui n'avait pas suivi les affaires précédentes.

De l'avis de tous les experts, cette tendance à la désignation et à la banalisation se manifeste au moment où « l'honorable société » est en pleine « restructuration ». Indice de ces changements en cours, la douzaine d'assassinats d'inculpés du « maxi-procès » remis en liberté pour insuffisance de preuves et tous liés au clan de Michele Greco, le « pape » de la Mafia condamné à la prison à vie.

(Interim.)

Deux attentats dans le Haut-Adige. — Deux bombes ont explosé vers 4 heures du matin, le dimanche 31 juillet, dans la ville de Bolzano (Haut-Adige, nord de l'Italie), faisant des dégâts importants et un blessé léger. La police soupçonne des séparatistes de langue allemande d'être à l'origine de ces explosions. — (AFP.)

ESPAGNE : accusé de corruption

Le vice-président du gouvernement de Galice doit démissionner

MADRID
de notre correspondant

La vie publique en Galice, l'une des régions les moins développées d'Espagne, ne s'est certes jamais distinguée par sa limpidité. Mais la crise politique qu'elle vient de connaître et qui s'est soldée par la démission forcée, vendredi 29 juillet, du vice-président de son gouvernement régional, M. Xosé Luis Barreiro, mérite assurément de figurer dans les annales d'une région où les survivances du « caciquisme » sont encore omniprésentes. On y vote pour un « chef local » plutôt que pour une formation, et les hommes politiques passent d'un parti à l'autre suivant leurs convenances : depuis les dernières élections régionales, en 1985, un sixième des députés du Parlement autonome ont changé au moins une fois de formation.

M. Barreiro a été forcé de démissionner après avoir été inculpé de prévarication et de corruption. En mai 1986, il avait octroyé l'organisation d'un jeu de loterie en Galice, sans aucun appel d'offres, à une société... qui n'était pas encore légalement constituée ! L'ancien parti de M. Barreiro, l'Alliance populaire, avait porté plainte contre lui après qu'il eut provoqué la chute de l'ancien gouverneur conservateur, M. Albor.

La carrière politique de ce « petit Machiavel de Pontevedra », comme l'appellent ironiquement ses adversaires, prend ainsi fin. M. Barreiro avait découvert la politique en 1977, à vingt-huit ans, grâce à une petite annonce insérée dans la presse locale. L'Alliance populaire, la principale formation conservatrice espagnole, traditionnellement majoritaire en Galice, recherchait des techniciens pour des travaux de sociologie.

M. Barreiro connaît une ascension fulgurante au sein de son nouveau parti. En 1981, il est élu député au Parlement autonome, et devient membre du gouvernement régional. Avec l'appui d'un groupe de fidèles, il tisse alors un solide réseau au sein de l'administration régionale, et se débarrasse l'un après l'autre de ses adversaires au sein de son parti. Ce qui lui permettra d'assumer rapidement la vice-présidence du gouvernement régional lui-même.

Il ne lui reste plus alors qu'un obstacle à écarter : le président du gouvernement régional lui-même,

M. Gerardo Fernandez Albor, un paisible chirurgien peu rompu aux arcanes de la politique. En octobre 1986, avec cinq autres membres du gouvernement qui lui sont acquis, M. Barreiro tente un 18-Brumaire, retirant son appui à M. Fernandez Albor et le sommant de démissionner. Mais le chirurgien tient bon, et reçoit l'appui du président national de l'Alliance populaire, M. Manuel Fraga.

M. Barreiro et ses conjurés doivent abandonner le gouvernement, puis le parti. Ils en forment un autre, l'Union démocrate galicienne, qui ne connaît que quelques mois d'existence, avant de passer avec armes et bagages à une formation nationaliste de centre droit en stagnation, la Coalition galicienne, dont M. Barreiro se fait nommer secrétaire général. Il prend alors langue avec les principaux rivaux de son ancien parti, les socialistes, qui se savent minoritaires en Galice mais qui voient là une occasion inespérée de bouter du pouvoir une Alliance populaire traditionnellement toute-puissante dans la région.

En septembre 1987 se consomme ce que M. Fraga appellera la « félinie » : la Coalition galicienne de M. Barreiro et les socialistes, avec l'appui d'une autre formation nationaliste, votent une motion de censure contre M. Fernandez Albor et forment un nouveau gouvernement tripartite. M. Barreiro, ancien vice-président avec la droite et élu grâce aux voix de celle-ci, se retrouve cette fois vice-président... avec la gauche !

THIERRY MALINIAC.

EN BREF

● GRÈCE : la famille Vigneron porte plainte. — Les parents de Laurent Vigneron, le jeune Français mis en cause par les autorités grecques dans l'attaque terroriste du paquebot City-of-Poros, où il a trouvé la mort, ont annoncé, samedi 30 juillet, qu'ils portaient plainte avec constitution de partie civile dans l'instruction de cette affaire. Ils vont notamment engager plusieurs procès en diffamation contre les organes de presse grecs. « Laurent Vigneron est mort à vingt-deux ans, assassiné physiquement par le terrorisme et moralement par des ragots presque commerciaux, car il faut sauver la saison du tourisme en Grèce », a déclaré l'avocat de la famille, M. Collard.

● URSS : limogeage d'un dirigeant régional. — Les habitants de Kouibichev, ville industrielle à mille kilomètres à l'est de Moscou, ont obtenu samedi 30 juillet le limogeage du chef du parti de leur région, M. Evgeni Mouraviev, accusé d'être responsable des pénuries alimentaires. Selon un porte-parole du parti clandestin de l'Union démocratique, plusieurs dizaines de milliers de personnes avaient manifesté, le 21 juil-

let, pour exiger cette démission, les travailleurs de cette ville menacée de se mettre en grève pour l'obtenir. — (AFP, Reuters.)

● BELGIQUE : les députés ont adopté le projet de décentralisation. — Les députés belges ont adopté, samedi 30 juillet, le projet de loi visant à accorder davantage de pouvoirs aux régions et aux communautés. Après une semaine de débats, la Chambre des députés a adopté le projet par cent quarante et une voix contre soixante-deux et trois abstentions. Les sénateurs se prononceront dans quelques jours et la loi pourrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1989.

Le projet, qualifié par le premier ministre, M. Wilfried Martens, de « réforme la plus importante que (le) pays ait connue », vise à accorder une plus grande autonomie aux régions francophone et flamande ainsi qu'à Bruxelles, région bilingue, dans les domaines de l'environnement, l'économie, l'infrastructure, les travaux publics, les transports, le financement des pouvoirs locaux et la politique de promotion de l'emploi. L'État gardera cependant des pouvoirs pour garantir l'union économique et monétaire. — (AFP.)

A Paris

Les locaux du mensuel « Globe » dévastés par une explosion d'origine criminelle

Une explosion d'origine criminelle, suivie d'un incendie, a détruit, le dimanche 31 juillet, à 3 h 30 du matin, les locaux du mensuel *Globe*, situés 20, rue Richer, dans le neuvième arrondissement, à Paris. Un pompier, tombé d'une verrière, a été griève-

ment blessé pendant l'intervention des secours.

La bombe, qui était placée devant la porte des locaux du magazine, au premier étage de l'immeuble, était, semble-t-il, de fabrication artisanale : une bouteille de gaz

dotée d'un détonateur. Selon le rédacteur en chef du mensuel, M. Georges-Marc Benamou, les menaces qui pesaient sur le magazine remontaient « de ceux que M. Mitterrand avait appelés « l'association politique » raciste ».

« C'était la salle de rédaction »

Le mur de pierre de la façade est noir et les débris de la troisième étage ont été grillés. Au-dessus de la cour, la baie vitrée du premier étage s'ouvre sur une pièce dévastée par l'explosion et l'incendie. « C'était la salle de rédaction », murmurent les journalistes du mensuel réunis au pied du bâtiment. Des planches ébranlées, des bouts de radiateurs électriques déformés par la chaleur, des morceaux de moquette calcinés, des murs noircis par les flammes. Dans un coin, une armoire remplie de casiers de plastique fondus a survécu au sinistre.

Les habitants de l'immeuble sont rassemblés devant l'escalier B, au milieu de sacs de voyage et de paquets ficelés à la hâte. Juste après l'explosion, à 3 h 30 du matin, ils se sont calfeutrés dans leur appartement, derrière des portes couvertes de draps mouillés. « On ne pouvait pas sortir », raconte l'un d'eux. L'air était irrespirable à cause de la fumée.

Un habitant du sixième étage a tout de même réussi à se hisser sur le toit de l'immeuble, de l'autre côté de la cour. Il y a vu les pompiers arriver à peine quelques minutes

après l'explosion éteindre l'incendie. Dans l'immeuble plongé dans la pénombre, il a alors distingué les lumières des sauveteurs qui dévalaient un à un les habitants réfugiés au fond de leurs logements. Lui-même a été évacué un peu plus tard.

Les trente-trois habitants, dont aucun n'a été blessé, ont été orientés vers un centre d'accueil du troisième arrondissement, où on leur a servi un petit déjeuner « qui les a retapés ». Ils sont ensuite revenus chercher quelques affaires dans leur appartement noirci.

Le mensuel *Globe* s'était installé ici, dans le quartier juif du neuvième

arrondissement, il y a un an et demi. Il recevait des lettres de menaces, bien sûr, mais « comme tous les journaux ». Qui pouvait donc lui en vouloir ? Les journalistes du magazine baissent les épaules d'un air découragé. Mais le rédacteur en chef, Georges-Marc Benamou, bien qu'il rejette sur l'écriture de l'écrivain Marek Halter, rappelle « les prises de position du journal contre les racistes, contre les fascistes, contre ceux qui veulent faire de la France un pays régi par la barbarie ». Et d'ajouter : « Il faut chercher les causes de cet attentat dans les dossiers publiés par *Globe*. Le mois dernier, dans son numéro d'été, le mensuel s'était attaqué sur les « passerelles » entre la droite et l'extrême droite, dénonçant les « crapules » conservatrices de la « bonne vieille nouvelle droite ».

Malgré le sinistre, le mensuel *Globe* ne s'avoue pas vaincu. L'équipe compte bien se remettre rapidement à la recherche de nouveaux locaux et le prochain numéro sortira d'ici à la rentrée, comme prévu. Avec une nouvelle formule dont les projets de maquette ont été dévorés en quelques minutes par l'incendie.

ANNE CHEMIN.

[L'attentat à la bombe contre un journal est la forme la plus absurde de droit de non-réponse et d'atteinte aux libertés. Une telle action juge ses auteurs jusqu'à présent anonymes. Elle vise aux victimes la solidarité entière, au-delà des opinions, de toute une profession dont quelques-uns de ces libertés, celle de pensée et d'écriture, que l'on pense notamment, foudroyent l'existence. Le Monde tient, bien entendu, à assurer *Globe* de cette solidarité.]

Les réactions

M. Lionel Jospin, ministre d'Etat, ministre de la jeunesse et des sports et premier ministre par intérim en l'absence de M. Michel Rocard, a adressé, dimanche 31 juillet, un message de solidarité au mensuel *Globe*. M. Jospin dénonce cet attentat qui « est une attaque contre la liberté d'expression et contre l'opinion d'idées en France qu'est le journal *Globe* ». M. Olivier Schramech, directeur de cabinet de M. Lionel Jospin, s'est rendu, dimanche matin au siège du magazine. Après s'être informé de l'état de santé du pompier et de deux policiers blessés au cours des interventions de secours, M. Schramech, indique un communiqué de Matignon, « s'est assuré des conditions immédiates de logement des habitants de l'immeuble. Il a rencontré ceux qui ont pu rester dans les lieux ainsi qu'un

représentant du journal », conclut le communiqué.

Le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, a qualifié « d'acte scandaleux » cet attentat. Dans un communiqué publié dimanche, M. Fabius a déclaré notamment : « l'attentat dont a été victime le journal *Globe* est un acte scandaleux. Menacer des vies, détruire des installations, vouloir faire taire la liberté par la violence, ce sont des gestes criminels. J'exprime toute ma sympathie à l'équipe de *Globe* et je souhaite que les auteurs de ce crime soient poursuivis et punis », a conclu le président de l'Assemblée nationale.

De son côté, M. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du bicentenaire, qui devait se rendre, lundi 1^{er} août en fin de matinée, sur les lieux de l'attentat en

compagnie de M^{me} Catherine Tasca, ministre déléguée, a adressé à la direction du journal le télégramme suivant : « De tout cœur avec vous face à cet acte de barbarie et de haine, je condamne la violence et l'intolérance dont votre courageux journal est la victime. La liberté d'expression est une et indivisible. Elle sera protégée avec fermeté par le gouvernement. » « Tous les pays libres ont une presse libre », a conclu le ministre.

Différentes personnalités se sont succédées, dimanche, au siège du magazine pour témoigner leur solidarité, notamment, l'écrivain Marek Halter, Harlem Désir, président de SOS-Racisme, Julien Dray, député (PS) de l'Essonne, et Pierre Bergé, président-directeur général de la maison de couture Yves Saint-Laurent et éditeur de *Globe*.

FAITS DIVERS

A l'aéroport de Roissy

Une étudiante américaine violée et étranglée dans un ascenseur

Le corps d'une étudiante américaine a été découvert dans la soirée du 29 juillet dans un ascenseur de la zone internationale de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle. La jeune femme avait été violée et étranglée.

L'enquête, confiée à la brigade criminelle de Paris, s'annonce difficile. La victime, Elisabeth Carol Fraley, vingt ans, étudiante à l'université de Vienne, en Autriche, était en transit à Roissy. Originnaire du Kentucky, elle était arrivée de Vienne en début de soirée et devait prendre, le lendemain matin, un avion à destination des Etats-Unis, où elle retournerait passer ses vacances en famille.

Aucun témoin ne s'était manifesté deux jours après le crime. Le corps a été découvert par un employé de l'aéroport dans un ascenseur isolé, interdit au public, emprunté surtout par le personnel et les chauffeurs de taxi. L'étudiante portait toujours en bandoulière un sac à main, contenant de l'argent qui n'a pas été dérobé.

Près d'Épinal

Une voiture en surcharge tombe dans la Moselle Sept morts

Le corps de sept personnes d'une même famille ont été retrouvés pendant le week-end dans les eaux de la Moselle, non loin d'Épinal (Vosges), victimes d'un accident de voiture sur la D157, entre Épinal et Archettes, dans la nuit du jeudi 28 au vendredi 29 juillet.

Le corps d'un homme âgé d'une quarantaine d'années avait été retrouvé, vendredi, coincé dans les grilles d'une retenue d'eau, à l'entrée d'Épinal, mais rien ne laissait alors penser à un accident de voiture. Les enquêteurs n'avaient décelé aucune trace de freinage ou de choc suspect sur la route surplombant la rivière. La découverte, samedi, à proximité du même barrage, des corps d'un homme et d'une femme d'une cinquantaine d'années avait toutefois incité les sauveteurs à poursuivre les recherches. Dimanche matin, une équipe de plongeurs

a repéré une voiture dans la Moselle, immatriculée dans les Vosges, par 6 mètres de fond. Le corps de trois enfants étaient coincés dans le véhicule et un quatrième a été retrouvé sur la berge.

Selon les premiers éléments de l'enquête, le couple, M. et M^{me} Daniel Fetet, leurs quatre enfants, âgés de quatre à dix ans, et le beau-frère de Daniel Fetet, Claude Valdenaire, seraient partis jeudi soir passer une soirée au restaurant, à Épinal, où les adultes auraient beaucoup bu. Les proches de la famille Fetet ont vu le couple quitter Éloyes (Vosges) peu après 21 heures, mais ils ne se sont pas inquiétés de leur absence les jours suivants. Une autopsie des trois adultes sera effectuée le mardi 2 août à Épinal, afin de déterminer notamment leur taux d'alcoolémie.

Mort d'un octogénaire victime d'un essaim Les abeilles

Des milliers d'abeilles ont attaqué samedi 30 juillet un homme de quatre-vingt-deux ans, handicapé, dans son jardin de Douges, près de Lens, dans le Pas-de-Calais. Les hyménoptères étaient si nombreux que les pompiers, appelés par les voisins ont dû contraindre de se réfugier dans leur ambulance et que toute intervention des secours a été pratiquement impossible pendant trois-quarts d'heure.

Vénu d'une combinaison et armé d'insecticides, les sauveteurs ont finalement dégagé l'octogénaire. Henri Nagtergel était mort, victime d'une centaine de piqûres sur les poignets et de multiples autres au thorax et à la gorge. Ses enfants ont porté plainte contre X. Une information a été ouverte par le parquet de Béthune pour vérifier les installations des ruches des environs et rechercher les causes de l'acharnement de ces insectes, qui, selon les spécialistes, attaquent rarement sans raison.

EN BREF

● Inculpation d'un conseiller municipal alsacien, auteur d'un triple meurtre. — Conseiller municipal de Brumath, une commune située près de Strasbourg (Bas-Rhin), M. Ammand Muller, quarante-deux ans, qui avait tué, vendredi 29 juillet, ses parents et l'une de ses sœurs, à coups de fusil de chasse, a été inculpé, dimanche, de parricides, avec préméditation et d'assassinat. Marié et père de trois enfants, Ammand Muller s'était constitué prisonnier à la gendarmerie après avoir tué son père Daniel, soixante-seize ans, sa mère Madeleine, soixante-huit ans, et sa sœur Gendé, quarante-six ans.

Selon les premiers éléments de l'enquête, ce conseiller municipal qui dirigeait en location-gérance le moulin familial, aurait expliqué son geste en raison d'un vieil conflit qui l'opposait à ses proches sur l'avenir de cette entreprise. Il semblerait, en effet, que l'entreprise familiale se trouvait en sérieuses difficultés financières et que les parents d'Ammand Muller lui auraient signifié leur intention de mettre le moulin en vente, ce que le meurtrier n'a pas supporté.

● Accident d'un avion de tourisme à Nancy : trois morts. — Trois personnes, deux hommes et une femme, dont les identités n'ont pas encore été établies, ont trouvé la mort, dimanche 31 juillet, dans l'incendie d'un avion de tourisme qui s'est écrasé en bout de piste, peu après son décollage, sur l'aérodrome d'Essey-lès-Nancy (Meurthe-et-Moselle). L'appareil, un Piper 28 privé, venait de décoller, à 16 h 40 pour un vol local. Dix secondes après avoir quitté la piste, l'avion a viré à droite, puis a piqué, percutant une première fois le sol, avant de rebondir et de s'écraser définitivement dans un champ de blé où il a pris feu.

● Interdiction d'un journal d'opposition algérien en France. — Dans un arrêté du 29 juillet, publié au *Journal officiel*, du samedi 30 juillet, M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, a ordonné que « soient interdites sur l'ensemble du territoire la circulation, la distribution et la mise en vente de la revue intitulée *El Badil démocratique* dans ses versions française et arabe ». Cette revue, organe de l'ancien président

algérien Ahmed Ben Bella, et donc de l'opposition au gouvernement actuel de l'Algérie, a été considérée, selon les termes de l'arrêté du ministre de l'intérieur, comme, « dans le contexte actuel, de nature à porter atteinte aux intérêts diplomatiques de la France ».

Interdit à plusieurs reprises en France, sous les gouvernements de droite ou ceux de gauche, le journal benbelliste a reparu régulièrement sous un autre nom pour être, à chaque fois, interdit par le ministre de l'intérieur. Sous le nom d'« El Badil l'alternative », sa précédente tentative avait été interdite par un arrêté du 22 décembre 1986.

● Identification de l'homme abattu par deux tueurs à Cagnes-sur-Mer. — Les enquêteurs ont pu établir l'identité de l'homme abattu vendredi 29 juillet, à Cagnes-sur-Mer, de quatre balles de 7,65 mm tirées par deux motards qui avaient pris la fuite en emportant la sacoche et les papiers de leur victime (le Monde daté 31 juillet-1^{er} août). Il s'agit de M. Ammand Hiriart, cinquante et un ans, entrepreneur en

maçonnerie à Roquefort-les-Pins (Alpes-Maritimes). Les policiers, bien que la victime soit inconnue de leurs services, n'excluent pas la thèse d'un règlement de comptes.

● Viol d'une fillette à Evian. — Un chômeur de vingt-quatre ans a violé et tenté d'étrangler une fillette de neuf ans, le 28 juillet, dans le sous-sol d'un immeuble du centre d'Evian (Haute-Savoie), avant de la reconduire chez ses parents et de se faire passer pour son sauveteur. Fils des concierges de l'immeuble, Patrick Caffi avait fait promettre à l'enfant de ne pas le dénoncer. Rapidement, cependant, l'enfant a orienté les soupçons des enquêteurs sur son agresseur, qui a été inculpé, le 30 juillet, de viol aggravé et tentative de meurtre, et écroué.

Le Monde
PUBLICITE TOURISME GASTRONOMIE
45-55-91-82, poste 4344

ENVIRONNEMENT

Une mystérieuse épidémie en mer du Nord

Phoques en détresse

L'hécatombe des phoques prend toujours plus d'ampleur en mer du Nord. Après les colonies suédoise, norvégienne, danoise, néerlandaise et allemande, c'est au tour du Norfolk (sud-est de l'Angleterre), la plus importante concentration de phoques d'Europe, de subir les effets de la mystérieuse épidémie. Des prélèvements sanguins ont été envoyés pour analyse dans les laboratoires spécialisés de l'université d'Amsterdam, car les symptômes relevés sur les animaux retrouvés morts sur les côtes anglaises apparaissent différents des cas enregistrés jusqu'à présent (infections de la peau, furoncles sur les nageoires, difficultés respiratoires, etc.).

En Suède, le premier ministre Ingvar Carlsson a rendu visite le 30 juillet aux chercheurs du laboratoire de biologie marine de Kristineberg. Très préoccupé par la mort de plusieurs milliers de phoques dans le Kattegat, entre la Suède et le Danemark — environ la moitié de la colonie aurait péri, — il a adressé une lettre aux responsables de treize gouvernements européens afin qu'une action commune soit menée pour trouver les causes de l'épidémie et renforcer la lutte contre la pollution.

Les chercheurs restent perplexes. Si le caractère viral de l'épidémie ne semble faire aucun doute, on ignore toujours l'origine de ce virus. La pollution de l'eau ne peut suffire à expliquer le phénomène, car le phoque, à la différence du poisson, ne consomme pas d'eau. Il boit son ration liquide par les poisons qu'il mange. Or les phoques trouvés morts ou mourants ont l'estomac vide, car le

virus supprime leurs défenses immunitaires — comme le SIDA pour l'homme — et ils n'ont donc plus la force de se nourrir.

Les phoques de la mer du Nord, dont le nombre avait beaucoup diminué ces dernières décennies sous la pression de la chasse, encouragée par les pêcheurs, s'étaient mis à proliférer ces dernières années à la suite de strictes mesures de protection. L'épidémie actuelle correspondrait-elle à un rééquilibrage naturel de l'espèce, comme il arrive souvent lorsqu'un animal est trop nombreux pour son espace vital. Le rééquilibrage apparaît cependant trop brutal pour être tout à fait naturel. Alors même que la « prolifération » des phoques en mer du Nord était plutôt une remontée de l'espèce à son niveau ancien, l'hécatombe actuelle risque d'annuler des colonies entières.

Il est possible aussi que la « surpêche » qui sévit en mer du Nord, où les prises de poisson baissent régulièrement, ait privé les colonies de phoques en augmentation de leur nécessaire vital. Enfin, on peut imaginer une épidémie provoquée, comme celle de la myxomatose dans les années 50 pour anéantir les lapins en France. La concurrence des phoques n'a-t-elle pas toujours été très mal ressentie par les pêcheurs ? Mais de là à imaginer une entreprise aussi dévastatrice, il y a un pas que ni les scientifiques ni les autorités n'ont franchi. On cherche donc toujours du côté de la pollution, qui, elle, existe. Tout le monde l'a rencontrée.

R. C.

JUSTICE

Après la mort de cinq pompiers dans un incendie de forêt

Un entrepreneur varois en débroussaillage inculpé d'homicides et blessures involontaires

Un entrepreneur varois en débroussaillage, M. Maurice Combi, a été inculpé d'homicides et blessures involontaires, à la suite d'un incendie de forêt, dans le massif du Tanneron (Var), qui, au cours de l'été 1985, avait provoqué la mort de cinq pompiers luttant contre le feu. Entre le 31 juillet et le 2 août 1985, 1 500 hectares de forêts avaient été la proie des flammes dans cette zone, et cinq sapeurs-pompiers, encerclés par le feu, avaient péri carbonisés.

L'enquête effectuée depuis a conclu à la responsabilité de M. Maurice Combi, directeur d'une entreprise de Fréjus chargée du débroussaillage pour le compte de l'Electricité de France dans le Var.

L'entreprise devait, par contrat, effectuer ce travail de débroussaillage sous des lignes à haute tension de l'EDF dans le massif du Tanneron. Or l'enquête a établi que cette tâche n'avait pas été accomplie et que le feu s'était déclaré sous ces lignes à haute tension par suite d'un fort mistral qui les avait mises en contact avec la végétation.

Une reconstitution des faits avait eu lieu le 5 mai 1987, et le magistrat instructeur chargé du dossier avait procédé à une confrontation entre les organismes et les sociétés concernées, dont l'EDF et l'entreprise de M. Combi. Par ailleurs, quatre des familles des victimes s'étaient constituées partie civile dans cette affaire.

(Publicité)

APPEL POUR LA LIBÉRATION DE MOULOU AISSOU

En détention préventive et à l'isolement (régime DPS) depuis bientôt un an à la prison Saint-Joseph de Lyon, Mouloud AISSOU poursuit sa grève de la faim commencée le 21 juin 1988 pour obtenir sa remise en liberté.

Inculpé en 1987 par le juge Lemonde du tribunal de grande instance de Lyon, dans le cadre de l'enquête sur la branche lyonnaise d'Action directe, pour une participation il y a huit ans à des faits attribués au groupe, Mouloud a toujours nié ces accusations en affirmant en même temps sa non-appartenance à Action directe.

D'autre part, il est apparu à M^{re} Thierry Lévy, son défenseur, que les faits reprochés, datant respectivement du 24 mars 1980 et du 30 mars 1981, en plus de l'innocence de son client, sont en raison de leur nature et conformément à la loi n° 81-736 du 4 août 1981, aujourd'hui couverts par l'amnistie qui suivit l'élection présidentielle de 1981.

Très affaibli depuis qu'il a cessé de s'alimenter, Mouloud AISSOU, père d'une enfant de trois ans, est néanmoins décidé à aller jusqu'au bout de son choix pour obtenir sa libération. Mouloud est atteint d'une malformation rénale, ce qui aggrave les risques qu'il court.

Une demande de remise en liberté a été refusée, le 5 juillet, par la chambre d'accusation, et une nouvelle demande a été déposée le 8 juillet.

Nous demandons donc l'application de la loi d'amnistie de 1981 et la remise en liberté de Mouloud AISSOU.

Premiers signataires :

Denis BELLOCH, Bruno BOEGLIN, Jean-Marie BOEGLIN, Anne BEGAG, Christian DELORME, Guy AURENCHIE, Farid ACHOUNE, Khalid MELHAA, Adil JAZOU, Didier MEREUZE, Ahmed BOUBEKRI, Jean COSTI, Michel BATAILLON, Mohamed NEMMICH, Salem KACET, Jacques COUSINET, Leila SEBBA, CARTE DE SEJOUR, Jean-Luc LARGEUR, Macdonou NDIAYE, Michèle BERNARD, Serge AVERDUNKI, Abdes ZEHRAOUI, Rachid KIMOUN, Ann GRAYA, Jean CARDONNEL, Mohamed DUBIE, Michèle LALLAUL, Mouloud AOUNI, SMIAIN, Jean CHENAUD, Hamid RACHIDI, Michèle BEAULLIARD, Jean-Charles CRUZEVILLE, Arezki DAHMAMI, Ramdane SAÏD, Nacer KETTANE, Norredine CHERIF, Ed MEDDERRICH, Benjamin STORA, Rabbaah TOUNSI, Frédéric POTTECHER, Tahar BEN JELLOUN, Mamez BARDE, Sébastien MEYER, Philippe MIGNARD, Claude BOURDET, François TETGEN, Mgr GAILLOT, Philippe VACHER.

Comité de soutien chez :

Mons KABOUNY, 59, place Voltaire, 69003 LYON CCP 740665 U LYON.

ÉDUCATION

Un taux inégal de réussite

Le bac n'est plus ce qu'il était

(Suite de la première page.)

Au-delà des réactions épidermiques, quatre questions restent posées : a-t-on tiré le bac ? Les correcteurs sont-ils trop indulgents (ou les sujets trop faciles) ? Les bacheliers 1988 sont-ils des bacheliers au rabais ? A quoi sert le baccalauréat ?

A en croire certains, le bac serait aujourd'hui offert à tout le monde. C'est aller un peu vite... Sans doute les chiffres bruts sont-ils impressionnants : 5 000 bacheliers en 1900, 30 000 en 1950, 60 000 en 1960, 200 000 en 1975 et plus de 300 000 désormais. On est donc loin de l'âge d'or du début du siècle, lorsque le précieux parchemin n'était l'apanage que d'un jeune sur cent ; voire de la fin des années 50, quand un jeune sur dix était reçu. Depuis le milieu des années 60, la part d'une génération qui passe le cap du bac a régulièrement progressé et, pour la première fois cette année, on atteindra - on dépassera même - la proportion d'un jeune sur trois admis au baccalauréat. A contrario, cela veut tout de même dire que deux jeunes sur trois sortent du système éducatif sans ce diplôme. Globalement, le bac et toute la scolarité antérieure qu'il couronne restent donc très sélectifs.

En second lieu, le baccalauréat n'est que le sismographe fidèle des mouvements de fond qui transforment l'éducation en France : en particulier l'allongement de la scolarité et la démocratisation - relative - de l'école. Il enregistre mécaniquement le gonflement des effectifs d'élèves qui prolongent leurs études au-delà du collège, entrent au lycée en classe de seconde et poursuivent jusqu'en terminale. En contestant au bac sa valeur, c'est donc l'élargissement de la pyramide éducative que l'on remet en cause implicitement.

Il est vrai cependant que l'évaluation générale du niveau de scolarisation n'explique pas entièrement les résultats exceptionnels de 1988, puisque le nombre des candidats a augmenté de 6 % et celui des lauréats de plus de 10 %. L'on enregistre en effet cette année un taux de réussite record de 71,8 % (et de 74,3 % pour le seul bac général).

Une harmonisation de la correction

Quand on sait que depuis vingt ans le taux de réussite des candidats se situait invariablement entre 63 % et 66 %, à l'exception des deux dernières années, où il avait atteint 68,6 %, il y a effectivement de quoi s'interroger. Sentinelle vigilante, M. Guy Bayet, président de la Société des agrégés, a été le premier à sonner l'alarme : « Ces résultats ne doivent pas faire illusion. Le baccalauréat général devient de plus en plus facile. Il serait malhonnête de parler d'un bon cru alors que, notamment en série C, une notation beaucoup trop indulgente a été imposée aux correcteurs pour les épreuves de mathématiques et de physique. » Transparente, l'accusation a été reprise et amplifiée : le ministère de l'Éducation aurait exercé des pressions sur les présidents de jury pour faire relever les notes et aller ainsi à l'encontre de la notation des bacheliers.

Ce scénario machiavélique est invraisemblable. Le ministre l'a immédiatement et vigoureusement récusé : « Aucune consigne n'a été donnée, ni par moi, ni par les recteurs, ni par quiconque. Ce sont les circulaires anciennes qui

ont été appliquées normalement. » Une responsable du SNALC (Syndicat national des lycées et collèges), peu suspecte de complaisance à l'égard de M. Jospin, n'est pas moins catégorique : « Il ne faut pas chercher du côté des pressions du ministère. La hausse des résultats se vérifie dans toutes les séries du bac et pour toutes les académies. Pour obtenir une telle amélioration, il aurait fallu une masse de consignes d'indulgence qui n'aurait pu passer inaperçue. En outre cela aurait probablement provoqué une réaction inverse de la part des correcteurs, très jaloux de leur indépendance. »

La question reste donc entière. Le ministre et la responsable du SNALC y apportent chacun un début de réponse. Le premier en rappelant les textes administratifs en vigueur, la seconde en évoquant « un problème psychologique ».

En effet, une circulaire de décembre 1986 - adoptée alors que M. René Monory était minis-

tre, vice-président du SNALC, l'ensemble de ces recommandations ne peut qu'entraîner une « harmonisation vers le haut ».

Ce dispositif technique d'harmonisation a indéniablement joué à plein cette année. Ce n'est pas un hasard. Jamais en effet les correcteurs n'ont été soumis à une pression psychologique aussi forte de la part de l'ensemble des acteurs du système éducatif.

L'inquiétude, voire l'anxiété, des élèves par rapport aux études et à leur avenir professionnel n'est sans doute pas nouvelle. Mais elle est certainement de plus en plus sensible. Si le bac a perdu de sa valeur sur le marché du travail, il n'en reste pas moins une protection minimum contre le chômage (1). Et l'on ne peut oublier que les candidats au bac 1988 étaient nombreux, en novembre-décembre 1986, à dénoncer la sélection à l'entrée à l'université qui risquait d'introduire le projet de loi de M. Alain Devaquet. Nul doute que la « génération 86 » a pris conscience de façon plus aiguë encore de l'importance des

derniers mois, à faire de l'éducation une priorité et de l'évaluation générale du niveau de formation des jeunes générations une ardente obligation. Philosophie égalitaire et mobilisation économique se rejoignent. Et il aurait été bien surprenant que les enseignants, quoi qu'ils pensent, restent insensibles à une telle mutation.

D'autant que cette prise de conscience n'est pas seulement nationale. Depuis que les lois de décentralisation leur ont confié la responsabilité des écoles, des collèges et des lycées, les collectivités territoriales s'y sont mises aussi. A Lille ou à Nantes, à Rennes ou à Grenoble, chacun s'emploie à mettre en œuvre des « schémas régionaux de formation ». Le potentiel scolaire et universitaire fait désormais partie des atouts que les régions, mais également les départements et les villes, mettent en avant pour démontrer leur dynamisme. Cette émulation de plus en plus forte pour décrocher ici un IUT (Institut universitaire de technologie), là une antenne universitaire, ailleurs des sections de BTS (brevet de technicien supérieur), incite à produire un vivier de bacheliers.

Quantité et qualité

Reste la question du niveau de l'examen. L'adoucissement relatif des notes et des sujets entraîne-t-il nécessairement une dévalorisation du baccalauréat ? Tel professeur d'université parisien a constaté que la moitié d'un amphithéâtre ne savait pas ce qu'était la Renaissance. « Sans parler de l'orthographe », ajoute-t-il avec lassitude.

Dans son rapport de 1983 sur les lycées, M. Antoine Prost, aujourd'hui conseiller du premier ministre, a clairement posé le problème. Le débat sur la baisse du niveau est un serpent de mer aussi vieux que l'école obligatoire mais qui relève d'appréciations largement subjectives. Non seulement, souligne-t-il, « il n'y a, en France aucun instrument fiable et constant pour mesurer les performances des élèves », mais surtout la comparaison entre les bacheliers d'hier et d'aujourd'hui « porte sur des populations qui ont profondément changé et sur des exigences qui ont, elles aussi, été modifiées. Elle est donc pratiquement impossible ».

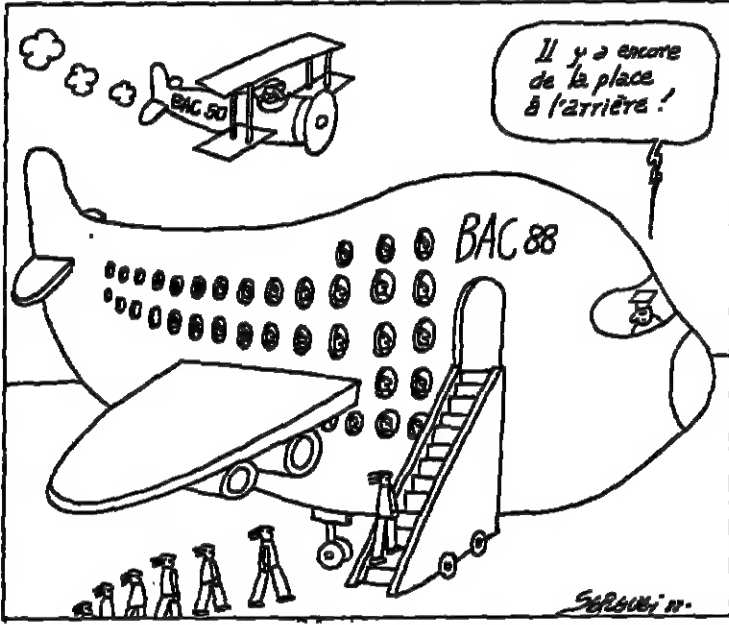
Les bacheliers de 1950 constituaient les 5 % les plus instruits d'une génération. Ceux de 1988 les 35 % les plus instruits. Il faudrait donc comparer le niveau des bacheliers actuels aux 5 % des plus instruits de 1950. Ou inversement les bacheliers de 1950 aux meilleurs bacheliers d'aujourd'hui, ceux qui ont une mention par exemple. D'ailleurs, tous les professeurs de mathématiques supérieures de classe préparatoire le confirment : « Les problèmes de mathématiques aujourd'hui sont ceux que l'on donnait au concours de Polytechnique il y a trente ans ».

Les résultats obtenus aux tests - inchangés depuis 1967 - que le ministère de la Défense fait passer de façon systématique avant le service militaire démontrent une amélioration globale des performances. Ces tests ne sont évidemment pas le bac. Mais ils remettent en cause le principe cardinal de l'élitisme à la française selon lequel l'accroissement quantitatif des bacheliers se ferait nécessairement au détriment de la qualité de l'examen. Tout le problème est là : cette logique malthusienne était-elle crédible tant que le bac était conçu comme une sorte d'agrégation modeste, tant qu'il était destiné à sélectionner l'élite étroite d'une génération et tant qu'il fonctionnait sur des modèles nobles d'autrefois (philosophie, mathématiques et sciences expérimentales) ont éclaté en une trentaine de séries allant de l'économie à la danse en passant par l'informatique et maintenant la carrosserie, dès lors que près d'un jeune sur deux accède au niveau de la classe terminale et qu'un sur trois décroche son baccalauréat, cette philosophie devient bancale.

Le bac, décidément, n'est plus ce qu'il était.

GÉRARD COURTOIS.

(1) Entre 1973 et 1983 le taux de chômage des jeunes qui ont le niveau du bac est passé de 10 % à 30 %, alors que celui des titulaires d'un CAP (certificat d'aptitude professionnelle) est passé de 8 % à 45 %.



MÉDECINE

Selon une technique étudiée en Grande-Bretagne

Des organes d'animaux pourraient être prochainement greffés sur l'homme

Un groupe de chirurgiens londoniens vient de rendre publique son intention de greffer, dans un proche avenir, des organes prélevés sur des animaux dans des organismes humains.

Selon le professeur Michael Bewick (hôpital de Dulwich, Londres), spécialiste des transplantations rénales, cité le 31 juillet par le *Sunday Times*, un tel projet serait aujourd'hui rendu réalisable grâce à un nouveau procédé permettant (à partir de la technique de la plasmaphérèse) mieux maîtriser les phénomènes de rejet qui, inévitablement, surviennent en cas de greffe entre espèces différentes. Le professeur Bewick a toutefois souligné que les recherches dans ce domaine n'en étaient qu'à un stade préliminaire et qu'une confirmation de cette hypothèse de travail était nécessaire, grâce notamment à une série d'expérimentations sur l'animal. Plusieurs travaux sont ainsi prévus concernant des transplantations d'organes entre animaux différents (porcs, moutons, babouins, chiens) qui, si elles sont positives, pourraient trouver une application chez l'homme (greffe du rein de porc chez les insuffisants rénaux) dans deux ou trois ans. Le spécialiste londonien a déclaré avoir reçu l'autorisation du comité d'éthique de son hôpital. Il lui reste toutefois à obtenir l'aval du ministère britannique de l'Intérieur.

Pour spectaculaire qu'il soit, ce projet chirurgical n'a rien de nouveau. De nombreuses expériences dans ce domaine ont déjà été effectuées.

Ainsi, en 1964, le chirurgien américain James Hardy avait, sans succès, greffé le cœur d'un singe dans le thorax d'un homme atteint d'insuffisance cardiaque. En 1968, à Houston, le docteur Denton Cooley avait, toujours sans succès, tenté la même expérience avec un cœur de mouton. L'année suivante, à Lyon, le professeur Pierre Maron (hôpital Saint-Joseph) avait échoué dans une tentative de greffe du cœur de chimpanzé sur l'un de ses malades.

La dernière tentative connue dans ce domaine date de 1984, lorsqu'une équipe californienne avait greffé le cœur d'un babouin dans le thorax d'un enfant. Cette affaire - baptisée *Bébé-fas* - avait soulevé une très vive polémique outre-Atlantique (*Le Monde* du 17 novembre 1984). L'enfant avait vécu trois semaines avec le cœur du babouin et ainsi battu le record de durée d'une greffe inter-espèces.

Commentant cette affaire, le professeur Christian Cabrol (hôpital de La Pitié, Paris) écrivait en mars 1986 dans le *Journal of American Medical Association* :

« L'utilisation de cœurs d'animaux résoudrait un grand nombre de problèmes éthiques, moraux, pratiques et éviterait les coûteux déplacements des équipes chargées de recueillir les organes. Surtout, elle permettrait de faire face aux urgences, et d'avoir à tout moment un cœur de rechange disponible. »

J.-Y. N.

REPÈRES

Anglicans

Mme Thatcher favorable aux femmes prêtres

Dans un entretien avec des journalistes australiens, Mme Margaret Thatcher s'est déclarée favorable à l'ordination des femmes au sein de l'Eglise anglicane, « à condition qu'elles soient d'abord déclarées dignes de servir Dieu », a-t-elle déclaré le premier ministre britannique.

Ces propos ont été rendus publics dimanche 31 juillet, à la veille d'un vote crucial sur la question, à la conférence qui réunit 525 évêques anglicans du monde entier à Canterbury (le *Monde* du 22 juillet). Mme Thatcher est en désaccord avec le primat de l'Eglise anglicane.

Juillet délavé en Grande-Bretagne

Le mois de juillet qui vient de s'achever a été le plus pluvieux que l'Ecosse a connu depuis 1889 et que l'Angleterre et le Pays de Galles ont subi depuis cinquante-deux ans. Fort-William, sur la côte ouest de l'Ecosse, semble détenir le record avec 304,8 millimètres d'eau en quatre semaines. Quant à Londres, où il n'est tombé que 83,6 millimètres d'eau, le mois a reçu au moins « une trace de pluie », selon le quotidien *The Times* du 1^{er} août, tous les jours du mois à l'exception d'un seul. Depuis trois cent quarante ans, seul le mois d'avril 1970 a déversé de telles pluies quasi quotidiennes.

Le mois de juillet a été moins humide en France. Le Sud-Est et la Corse ont été pratiquement sans pluie. Le Sud-Ouest a reçu 60 millimètres (normale : 53 millimètres). En revanche, l'Ouest et surtout le Nord ont été fortement arrosés, mais les pluies ont été très concentrées. Dans l'Ouest, il est tombé 73 millimètres (normale : 44 millimètres), dont 40 millimètres du 1^{er} au 3 juillet. Dans le Nord, il est tombé 100 millimètres pendant tout le mois (normale : 52 millimètres).



Pour vous aider à réussir à :
• Découvrir le C.F.P.A.
• Connaître les formations professionnelles d'avenir.
• Préparer les concours des métiers.
• Préparer les concours des métiers du tertiaire (12 ans et 17 ans).
• Préparer les concours des métiers du tertiaire (12 ans et 17 ans).

AUTEUIL
6, av. Léon-Henney 75016 Paris
Tél. : 42.24.10.72

Mgr Robert Runcie, qui, bien qu'il n'est pas « favorable aux femmes prêtres », estime que son Eglise n'est pas encore prête à les accueillir.

Le révérend William Oddie, l'un des principaux adversaires de l'ordination des femmes au sein de l'Eglise anglicane, a vivement réagi aux déclarations de Mme Thatcher, estimant qu'elle n'avait pas à intervenir sur cette question hors de sa compétence. — (AFP.)

Choléra

Des centaines de victimes en Inde

Une épidémie de choléra et de gastro-entérite a déjà fait plus de six cents victimes en Inde depuis le mois dernier. A New-Delhi, plus de quinze mille personnes ont déjà été touchées par cette épidémie et mille nouveaux cas ont été signalés le 30 juillet. Cette épidémie est la conséquence de la consommation d'eau polluée. Le premier ministre Rajiv Gandhi a démis le 30 juillet de leurs fonctions les dirigeants de la capitale tenus pour responsables de l'extension de la maladie. — (AFP, AP.)

Espace

Un satellite indien en difficulté

Le satellite indien Inset-1C, lancé par Ariane le 22 juillet dernier, connaît un problème de propulsion. L'Organisation indienne de recherches spatiales a indiqué qu'une défaillance s'était produite vendredi 29 juillet, sans préciser la gravité de celle-ci. Des experts indiens et américains - le satellite a été construit par Ford Aerospace - ont commencé à analyser la panne pour décider des mesures à prendre. Inset-1C a une double mission, de météorologie et de communication. — (Reuters.)

Physique

Nouveau record de froid

Des physiciens du National Bureau of Standards et de plusieurs universités américaines ont indiqué avoir obtenu un nouveau record de froid. Ils ont abaissé la température d'atomes de sodium à 45, puis à 30 millionnièmes de kelvin (degré au-dessus du zéro absolu). Pour le sodium, la limite était de 240 millionnièmes de kelvin - mais des chercheurs japonais ont prétendu, en 1983, avoir atteint 30 millionnièmes de kelvin pour un autre matériau.

Les chercheurs américains ont utilisé un laser dont l'énergie est juste au-dessus de celle qui est nécessaire pour produire une transition dans l'atome de sodium. Pour certains atomes cependant, le supplément d'énergie est fourni par la vitesse de ces atomes. Ceux-ci sont alors ralentis, ce qui, progressivement, abaisse la température du sodium. — (UPI.)

Les « exceptionnelles » de NEUBAUER

Véhicules de direction. Automobiles Peugeot, ou ex-T.T., ou reprises NB. Etat neuf garanti 1 an.

● 505 GTI 16 val rouge classique	10 000 km
● 505 turbo injection 80 blanche	4 200 km
● 505 V 6 automatique T.O. climat 87	39 000 km
● 505 GTD turbo 87 gris métal	48 000 km
● 505 break GTI 87 blanc	29 000 km
● 505 break GTD turbo 87 gris métal	46 000 km
● 405 16 val 88 gris argent	16 000 km
● 405 528 88 gris winchester	7 000 km
● 205 GTI 16 val 88 gris graphite	10 000 km

NEUBAUER

227, bd Anatole-France 93200 ST-DENIS

48.21.60.21

FOOTBALL : le championnat de France

Les deux paris de la capitale

La mode est au jaune et bleu. Sochaux et Toulon, qui évoluent tous les deux sous ces couleurs, dominent le championnat de France de football après la quatrième journée disputée le samedi 30 juillet. Sochaux, vainqueur de Laval (3-0), et Toulon, qui a battu Cannes sur le même score, n'ont encaissé aucun but en quatre rencontres et

Le FC Porto serait-il devenu une antichambre parisienne pour entraîneur ? Après Arthur Jorge qui avait mené le club portugais à la victoire en Coupe d'Europe des clubs champions avant de rejoindre le Matra-RC, Tomislav Ivic, son successeur sur les rives du Douro, a pris en charge l'entraînement du Paris-Saint-Germain cette saison.

La comparaison ne s'arrête pas là entre les deux hommes. Le Portugais et le Yougoslave arborent un palmarès aussi prestigieux l'un que l'autre. Arthur Jorge a connu tous les honneurs à Porto (championnat et Coupe d'Europe), après une carrière de joueur bien remplie au Benfica de Lisbonne. Tomislav Ivic a obtenu le titre de champion dans quatre pays différents : en Yougoslavie, avec Hajduk Split ; aux Pays-Bas, avec l'Ajax d'Amsterdam ; en Belgique, avec Anderlecht ; enfin au Portugal, avec le FC Porto.

Deux entraîneurs au profil voisin

A un an d'intervalle, les deux clubs parisiens, si différents sur bien des points, ont opté pour deux entraîneurs au profil voisin : un étranger de classe internationale qui n'avait encore jamais exercé en France. Les deux hommes, débarquant dans un championnat dont ils ignoraient toutes les données, restent prudents. Arthur Jorge, le premier en place au Matra-RC, tient un discours étonnant, compte tenu de l'efficacité dont il dispose : « L'an dernier, nous n'avons rien fait. Je commence seulement à travailler parce que je connais mieux le football français. Nous n'avons pas la meilleure équipe et je ne souhaite que réussir un bon championnat, c'est-à-dire être heureux du travail que nous aurons accompli ».

Un tel objectif démontre que l'entraîneur portugais n'écoumpa pas encore de gros dividendes des nombreux investissements consentis par ses dirigeants. « Que l'équipe coûte cher n'est pas mon problème, rétorque-t-il. Je procède par étapes pour atteindre un objectif, le plus haut niveau. Or nous avons pris du retard par rapport à Bordeaux ou Monaco. Avec neuf arrivées (le Lavallois Dogon, les Toulonnais Casoni et Ginola, le Bretonnais Guérin, le Nantais Anziani, le Portugais Fláclido, le Marocain Boudierbala et le Cristolien Aid et Mijiljevic) pour trois départs importants (Tusseau à

Reims, Mahut à Quimper et Germain à Toulon), l'intersaison pouvait laisser espérer une réduction de cet écart. L'attente est toujours d'actualité ».

Du côté du Paris-Saint-Germain, la direction technique affiche la même prudence. « Je suis totalement relaxé, avoue Tomislav Ivic. Les premiers résultats sont positifs, mais je ne pense pas gagner le championnat. Nous ferons simplement mieux que l'an passé ». Une parole modeste surprend chez ce personnage de cinquante-cinq ans qui complète son français par la pantomime de l'acteur qu'il aurait certainement pu devenir. Mais le temps des splendeurs est révolu. Aux transferts à sensation a succédé la mesure imposée au président Francis Borelli par deux dernières saisons aussi négatives sur le plan financier que sur le plan sportif. Avec les arrivées des Nigériens Dréossi et Rico, les retours de Pilorget et Polanski de Cannes, le prêt du Montpelliérain Perez, et avec les départs de Poulain pour Monaco, Barrabé pour Brest et Bocardé (définitivement) pour Nice, le PSG n'aura pas défrayé la chronique estivale des transferts.

Recommencer à zéro

Les partenaires de Safet Susic n'avaient sauvé leur place en première division que dans les dernières journées, il y a quelques mois. Et puis l'étoile yougoslave, réputée pour ses écailles, brilla de tous ses feux dès son premier rendez-vous officiel. Susic, comme ses coéquipiers, avait retrouvé la confiance. « Je dirige ici des garçons qui méritent, des professionnels de haut niveau comme en Italie ou au Portugal, raconte Ivic. J'ai trouvé le ton juste avec ce groupe. J'en fais ce que je veux. Je suis venu ici pour recommencer à zéro. J'ai oublié mes succès, mes trophées, mon passé. J'ai demandé aux joueurs d'en faire autant ». Le rideau est ainsi tombé sur le doute, et le Paris-Saint-Germain, campé sur trois défenses, comme le plupart des formations de l'élite du championnat d'Europe des nations, attend toujours d'encaisser son premier but.

Pascal Olmeta, gardien du Matra-Racing, est en revanche allé plusieurs fois chercher le ballon au fond de ses filets. La saison passée, les « Ciel et Blanc » avaient dilapidé, en douze rencontres sans victoire, le capital, digne de l'Europe, qu'ils

disposent d'un point d'avance sur Auxerre, Bordeaux et le Paris-Saint-Germain, ces deux derniers clubs comptant un match de retard. Tout comme Marseille, le Matra-Racing de Paris pousse. Les deux formations parisiennes connaissent des destins radicalement opposés en ce début de saison.

Secouer les habitudes

« Nous vivons une saison de transition. Notre départ aurait été plus facile et plus réussi avec Tusseau et Mahut. Mais représentons-ils l'avenir de l'équipe ? On n'avait pas eu le courage de commencer à bâtir un groupe plutôt que d'aligner des noms. Il faut avoir de la patience. J'ai mis trois ans pour amener Porto au titre européen. Dans cette optique, les choix de Dogon, Guérin ou Ginola, tous jeunes espoirs, se justifient. Arthur Jorge, méthodique, rationnel, construit à long terme et tente de faire évoluer les mentalités. « Le joueur français ne manque pas de talent, mais il n'a pas cette capacité à se réinventer qui distingue le champion des autres. Que des internationaux refusent les sélections à trente ans reflète un certain état d'esprit. Au Portugal, où la vie est plus dure, où devenir footballeur est plus difficile, les joueurs se battent plus facilement ». Arthur Jorge essaie de secouer les habitudes de ses hommes, qui l'ont étonné par « le peu de travail qu'ils effectuent et leurs difficultés de récupération entre deux efforts ». Pour cela, il a instauré une concurrence entre ses dix-neuf joueurs professionnels comme on n'en a pu voir jusqu'à présent en France.

Tomislav Ivic, parvenu aux mêmes conclusions sur le mental du joueur français, préfère la discussion et le dialogue. « Vous avez en France toutes les conditions pour un football magnifique : les talents, l'ambiance, des joueurs de talent et d'expérience. Il n'y a apparemment convaincu son effectif avec lequel il se montre exigeant, même lors des séances d'entraînement. Découragés, ceux qui luttaient pour leur maintien font désormais la course en tête. Ivic et Jorge écrivent une nouvelle histoire à Paris. Le premier compose avec les moyens du bord. Le second commence seulement, après un an, à imposer sa griffe et répertorie : « Qu'importe si je n'ai récolté que les fruits, je léguerais à mon successeur un héritage plus important que celui que j'ai reçu ».

THIERRY CERINATO.

MONTAGNE : records dans les Alpes

Les pèlerins pressés du mont Blanc

En quinze jours, trois athlètes — un CRS de haute montagne, un triathlète et un marathonien — viennent de battre un fabuleux record, celui de l'ascension du sommet du mont Blanc (4 807 mètres) avec départ et retour de Chamionix. Dernier chrono à battre sur une dénivellée de 3 800 mètres : 5 heures et 37 minutes. Il est détenu par un Suisse, Jacques Berlie.

CHAMIONIX de notre envoyé spécial

La montagne s'arpente désormais au pas de course. A basse, à moyenne et à haute altitude, les alpinistes la traversent désormais à des vitesses de plus en plus élevées. Dans quelques jours, les deux cents concurrents du « Maratour » emprunteront un sentier de montagne long de 170 kilomètres qui, autour du mont Blanc, chemine entre 1 000 et 2 500 mètres d'altitude. Les meilleurs « sprinters » devraient descendre en dessous de douze heures pour mener à bien leur aventure alpine.

Le mois de juillet a vu s'affronter sur les pentes du mont Blanc plusieurs athlètes de haut niveau. Leur

objectif : abaisser le temps d'ascension puis de redescendre des célèbres 4 807 mètres et établir le 6 août 1987 en 6 heures, 47 minutes 19 secondes par un maçon grenoblois de vingt-six ans, Laurent Smaghe. En moins de quinze jours, trois « conquérants de l'utile » ont successivement réalisé l'aller-retour Chamionix-mont Blanc : le premier, Pierre Lestas, commandant du secours en montagne de la CRS de Briançon, en 6 heures et 22 minutes ; le second, Laurent Smaghe, achevait sa course contre la montre en 6 heures, 15 minutes et 21 secondes ; enfin, le 28 juillet, un Suisse de trente-sept ans, Jacques Berlie, concluait son marathon des cimes en 5 heures, 37 minutes et 56 secondes, après avoir atteint le sommet du mont Blanc en 3 heures et 55 minutes.

Le défi lancé au toit de l'Europe ne semble pas pour autant achevé, puisque le Grenoblois a décidé une nouvelle fois de lancer, cette semaine, ses forces à la conquête d'un nouveau « chronomètre record » malgré la présence de crevasses et de séracs de plus en plus instables. « Je pense qu'il est possible de gagner encore 10 à 15 minutes », affirme l'alpiniste à grande vitesse, également spécialiste de triathlon, Laurent Smaghe, qui a emprunté 20 000 F à sa banque pour mener à bien son exploit, entendant cette fois, comme ses adversaires, mobiliser le long de sa « route » plusieurs amis afin de pouvoir se délester de son sac, qui, lors de sa précédente tentative, contenait de l'eau, son ravitaillement et son matériel d'ascension. « Pour les gens, il n'y a que le temps qui compte. Partir seul avec son matériel, c'est fini. C'est déjà rétro. Si je faisais cette course sans assistance, c'était pour respecter l'éthique de la montagne. Aujourd'hui, il faut aller de plus en plus vite ! ».

A la manière des anciens

C'est un marathon d'une tout autre nature qu'a mené à son terme le 19 juillet le guide de Cluses (Haute-Savoie) Patrick Gabarrou, trente-sept ans. Son projet consistait à rallier en quatre jours le village du Tour à celui des Contamines, situés aux deux extrémités du massif du Mont-Blanc, en empruntant les arêtes et les faces nord qui jalonnent une course d'une trentaine de kilomètres de neige, de glace et de rochers.

Ce marathon mené en solitaire et lui aussi en sprint devait conduire le guide successivement dans sept faces nord parmi les plus difficiles du Mont-Blanc. Patrick Gabarrou parcourut ainsi l'éperon nord du Chardonnet (3 824 mètres) en 1 heure, la face nord de l'aiguille d'Argentière (3 900 mètres, voir Bettendorff) en 1 heure 40 minutes, la face nord de Cour (3 856 mètres) par la face de Suisse en 1 heure 55, la face d'Avallé à

l'Aiguille de Talétre en 1 heure 45 minutes, les Grandes Jorasses (4 208 mètres) par le Linceul remontées en 6 heures et 15 minutes, la Tour Ronde (3 792 mètres) gravie en 35 minutes et le Grand Pillier d'Angle au mont Blanc atteint après 1 heure 25 minutes d'efforts.

Après ces sept escalades de très grande difficulté, dont certaines n'ont encore été parcourues qu'à une ou deux reprises seulement, Patrick Gabarrou a conclu son enchaînement au pas de course en s'élançant tout d'abord sur l'aiguille de Bionnassay (4 052 mètres), le dôme de Miage (3 673 mètres), et l'aiguille de Béranger, au-dessus du village des Contamines. « J'ai fait un voyage auquel je rêvais depuis très longtemps, en partant, à la manière des alpinistes d'autrefois, du bas de la montagne à pied. Je voulais de la sorte être le pèlerin du Mont-Blanc en allant d'un bout à l'autre du massif, mon piolet remplaçant le bâton ».

Cet enchaînement réalisé par un spécialiste des voies extrêmes — il a ouvert au cours des dix dernières années plus de soixante voies nouvelles dans le seul massif du Mont-Blanc — a été conduit de bout en bout dans la grande tradition de l'éthique des alpinistes des années 60. « A travers mes enchaînements, j'ai souhaité rester fidèle à une dimension intégrale de la montagne. Je n'ai pas voulu utiliser l'hélicoptère ; il ne fut, au cours de ma course, qu'un simple témoin afin de pouvoir donner des images aux autres. Pour moi, l'alpinisme le plus dur et le plus pur est celui qui consiste à monter et à descendre à pied comme le faisaient les anciens », conclut Gabarrou.

C'est à la conquête d'un tout autre genre de montagnes que s'est lancé également pendant le mois de juillet le guide grenoblois François Damilana. Il a choisi de se confronter à des « sommets éphémères », les séracs qui se forment à la surface des glaciers, principalement lorsque ceux-ci traversent des ruptures de pente. Généralement, les alpinistes se gardent de les fréquenter et prennent prudemment leurs distances vis-à-vis de ces masses de glace souvent énormes et menaçantes. Ces « cathédrales » qui bougent en même temps que leurs supports, les glaciers, sont désormais convoitées par le guide, spécialiste l'hiver de l'ascension de cascades gelées.

François Damilana a ouvert, il y a quelques jours, une voie dans une masse de glace de plusieurs centaines de mètres de hauteur qui « coule » sous l'aiguille du Midi (massif du Mont-Blanc, entre 2 800 mètres et 3 400 mètres d'altitude). Il devait notamment escalader un sérac de 130 mètres légèrement surplombant et qui avance en même temps que le glacier à la vitesse de 50 centimètres par jour.

CLAUDE FRANCILLON.

Athlétisme 2 mètres à vingt ans



Avec un bond record de 2 mètres, huit en l'air, le jeune Gaëtan Astéfi a été la vedette des championnats du monde juniors d'athlétisme, qui ont pris fin le dimanche 31 juillet à Sudbury (Canada). Les Allemandes de l'Est et les coureurs de demi-fond africains ont lancé cette compétition, où les Français, qui avaient délégué quarante-deux participants, ont dû se contenter de dix places de finalistes.

CYCLISME : la Louison-Bobet

Dans la roue des géants

Trois cols à franchir : l'Izoard, le Lautaret et le Galibier par ses deux versants, 4 000 mètres de dénivellation, 85 kilomètres de montée pour une distance totale de 192 kilomètres. Tel est le menu de la Louison-Bobet, première épreuve cycliste sportive du genre, qui a inspiré un nombre croissant de manifestations du même type, la Fausto-Coppi en Italie, la Bernard-Hinault en Bretagne, la Bahamondes dans les Pyrénées, la René-Viette dans les Cévennes, la Tom-Simpson sur les pentes du mont Ventoux et plus récemment la Jeannie-Longo.

VALLOIRE

de notre envoyé spécial

Organisée par un passionné de vélo, Van Contat, avec le concours du Cycle la Louison Bobet avait lieu samedi 30 juillet pour la quatrième fois et regroupait près de trois mille concurrents venus de toutes les régions de France, de Suisse, d'Italie ou de Belgique : des cyclotouristes « pointus », très attachés à la performance, mais aussi des randonneurs de tous âges curieux d'affronter les difficultés d'un long raid alpestre en s'aidant, non sans une certaine fierté, aux géants de la route.

Tenter sa chance chez les professionnels

Car cette compétition cycliste différente des autres, qui de Valloire à Briançon en passant par la Casse deserte, emprunte des itinéraires où Louison Bobet, justement, réalisa ses exploits représentés ni plus ni moins que l'équivalent d'une grande étape de montagne du Tour.

Il est intéressant de noter que le vainqueur, Pascal Rota, un Parisien de vingt-cinq ans, a bouclé le parcours en 6 heures 28 minutes 48 secondes, soit à 29,629 kilomètres de moyenne, et qu'il a battu le record malgré un incident mécanique.

Deux semaines plus tôt, l'Espagnol Cubino avait gagné l'étape pyrénéenne du Tour de France Saint-Girons-Luz-Ardiden (188 kilomètres) à 29,548 kilomètre-heure de moyenne.

La comparaison est sûre n'a qu'une valeur relative. Elle n'est cependant pas dépourvue de signification. D'ailleurs Pascal Rota envisage de tenter sa chance chez les professionnels : « Si j'intéresse les directeurs sportifs, je ne suis pas inscrit aux abonnés absents ».

Mais la Louison-Bobet est avant tout une épreuve de masse. Deux mille quatre cents participants ont effectué la totalité du circuit et cinq cents d'entre eux ont rallié Valloire dans un délai d'une heure après l'arrivée du vainqueur. Quant à la première femme, Edith Gagliardini, elle s'est permis de couvrir les 192 kilomètres en 7 heures 54 minutes 24 secondes, laissant derrière elle deux mille hommes éparpillés entre l'Izoard et le Lautaret.

JACQUES AUGENDRE.

● VOILE : Coupe de l'America. — Américaine et Néo-Zélandaise ont fixé les dates de la prochaine Coupe de l'America, qui se disputera en baie de San Diego (Californie) les 7, 8 et 11 septembre.

Les résultats

Aéronautisme

TOUR DE FRANCE AÉRIEN DES JEUNES PILOTES

Classement final. — 1. François Liermier (Amnassan), 572,77 pts ; 2. Kéleman (Rennes), 566,67 ; 3. Cecchet (Mortagne), 553,60 ; 4. Wilk (Amiens), 551,30 ; 5. Gigon (Strasbourg), 550,23 ; 6. Marie-Françoise Ferrier (Bourg-en-Bresse), 547,43.

Classement final du championnat de France. — 1. Liermier (Amnassan) ; 2. Gigon (Strasbourg) ; 3. Cecchet (Mortagne) ; 4. Wilk (Amiens) ; 5. Kaspatis (Lognon).

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE PREMIÈRE DIVISION Quatrième journée

*Auxerre b. Metz 2-1
*Toulouse et Marseille 0-0
*Montpellier b. Strasbourg 1-0
Lens b. Saint-Etienne 4-2
*Toulon b. Cannes 3-0
Bordeaux b. Lille 1-0
*Sochaux b. Laval 3-0
Monaco b. Caen 3-0
*Nice b. Matra Racing 3-2
*Paris-Saint-Germain b. Nantes 1-0

Classement
1. Sochaux et Toulon, 10 pts ; 2. Paris-Saint-Germain, Bordeaux, Auxerre, 9 pts ; 3. Monaco, 8 pts ; 4. Lille, Toulouse, Nice, 7 pts ; 5. Montpellier, Nantes, 5 pts ; 6. Strasbourg, 4 pts ; 7. Lens, Marseille, Matra Racing, Metz, Laval, Cannes, 3 pts ; 8. Saint-Etienne, 1 pt ; 9. Caen, 0 pt.

DEUXIÈME DIVISION

Groupe A
*Reims b. Quimper 3-1
*Angers b. Créteil 3-0
*Brest et Rouen 2-2
*Le Mans et Reims 2-2
*Le Touquet et Beauvais 0-0
*Valenciennes et Guingamp 2-2
*La Roche AEP b. Dunkerque 1-0
*Abbeville et Mulhouse 1-1
Nancy-Guingamp reporté au 2 août.

Classement
1. Mulhouse, 10 pts ; 2. Brest, Beauvais, 8 pts ; 3. Quimper, Guingamp, 7 pts ; 4. Angers, Rennes, 6 pts.

Groupe B
*Le Havre b. Le Puy 2-1
*Montceau b. Rodez 3-2
*Istres et Bastia 1-1
*Dijon et Clermont-Ferrand 0-0
*Amnéville b. Orléans 2-1
*Sète b. Cusazeau-Lohans 4-0
*Nîmes b. "Martignes" 2-0
*Grenoble et Lyon 1-1
*Albi et Niort 1-1

Classement
1. Lyon, 10 pts ; 2. Nîmes, Amnéville, 9 pts ; 3. Le Havre, Bastia, 8 pts ; 4. Niort, Le Puy, Cusazeau-Lohans, 6 pts.

Golf

OPEN DE SCANDINAVIE
1. S. Ballesteros (Esp.), 270 ; 2. G. Thiel (Aut.), 275 ; 3. P. Senior (Aut.), G. Marsh (Aut.) 276 ; 5. K. H. Han (Bur.), G. Brand Jr (G.-B.), 277.

Hippisme

PRIX D'EUROPE
Le trotteur Ourasi, vainqueur pour la troisième fois du Prix d'Europe le dimanche 31 juillet à Enghien-les-Bains, a battu ainsi le record des gains en course pour un trotteur. Également trois fois lauréat du Prix d'Amérique à Vincennes, Ourasi a gagné 15 581 760 francs contre 15 369 642 francs pour l'idéal du Gazan, précédent détenteur du record.

Tennis

TOURNOI DE STRATTON MOUNTAIN (490 000 dollars)
FINALE
Agassi (E.-U.) b. Annand (E.-U.), 6-2, 6-4.

OPEN DES PAYS-BAS (250 000 dollars)
FINALE
Sanchez (Esp.) b. Perez-Roldan (Arg.), 6-3, 6-1, 3-6, 6-3.

TOURNOI DE BORDEAUX (250 000 dollars)
FINALE
Muster (Aut.) b. Agnér (Hat). Éliminé en demi-finale par Ronald Agnér (4-6, 6-2, 6-3), Yannick Noah souffre de tendinites aux deux genoux.

MUSIQUES

« Siegfried » à Bayreuth

L'après-Tchernobyl ?

Troisième épisode du feuilleton tétralogique vu par Harry Kupfer : une vision de plus en plus pessimiste et violente, qui commence à irriter le public de Bayreuth.

Pauvre Wotan ! Depuis ses fanfaronnades et ses succès illusoire de l'Or du Rhin, le chef de la bande des dieux n'a pas cessé de prendre des coups. Dans Siegfried, il aura vraiment vu le calice jusqu'à la lie. Le voici insensé par Franz Mazura, grand tragédien à la voix mate, un peu décoloré mais toujours tonnant, qui a remplacé le jeune et brillant John Tomlinson pour ce « Voyageur » comme le nomme Wagner, vieillit, qui se résigne mal à lâcher prise.

Le seul moment où il se montre à son avantage, c'est avec Mime, cet imbécile de nain prétentieux aux lunettes et à la blouse blanche d'intellectuel borné (magistralement endossé par Graham Clark qui en fait un portrait aussi chargé et presque aussi drôle que l'inoubliable Zerkow dans la mise en scène de Claus Guth). Avec Alberich c'est une autre affaire, et peu s'en faut que Wotan ne soit ébloui par ce personnage extraordinaire, incarnation même, non du mal mais de la malédiction.

des damnés de la terre, la grandiose Günther von Kamen.

Ce dieu au front mou, échevelé, pas rasé, qui sent le clochard, a beau tenir des propos de retraité, proclamer qu'il laisse Siegfried libre de ses actes, il ne peut s'empêcher, avec sa fourberie coutumière, de manipuler et mettre en scène l'oiseau-prophète (voix exquise de Hilde Leidland) qui ne s'éloigne jamais beaucoup de sa lance.

Mais au début du troisième acte, ce n'est plus lui qui déclenche l'orage, le tonnerre et les éclairs. Sur la route déserte, il zigzague, il titube, il tombe avec sa lance, victime d'un ne sait quelle puissance supérieure, et son dialogue avec la grande déesse de la Terre (Anne Gjevang) à la voix d'albâtre mangée de silence est d'une épouvantable violence désespérée.

Il ne lui reste qu'à subir les pires affronts de Siegfried qui, dès son arrivée, lui donne des coups de pied, fait rouler son chapeau, avant de briser sa lance, et à la pluie de rayons laser, dont Wotan était si fier jadis, paraît bien dérisoire pour protéger ce rebut jeté dans le fossé du destin.

Une interprétation aussi réductrice que celle de Kupfer depuis l'Or du Rhin ne risque-t-elle pas d'ébranler la solidité de tout l'édifice wagnérien ? Si ces dieux sont si nuls, si vagues et incapables, comment ont-ils pu, même un moment, régner sur le monde ? Méritent-ils

quelques réflexions et surtout l'impressionnante musique que Wagner a tissé autour de sa mythologie ?

Cauchemars

Il est vrai que le metteur en scène contemple l'univers des hommes avec le même pessimisme noir. La scène d'espérance, la plus sublime, la naissance de l'amour au troisième acte, se déroulent sur la même autoroute vide que nous connaissons depuis l'Or du Rhin : pâle leur dans le brouillard et ces corps gisant comme des accidentés de la circulation sur l'asphalte. Comment Brünnhilde peut-elle chanter en s'éveillant : « Salut à toi Soleil, lumière, jour éclatant », alors que depuis dix heures dans cette Tétralogie, nous n'avons pas vu un rayon de soleil ?

Pauvres amants démunis de tout sur ces dalles nues, sans une fleur, un arbre, un sourire de la nature où ils inventent les délices de l'amour avec des gestes sans grâce ni tendresse, parfois proches du viol ou du rut, sautant de tous côtés au lieu de lâcher parler avant tout en eux le fluide musical.

Mais qu'attendez de ce Siegfried en bleu de travail (le valeureux Siegfried Jerusaïa) la voix monocoordonnée, parfois aux limites de la justesse) qui n'a pas eu beaucoup l'occasion d'éduquer son goût de la beauté ? A-t-il un jour vu quelque brin d'herbe, d'abord dans la forge

FESTIVAL D'AVIGNON

Les livres aussi

Renversement de tendance le temps du Festival : les textes de théâtre deviennent best-sellers.

Longtemps oubliés sur les rayons les moins accessibles des librairies, les livres de théâtre ont aujourd'hui la vedette. A Avignon du moins, où la « roulotte » installée par le libraire-éditeur Christian Dupeyron à la Maison Jean-Vilar est complétée par des points de vente sur les principaux lieux de spectacle.

Les libraires voient d'un mauvais œil ce concurrent saisonnier. Traité par l'un d'eux de « marchand du Temple », Christian Dupeyron, qui roule en Vespa et continue de rembourser ses dettes d'éditeur aventureux, répond par des offres de collaboration. Et il demande à Alain Crombecq de l'intégrer son opération-roulotte dans le Festival. « Je révisais d'un salon du livre de théâtre en Avignon, ajoute-t-il, mais les grandes maisons d'édition s'intéressent peu au sort de ces textes, même quand elles en publient... »

Les pièces publiées par Gallimard ou les éditions de Minuit, par exemple, sont souvent des sacrifices consentis pour ne pas disperser dans des grandes entreprises représentatives un faible pourcentage d'une production annuelle en nette augmentation.

Quand Stock a mis en sommeil en 1979 sa collection « Théâtre ouvert », on pouvait penser que l'édition théâtrale française agonisait, note Jean-Pierre Engelbach. Pourtant, en en est depuis 1987 à cent titres publiés chaque année. « Plus de cent cinquante », estime même Christian Dupeyron, dont l'entreprise Papiers, gérée maintenant par Actes Sud, est en tête avec une cinquantaine de titres par an. Elle est suivie par la revue L'Avant-Scène, où Danielle Dumas propose quelque vingt-cinq pièces chaque année, et par des maisons plus modestes comme Edilig, qui sort sept titres.

Hamlet best-seller

Le dernier des « fous », engagé dans cette aventure Henri Poncet, éditeur du Compact à Seyssel, dans l'Ain. Jusque-là spécialisé dans des textes poétiques et des récits de qualité mais peu médiatisés, il vient de lancer une collection théâtrale dirigée par l'écrivain Eugène Ionesco. Quatre titres sont déjà sur le marché, dont le Lenz créé par Bernard Sobel, Les amis font le philosophe.

Pour Henri Poncet comme pour Danielle Dumas, Jean-Pierre Engelbach, Christian Dupeyron, ou pour Lucien Attoun qui fait connaître de nombreux textes grâce au support moins coûteux des « tapuscrits », il n'est pas question de jouer la sécurité en s'abstenant d'éditer des auteurs peu connus. Henri Poncet propose par exemple Squatt de

Jean-Pierre Milovanoff, dont Lucien Attoun avait produit le Roi d'Island à la radio. Auteur de deux romans publiés aux Éditions de Minuit, Jean-Pierre Milovanoff apporte une écriture forte, lyrique et concise à la fois, qui ne devrait pas passer inaperçue.

Les bons textes sont généralement remarqués. C'est le cas des œuvres de Roland Fichet, publiées par Edilig, ou de Jean-Marie Besset, un des plus sûrs espoirs de Papiers/Actes Sud. Cet auteur de vingt-cinq ans va avoir une pièce montée au TNS, et sa Fonction, quoique non jouée encore, se vend très bien, rejoignant les succès de la librairie des Kailas, Cormann, Minyana.

Le cas Besset est-il une exception ? D'ordinaire, Christian Dupeyron constate une étroite relation entre les ventes et l'accueil réservé aux représentations d'une œuvre. Le best-seller 1988 de la roulotte est Hamlet (plus de mille exemplaires vendus), alors que celui du précédent festival, Le Soulier de satin, ne trouve pas d'amateurs. Jean-Pierre Engelbach n'estime pas déterminante, pour sa part, la carrière scénique des textes. Il vend mieux Berlin, son danseur est la mort, d'Enzo Cormann (qui sera créé la saison prochaine au Schauspielhaus de Vienne), que telle autre pièce donnée deux mois dans un théâtre parisien. Et les Minyana, même non joués, sont recherchés par effet de retombée du succès d'Investitures. L'Avant-Scène, par vocation, ne publie en revue que des textes représentés, mais vient de lancer une maison d'édition pour promouvoir des œuvres que les metteurs en scène n'ont pas encore découvertes.

Jouées ou non, les pièces de théâtre atteindraient de toute façon moins facilement le public si les éditeurs ne faisaient office de diffuseurs dynamiques, comme Christian Dupeyron, ou d'animateurs, comme Jean-Pierre Engelbach. Celui-ci fait fonctionner, dans le cadre de l'Association Théâtrale, un « bureau des auteurs » qui sert de manuscrits à la disposition des professionnels. « Les jeunes compagnies les lisent régulièrement : elles sont à l'affût de nouveaux textes et constituent une clientèle fidèle. » D'où l'affluence à la roulotte d'Avignon : les trois cents groupes du « off », plus audacieuses que les hommes de théâtre des institutions viennent y chercher des idées.

Théâtrales organisent aussi la promotion d'auteurs français à l'étranger, en comptant sur l'effet secondaire d'un message de sensibilité « pour en finir avec l'image exagérée d'intellectuel et d'homme de lettres » et Jean-Pierre Engelbach a animé l'opération « Auteurs résidents » à la Chartraine de Villeneuve-lez-Avignon (voir le Monde du 23 juillet). Il a bénéficié du concours actif du Centre international de rencontres de la Chartraine et du Centre national des lettres, qui accorde, par ailleurs, d'importantes subventions aux livres de théâtre.

BERNADETTE BOST.

Sonny Rollins au Festival d'Antibes

« La Vie en rose »

Dans son sublime exercice de monologue extérieur, Sonny Rollins a fait défilé, au Festival d'Antibes-Juan-les-Pins, pour rire ou émoi, les citations : la plus voyante, la Vie en rose...

Tout a basculé à l'automne 1965. A Paris, le 4 novembre. Rollins le colosse, le compagnon presque adolescent de Budd Powell en 1950, de Miles et de Fats Navarro, ce qu'il jouait, il le joue. Il ne cesse d'augmenter sa puissance, son souffle, et cette volonté brisante de geste dont une citation la Vie en rose, n'est qu'un emblème mineur... Après avoir servi la musique comme un personnage, il s'est mis à la déjouer. A en chercher le nerf d'émotion.

Rollins s'était retiré. On l'aurait vu jouer ses spectacles sous les ponts, mais seul, étrange, sur le pont de Williamsburg. Dans un torrent de notes, klaxons en cornes de brume et le bruit de la ville en fond sonore, il augmentait alors son souffle, il ne se ténard pas bien longtemps à l'énorme sérénité du disque qui s'ensuivit : The Bridge.

Rollins a de nouveau disparu, et de nouveau réapparu. Dans un rôle neuf, étonnant, déconcertant : le jeu d'un monologue torrentiel, tout en puissance, coulé de fil blanc, décoloré sans mystère. La scène bouffée par un formidable appât de jouer, de changer. Puisqu'il n'avait pas pu se rassembler, au sens ordinaire du terme, Rollins avait pris le parti de ses éclats. Déroques jetées, amitiés oubliées, personnages reniés, il venait de mettre au point un style composite, fait de volubilité et de volubilité, comme un voyage dans le temps du concert. A prendre ou à laisser. Ses admirateurs de toujours en pleuraient, à la Mutualité, le

4 novembre 1985. Il est ou alors le sentiment d'un sacrifice. On ne s'habitue pas si aisément à ce que chaque concert soit une descente aux lieux. Chaque concert, l'aventure d'un homme qui est allé trop loin et qui en rit.

Ce 4 novembre, Rollins alterne avec Ornette Coleman. C'est pourtant lui, le vieux qui fit figure d'avant-gardiste. De nouveau suffoquant.

C'est cette voie qu'il croise, depuis, sans se démentir. Pour tant de ses contemporains qui exploient un filon de jeunesse, il continue d'inventer tous les jours. Comme le personnage de Coltrane, ce qu'il joue, il le joue. Il ne cesse d'augmenter sa puissance, son souffle, et cette volonté brisante de geste dont une citation la Vie en rose, n'est qu'un emblème mineur... Après avoir servi la musique comme un personnage, il s'est mis à la déjouer. A en chercher le nerf d'émotion.

Les premières harmonies

Cheque concert de Rollins (il faut vraiment le voir tous) répond désormais à cette ambition. Ses jeunes auditeurs, qui en restent confondus, sentent-ils le poids de passé, d'expérience, d'histoire du jazz, qui se confond avec le silhouette de l'homme au saxophone ? Peut-être. Mesure-t-on de quelle abandon, de quels renoncements, Rollins s'est fait Rollins ? Laissons là.

Le géant rieur donne tout et reste nu devant nous. Il répète, rassure, use, polit, transfigure les chansons épouées de son répertoire. Saint-Thomé, Don't Stop the Carnival, avec une insistance telle que l'on dirait d'un homme qui les invente devant nous, d'un survivant du jazz qui en chercherait pour la première fois les harmonies. N'ayant plus rien que le jeu de jouer, Rollins donne tout. Sous les cintres de la lune, ciel strié d'avions aux phares lourds, Antibes est pour lui une scène rêvée. Son concert était le meilleur de ces quatre dernières années. Lumineux, décalé, soigné dans la nuit.

FRANCIS MARMANDE.

« La Fille du tambour-major » à Carpentras

Offenbach sauvé par Méhul

Intrigue bâclée, musique indigente du plus mauvais Offenbach, sauf un coup de théâtre au troisième acte...

En devenant en 1986 Festival international « Offenbach et son temps », le Festival de Carpentras (fondé en 1967) n'a peut-être pas fait un choix très audacieux, car il avait su naviguer se montrer plus téméraire, mais c'en est un qui en fait appel, comme c'est le cas cette année pour La Fille du tambour-major et la Vie parisienne, à de solides professionnels. L'orchestre du Théâtre des Arts de Rouen dirigé par Paul Ethuin, le ballet du Grand Théâtre de Bordeaux, Gérard Boreau pour la mise en scène et Michel Fering pour la scénographie — on peut dire qu'un certain niveau de qualité se trouve assuré. Il ne serait pas même nécessaire d'aller le vérifier sur place, d'autant que les distributions sont celles qu'on retrouve toute l'année sur les affiches des opérettes jouées à travers la France.

A côté de ces grandes productions, deux petits spectacles pouvaient susciter la curiosité : Les Fables de La Fontaine, qui ouvrait le Festival le 18 juillet, et Ba-Ta-Clan. Nous avons déjà souligné les qualités de ce dernier spectacle lors de son passage à Paris (le Monde du 26 décembre 1987). Quant aux Fables, par respect pour des compositeurs comme Gounod, Lecoq ou Caplet qui en ont tellement mieux compris et rendu l'esprit, on pouvait se dispenser d'aller fouiller les fonds de tiroirs d'Offenbach.

Quant à faire, autant aller entendre La Fille du tambour-major. Offenbach, qui devait mourir l'année suivante, l'écrivait dans son répertoire en 1879. Il y accumule formules et platitudes dans une proportion étonnante, même chez lui. On se dit pendant la première partie que la musique est une misère : de petits couplets, beaucoup d'union et toutes les banalités convenues. On excepte cependant l'air de la duchesse, malencontreusement coupé ici, car il peut donner lieu à une interprétation vraiment comique, un ténor digne des ayeux et les couplets du tailleur amoureux qui pense à sa belle cantinière en tirant l'aiguille. Il est un peu coquin mais le public familial de Carpentras n'a pas l'esprit mal tourné.

C'est au troisième acte qu'Offenbach, homme de théâtre, montre le bout de l'oreille. Car tout à coup la situation se complique. L'histoire qu'on croyait dénouée se corse et la musique aussi. On a supprimé la gigue anglaise, bien à tort car elle peut être fort drôle, mais il reste la tarentelle avec chœurs qui semble plusieurs fois vouloir s'interrompre, d'un effet irrésistible, et le duo de la confession entre le tambour-major dégoûté et sa jeune épouse qui est à la fois chère et étonnante.

Tout à coup, vers la fin, il se produit un événement singulier. Pour

symboliser la mission émancipatrice, en principe, des armées napoléoniennes dans l'Italie placée alors sous la domination autrichienne, Offenbach a introduit dans sa partition le Chant du départ de Méhul dont la grandeur simple et vigoureuse produit dans ce contexte de musique et de flonflons rythmés. L'effet d'un éclair de chaleur dans un ciel d'été. On peut dire sans exagérer que ce fut le morceau le plus vigoureusement applaudi de la soirée : au-delà de tout patriotisme déplacé, voilà de la musique qui parle et qui transporte encore les auditeurs après deux siècles de bons et loyaux services.

Méhul, qui a écrit des œuvres plus ambitieuses, l'opéra biblique Joseph notamment, était un musicien beaucoup plus accompli qu'Offenbach ; seulement, il cultivait une certaine austérité qu'il a fait tomber dans l'oubli. Ce coup de chapeau bien amené ressemble à une ironie du sort. Pendant cette minute de Méhul, les choses sont remises à leur place, malgré tout.

GÉRARD CONDÉ.

★ Prochaine représentation lundi 1er août, à 21 h 30, à Carpentras au théâtre de plein air.

PHOTO

Création collective à Flaran

Visions du Gers

Permettre à des créateurs de poursuivre leurs travaux personnels, tout en valorisant le patrimoine, tel est l'objet d'une commande originale passée à trois photographes.

Faire de la création contemporaine dans une région culturellement desservie et traditionnellement consacrée au patrimoine, tel est le défi relevé, par François Saint-Pierre, membre de l'agence photographique Rapho, et Joël Savary, animateur de la galerie Les Sismiques à Toulouse. L'abbaye cistercienne de Flaran qui se dresse en pleine campagne au milieu des tourterelles prête son cadre à cette opération appelée à se développer.

Ce projet est né en 1986. Il a pour objet de redonner une fonction à un ensemble architectural et de permettre à des créateurs de poursuivre leur recherche personnelle tout en effectuant librement un travail sur le Gers.

Trois photographes, invités à séjourner dans la région, ont reçu carte blanche. Malgré une évidente diversité d'approche, il est possible de voir un lien entre leurs travaux. Le plus abouti est celui de Jean Wolff, Israélite, trente-trois ans, connu pour ses recherches au sténopé (appareil sans objectif) sur

Paris et New-York. Libre, vivant dans son camion, il a effectué deux séjours de dix jours en juillet et mars 1987. Chassant avec un bled vide, en fer-blanc, sur un trépid, il capte en poses longues l'imtemporalité du paysage. Par des perspectives déformées, il montre la campagne posée sur le fil d'une mappemonde, Wolff détourne dans les sites du Gers les racines de sa propre histoire. Les ceps décharnés ou soleils morts sont autant de signes symboliques cueillis dans la nature. Le paysage intérieur, saisi sans anecdote ni naturalisme, dresse un autoportrait sincère du photographe.

L'autoreprésentation était le cible des expériences antérieures de Jean-François Lecourt (vingt-neuf ans). Armé d'un pistolet, il tirait sur son image à l'instant du déclenchement. Cette mise en abîme de la prise de vue se poursuit dans le Gers. Dématrialisée, le paysage n'est plus représenté que par la tranchée sans l'objet d'ansomorphes infinitésimales.

Installation d'alchimiste

A l'inverse, c'est la matérialisation qui fonde depuis quelques années les recherches de Tom Drabos (le Monde du 4 juin 1987). Dans la nef centrale de l'abbaye, il a planté un établi d'acier supportant

cinquante bocaux. Coulés dans la gélatine, l'alcool ou le vinaigre, les résidus de tirages sont transparents, tel un vitrail, par la lumière.

Plus loin, cernée par une lourde structure sculptée par un forgeron, un petit sanctuaire, coupé tel un abreuvoir, recueille des Clichés chronométrés, photos de terre laborée. On poudrera comme du popcorn. A mi-chemin de la photo et de la sculpture, c'est en alchimiste que Drabos conçoit ses installations. Alliance d'irrationnel et de technologie, une grotte préhistorique, composée de vues du pays, abrite la projection muette d'un film vidéo. La mémoire du paysage défile au ralenti.

On peut mesurer l'audace d'une telle initiative au pays du conflit et du foie gras. Cette mise en valeur du patrimoine doit beaucoup au dynamisme de Patrick Beghin, directeur régional des affaires culturelles. (Coût global de l'opération : environ 200 000 F.) Cette création se prolonge à Lectoure (4 424 habitants) où les travaux personnels d'Ilan Wolff et d'Ernestine Ruben sont exposés dans les caves de l'ancien palais des évêques.

PATRICK ROEGERS.

★ « Terre Lumière », Tom Drabos, Jean-François Lecourt, Ilan Wolff, abbaye de Flaran, jusqu'au 2 octobre. ★ Ernestine Ruben, Ilan Wolff, salles du Musée lapidaire, Lectoure, jusqu'au 15 août.

CALENDRIER

Hommage à Chet Baker au Magnétique Terrace. — Chet Baker n'était pas un musicien comme les autres. Quand on joue pour Chet, on ne joue pas comme d'habitude. A sa délicatesse, à sa sonorité déchirante et légère, Chet Baker avait toujours ajouté sans le vouloir une charge sentimentale qui faisait qu'on lui passait tout. Maintenant qu'il a disparu, on ne se remet pas de ne plus pouvoir entendre, cette chance, même un de ses plus mauvais concerts (et Dieu sait si...). Ses compagnons, Michel Grallier, Stéphane Belmont, Simon Goubert, le savent et le font entendre. Dans l'émotion.

★ Mardi 2 août, jusqu'au 6, 22 heures. Tél. : 42-36-26-44.

René Utréger au Montant. — René Utréger est un des derniers tenants d'une ontologie assez stricte. Il ne vous fera pas croire que toutes les musiques se valent, qu'il « faut » s'ouvrir aux dernières modes parce que l'ouverture est à la mode, ou que le jazz c'est tout et n'importe quoi. Il ne vous fera pas croire que ce n'est pas son genre. Utréger est pianiste de jazz, tout simplement (si l'on ose dire). Il a joué avec les plus grands. Il faut l'entendre de près.

★ Mercredi 3, jusqu'au 6, 22 heures. Tél. : 45-48-93-06.

Le Festival de...
Priorité aux man...
EN SOUSCRIPTION
Ouv. 1988-1989
ARCHITECTURE
INTERIEURE ET
DECORATION
EN FRANCE
des origines à 1975
par Jean FERRY
Editions
Berger-Levrault
5, rue Auguste-Comte 53000 FERRAS
Tél. 06 34 12 25

Culture



Merce Cunningham à Avignon

Le roi, le fou et le héron

(Suite de la première page.)

La structure des ballets de Merce Cunningham, à la fois ferme et extraordinairement fluide, se laisse difficilement cerner. On retrouve ces entrées en courant si caractéristiques, des très droit et bras légèrement décollés du corps. On pense parfois à un jeu d'échecs où se déplacent en même temps, selon des règles strictes et selon l'inspiration, le roi, le fou, les cavaliers... Dans *Points in Space*, un pas-de-quatre dansé par un garçon et trois filles semble un amical clin d'œil à l'*Apollon Musagète* de Balanchine. Dans *Five Stone Wind*, plusieurs fois, les danseurs s'immobilisent en plein mouvement, comme frappés d'une baguette magique, tandis qu'un lutin jailli des coulisses se livre autour d'eux à de capricieuses et ravissantes évolutions.

Merce Cunningham, antique héron déplumé et précautionneux, apparaît en personne dans *Five Stone Wind* en combinaison violette. A part un bref solo, c'est le plus souvent à l'arrière-plan, modestement, mais on n'a d'yeux que pour lui. Il serait naïf de croire que le gourou septuagénaire ignore les décennies, et leurs conséquences physiques, qui le séparent de ses excellents danseurs. Il ne rivalise pas - d'ailleurs l'esprit de compétition, toujours plus ou moins sous-jacent dans la danse classique, est absent de la danse moderne.

Il nous dit, avec son humour habituel, que les individus ne sont pas jeunes ou vieux, ils sont différents, c'est tout. Curieusement, la marche lui semble être plus difficile que la danse : les pieds férocement déformés par l'arthrose, il marche comme sur des épines, alors que ses brusques changements de direction, ses mouvements des bras vifs comme pour attraper des mouches restent fascinants.

Dépouillement et rigueur

Comme il n'y a pas de coulisses fermées sur le plateau de la Cour d'honneur, et comme, il faut bien le dire, on s'enneie parfois un tout petit peu, on jette un œil sur ce que font les danseurs hors scène, derrière les projecteurs. Tendus comme des arcs, ils se préparent à entrer dans la lumière ou, à l'inverse, ralentissent leur course et s'affaissent ; redoutant la fraîcheur qui tombe, ils enfilent sur leurs précieuses jambes d'épaisses guêtres de laine, ne seraient-ce que pour quelques secondes ; plus tard, ils s'enroulent comme des chevrons dans des couvertures. Ils font encore des mouvements d'assouplissements, ou bien, la fatigue gagnant, ils s'assoient sur des chaises ou par terre... Anecdotes ? Non, il n'est pas sûr que Merce Cunningham n'ait pas prévu que cela ferait partie du spectacle.

Est-ce parce que nous le connaissons depuis vingt ans, parce que nous sommes habitués, parce qu'il a fait beaucoup d'enfants ? Devant les ballets de Merce Cunningham, nous n'éprouvons plus un sentiment de nouveauté, une surprise, encore moins un choc. Restent le plaisir toujours vif à voir l'original après tant de copies et la reconnaissance qu'on doit à celui qui a tant fait évoluer la danse. Restent l'apaisante beauté de ses chorégraphies, leur grâce, leur feinte nonchalance, cette apparence de « naturel » qui dissimule les plus savantes élaborations. Restent, plus évidents que jamais, un dépouillement, une rigueur, une simplicité et une clarté qui sont la marque d'un grand art... classique.

SYLVIE DE NUSSAC

* Festival d'Avignon, Cour d'honneur du Palais des papes, jusqu'au 11 août.

● M. François Mitterrand en Avignon. — M. François Mitterrand a assisté, dimanche 31 juillet, à la représentation de la pièce d'Anton Tchekhov *Les Trois Sœurs* (le Monde du 19 juillet), dans l'île de Berthelette, près d'Avignon. Mise en scène par Maurice Bénichou et interprétée par Niels Arestrup, Henri Virlogeux et Anne Alvaro, cette pièce était présentée dans le cadre du Festival d'Avignon. Le président de la République est actuellement en séjour familial dans cette région.

Le Festival de la France en Inde

Priorité aux manifestations culturelles

Après le Festival de l'Inde en France (1985-1986), c'est le Festival de la France en Inde. Le président François Mitterrand se rendra à Bombay le 4 février 1989 pour donner, avec le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, le coup d'envoi à ce festival qui durera neuf mois.

Des manifestations auront lieu dans vingt villes du pays. L'annonce officielle en a été faite, le 20 juillet, au cours d'une conférence de presse à New-Delhi, donnée par M^{me} Pupul Jayakar, présidente du comité

indien, et par son homologue français, M. François-Xavier Ortoli.

Selon M. Ortoli, le festival sera en premier lieu un forum pour des rencontres culturelles : ballets, théâtre, concerts, films, expositions, haute couture, jazz, danses folkloriques et, tout au début, une grande kermesse (*« Vive la fête ! »*) sur les plages de Bombay, où seront déployés de grands moyens technologiques, vidéo, laser, écrans d'eau, afin de projeter des images fantaisistes sur la mer. La « une » du programme culturel sera la première mondiale du film de Peter Brooks sur la Mahabharata (sa pièce n'a jamais été jouée en Inde).

Sont également prévues au programme des expositions et des conférences qui réuniront savants français et indiens, afin de promouvoir la coopération technologique et offrir au public indien l'image d'une France dynamique et moderne.

M. Ortoli a rappelé qu'en 1989 la France et l'Inde vont fêter deux événements majeurs de leur histoire : le bicentenaire de la Révolution française et le centenaire de la naissance d'Iawaharilal Nehru, le premier dirigeant de l'Inde indépendante.

(Interim.)

EN SOUSCRIPTION
Chez votre Libraire,
ou chez l'éditeur
**ARCHITECTURE
INTERIEUR ET
DECORATION
EN FRANCE**
des origines à 1875
par Jean FERRY

Éditions
Berger-Levrault
5, rue Augule-Conte - 75005 PARIS
Tél. : 46 34 12 35

Communication

La politique théâtrale des chaînes de télévision

Vers la coproduction

Elle dévore du sport, elle se repaît de variétés, elle engloutit des films de cinéma... TF 1 la boulimique va désormais se nourrir de théâtre. Mais la Une ne veut plus se contenter de retransmettre des pièces filmées en public. Elle a décidé de coproduire et de s'impliquer plus en amont dans le travail de montage et de création. Réactions prudentes chez les professionnels.

Qu'on ne s'y méprenne pas : TF 1 ne change ni de format ni de vocation. Culture et pédagogie ne sont pas devenues des mots d'ordre, et Dorothea a plus d'avenir sur la Une que Cornélius, Molière, Marivaux ou Feydeau. Mais les responsables de la chaîne sont lucides : la télé, insatiable, a besoin de produits nouveaux, distrayants et peu coûteux. Et le théâtre — bien choisi — peut se révéler un bon filon.

« A la télévision de prendre les devants afin de peser sur deux paramètres importants : le coût du droit de retransmission des pièces — en hausse à cause de la concurrence entre les chaînes — et l'orientation du spectacle (sujet, mise en scène, distribution) », déclare Arnaud Tézenas, chargé de mettre en place la nouvelle politique théâtrale de TF 1. Et la coproduction est pour lui le meilleur des partenariats. « La chaîne ne se contente plus d'acheter un spectacle, de le mettre en boîte et de le diffuser. Elle investit dans le montage financier, participe aux décisions importantes et à la production et diffuse des spots de promotion de la pièce dès qu'elle est en exploitation. » En échange, elle obtient un pourcentage sur les recettes de la salle au prorata de son apport, ce qui lui permet de couvrir les frais de la retransmission prévue ultérieurement. Encore Arnaud Tézenas espère-t-il innover en diffusant des pièces à l'antenne alors même qu'elles sont encore exploitées en salle.

Mais attention ! Tous les genres n'intéressent pas la Une, qui — on s'en doute — se montre très sélective. « Du boulevard ! », précise d'emblée Arnaud Tézenas qui pense à l'audimat — actuellement entre 16 et 27 % d'audience selon les pièces diffusées — et à la case exigeante du 20 h 30. « Le boulevard c'est d'abord un répertoire, une écriture construite pour des effets, des situations qui déclenchent le rire. C'est aussi des vedettes — les « vedettes » — choisies parmi la « trentaine de professionnels du rire » ; voire des textes inédits que TF 1 a l'intention de commander, en fixant aux auteurs un cahier des charges très strict concernant les décors, les personnages, les effets comiques de situation ou de dialogues. Textes éventuellement réécrits selon des méthodes à l'américaine (ou du cinéma), avant d'être proposés à des directeurs de théâtre, des metteurs en scène et des comédiens. Calibrage grand public. Audience à possible garantie.

« La télévision peut amener un ballon d'oxygène au théâtre et contribuer — par la promotion et la

vedetisation du petit écran — à développer la fréquentation des salles », réaffirme M. Tézenas, fier de ce que deux pièces jouées ont été à Paris (*Le Saut du lit*, au Théâtre des Variétés, et *Ma cousine de Varsovie*, au Théâtre de la Michodière) comptent déjà la Une parmi leurs financiers.

A l'extérieur de la chaîne, le temps est encore aux vacances ou à l'observation. Antenne 2 et FR 3 posent un regard sceptique. La 2 ironise sur le retard de la Une privatisée à découvrir le théâtre ; tandis que la 3 — la seule à lui consacrer une soirée hebdomadaire — rappelle quelques-uns de ses succès récents (les cycles Molière et Feydeau, les dix heures de Clandestino...), énumère ses nombreux projets de retransmission, des initiatives conjointes avec la SEPT et quelques créations prochaines de haut niveau à l'usage unique de la télévision (*La trilogie d'Eschyle*, de grandes pièces de Victor Hugo). « Nos choix n'ont aucune frontière, aucune limite, précise Yves Jaigu, le directeur des programmes. Nous essayons de rendre compte de la diversité de la création théâtrale, sans préjugé de niveau et sans pari d'audience. » Et un budget spécifique, issu des recettes tirées de la vente de TF 1, devrait faire aboutir quelques beaux sujets.

« Renvoyer l'ascenseur »

Côté professionnels, on attend de voir, innombrables, en effet, sont les débats qui, depuis près de vingt ans, agitent les milieux théâtraux sur les rapports entre audiovisuel et spectacle vivant. Scandalisés par l'évolution des télévisions privées, certains dénoncent l'incompatibilité des genres, et répètent que l'essence du théâtre réside dans sa rareté et dans le fragile rapport d'émotion liant les comédiens sur scène et le public. D'autres, soucieux des difficultés croissantes des salles, plaident pour l'ouverture maximale vers l'audiovisuel. Mais le petit écran continue à inspirer méfiance, voire mépris, ne laissant à l'espoir qu'un étroit sursis.

« Comment ne pas se réjouir que la télévision s'intéresse sérieusement au théâtre, confie M. Saïovici, directeur du Théâtre Tristan-Bernard. Le théâtre a tant besoin de promotion ! Mais comment aussi ne pas être méfiant ? Par une retransmission grossièrement filmée, des annonces bâclées, le petit écran peut tuer le théâtre ou l'enfermer d'y aller. Il

faut faire preuve d'intelligence dans l'adaptation du théâtre pour la télévision (redécoupage, éclairage...), d'assise et d'une vraie volonté politique de promotion. Un jeu comme celui de M. Cinéma a découvert, dans les années 60, toute une génération de cinéastes et engendré une prolifération de salles dans le Quartier latin. La télévision pourrait jouer un rôle identique pour le théâtre. Espérons qu'il ne s'agit pas de se targuer de faire « de la création » à très bon prix. Car, si c'est pour créer « Maguy » sur scène, cela ne vaut vraiment pas la peine. »

Directeur du Théâtre des Variétés, M. Rouchère est plus optimiste : « La télévision a souvent pillé le répertoire du théâtre sans renvoyer l'ascenseur. Or la politique de coproduction peut insuffler un peu d'air frais, et les spots de promotion vont compenser l'information déficiente des chaînes sur les spectacles. »

Le directeur du Théâtre de la Potinière, M. Ascoli, reste réservé : « Tant de questions restent en suspens : quelle façon de filmer ? Quelles pièces ? Quels auteurs ? Il faut toujours prendre garde que l'organisation du financement influe sur l'orientation du spectacle. Tout dépend finalement des intentions de la chaîne. Acceptera-t-elle de prendre quelques risques ? Les coproductions télévision-cinéma ont permis à une poignée de grands films de voir le jour (Théâtre, Sous le soleil de Satan). Peu-on espérer quelques choix similaires en matière de télévision ? En multipliant les genres et en diversifiant les créneaux horaires, la télévision pourrait connaître souvent de fameuses surprises avec son Audimat. Qu'elle fasse preuve d'imagination et de temps et ne se laisse pas égarer par les fausses lois du marché ! »

Les directeurs de salle, en tout cas, se prononcent tous contre la diffusion à l'antenne d'un spectacle en cours d'exploitation. « Ce serait tuer définitivement le spectacle, et dissuader la profession d'organiser les tournées en province », dit encore M. Ascoli. Le théâtre des Nouveautés ne se rappelle-t-il pas l'échec de *Louloute*, vidé, il y a quelques années, de tout spectateur le lendemain même de la diffusion à la télévision !

Rien à voir, décidément, avec les Etats-Unis, où un directeur de salle mise entièrement la carrière d'une nouvelle pièce sur la diffusion en direct de son spectacle !

ANNICK COJEAN

Accord entre l'AFP et Communication-Développement

Canal Infos un nouveau type de chaîne TV

L'Agence France-Presse (AFP) et Communication-Développement (filiale spécialisée dans le câble de la Caisse des dépôts et consignations) viennent de signer un protocole d'accord pour lancer le 1^{er} décembre, « Canal Infos », une chaîne de télévision nationale d'informations vidéo-graphique. Dif-

fusé par satellite, Canal Infos visera avec dix-huit heures de programmes par jour les réseaux câblés mais aussi les réseaux institutionnels et d'entreprise.

De par sa technique, Canal Infos sera un produit audiovisuel d'un nouveau type : mi chaîne de télévision classique avec des images traditionnelles, et des couvertures d'événements en direct, comme les pratiques CNN, la chaîne d'informations mondiale de l'américain Ted Turner ; mi simple diffusion de textes et d'images en « mosaïque » tels qu'ils apparaissent dans les services Antiope.

Canal Infos rassemblera dépêches écrites, images fixes et images animées par ordinateur, pour couvrir de près l'actualité nationale et internationale. En phase de test cet été, Canal Infos devrait, lors de son ouverture commerciale en décembre, structurer sa grille autour de journaux d'environ quinze minutes, avec des rubriques permanente et des développements « magazine » à heures fixes.

Grâce à la souplesse de ses moyens (pas de production de reportages propres) et à l'utilisation poussée de l'ordinateur et des techniques numériques, Canal Infos devrait fonctionner avec un budget ne dépassant pas 15 millions de francs annuels. La chaîne pourra en effet s'appuyer sur le réseau de correspondants et de photographes de l'AFP. Un effort particulier sera apporté à la « mise en pages » électronique de ce nouveau média.

Ce type de produits vidéo-graphiques devrait d'ailleurs se multiplier pour faire face aux besoins de chaînes thématiques des réseaux câblés. Plusieurs autres opérateurs travaillent sur des projets similaires dans leur conception, et consacrent aussi bien à la météo qu'à l'astrologie.

M.C.I.

PARIS/NEW YORK A PARTIR DE 2000 F.A/R.

DES PRIX TELLEMENT DISCRETS QU'ON LES VOIT PARTOUT.

ACCESS

LOS ANGELES	ALLER 1500 A/R 3000	MONTRÉAL	ALLER 1200 A/R 2300
SAN FRANCISCO	ALLER 1500 A/R 3000	CALGARY	ALLER 2800 A/R 4700
MIAMI	ALLER 1450 A/R 2850	RIO DE JANEIRO	ALLER 3295 A/R 5690
CHICAGO	ALLER 1400 A/R 2800	MEXICO	ALLER 2595 A/R 4590
DALLAS	ALLER 1350 A/R 2700	BANGKOK	ALLER 3390 A/R 4790
WASHINGTON	ALLER 1300 A/R 2600	SYDNEY	ALLER 4500 A/R 7780
ORLANDO	ALLER 1295 A/R 2590	ANTILLES	ALLER 1450 A/R 2900

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS, DISPONIBILITÉ DE PLACES EN 1^{re} CLASSE ET CLASSE AFFAIRES.
PRESTATIONS HÔTELIÈRES ET LOCATIONS DE VOITURES. CIRCUITS ET SÉJOURS À LA CARTE.
POSSIBILITÉ DE RÉSERVER ET PAYER VOTRE VOYAGE AU 40.13.02.02 AVEC VOTRE CARTE BANCAIRE.

6, RUE PIERRE LESCOT, 75001 PARIS MÉTRO ET RER CHÂTELET-LES HALLES. TÉL. 40.13.02.02 OU 42.21.46.94.

ACCESS VOYAGES: DES PRIX QUI MÉRITENT LE VOYAGE.

Spectacles

théâtre

Les autres salles

ARCANE (43-38-19-70). Le Punct du Trappeur d'azur : 20 h.
BERRY (43-57-51-55). Trop, c'est trop : 20 h 30.
COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Reviens dormir à l'Elysée : 21 h.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire Folies : 21 h.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Délices du buis : 20 h 30.
DAUNOU (42-61-69-14). Monsieur Masure : 21 h.
EDGAR (43-20-85-11). Les Babes-Cadres : 20 h 15. Nous on fait ça on nous dit de faire : 22 h.
BUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Loge : 20 h 30. Simon Weil 1909-1943 : 21 h 30.
LE GRAND EDGAR (43-20-80-09). Bien déguisé autour des oreilles, il vous plaît : 20 h. Pierre Pichon : 21 h 45.
LUCERNAIRE FORUM (44-44-57-34). Théâtre. Le Petit Prince : 20 h. Nous, moi et Vincent van Gogh : 21 h 15. Théâtre rouge. Le Carrefour des trois brouillards : 18 h 30. Contes érotiques arabes du XIVe siècle : 20 h. La Ronde : 21 h 30.
MATHURINS (42-45-99-00). Les Mystères du confessionnal : 21 h.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. O. L'Écume des jours : 21 h.

TINTAMARRE (48-87-33-82). G. Mathieu : 20 h 15. O. Les majorettes se couchent pour mourir : 21 h 30.

Les concerts

ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. Linoel Rogg, 20 h 30. Organ. Œuvres de Bach, Messiaen, Ligeti. Dans le cadre du Festival estival de Paris.
ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE (42-23-55-28). 18 h 30. 21 h. Flûte, clavier. Œuvres de Bach, Philharmonie de chambre.
ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ÎLE. Philharmonie de chambre. 21 h. Dr. Roland Douriez, C. Schneider, D. Meyer (mandoline), S. Rodosco (violin). Œuvres de Vivaldi.
MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-15-16). Dans le cadre du Festival estival de Paris. Michel Beroff, 9 h. Début du stage « Naissance d'une interprétation », dirigé par Michel Beroff. Autour de « Quatuor pour la fin du temps » d'Olivier Messiaen. Avec la participation des élèves du Conservatoire national supérieur de musique de Paris. Entrée libre.

cinéma

La Cinéma-thèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-84-34-34).
 Relais.

Vidéothèque de Paris (46-26-34-36).
 Relais.

Les exclusivités

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-Al., v.o.) : Jean-Pierre Lutz, 1^{er} (43-26-48-18).

Lundi 1^{er} août

30-40 : Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-30) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maitlot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-26-10-06).
BALANCE MAMAN HORS DU TRAIN (A., v.o.) : Forum Horizon, 1^{er} (42-33-42-26).
BIRD (A., v.o.) : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-37) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Pathe Haute-Seine, 6 (43-25-59-83) ; Max Linder Panorama, 9 (48-24-88-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Eclair, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Les Montparnasse, 14 (42-37-52-37).
BLUJEAN COP (A., v.o.) : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-37) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Pathe Marignan, 9 (48-24-88-88) ; UGC Maitlot, 17 (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-23-01-91) ; Fauvette Bis, 13 (43-31-56-86) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Maitlot, 17 (47-07-28-04) ; Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15 (45-79-33-00) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01).
LA BOHÈME (Fr., v.o.) : Vendôme Opéra, 2 (47-42-56-31).
CÉRÉMONIE D'AMOUR (Fr.) : Forum Opéra, 2 (42-33-42-26) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94).
CHOCOLAT (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-25-59-83) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Fauvette Bis, 13 (43-31-56-86) ; Les Montparnasse, 14 (42-37-52-37).
CRY FREEDOM (Brit., v.o.) : Saint-Michel, 5 (43-26-79-17).
DE BRUIT ET DE FUMÉE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (42-33-42-26) ; Gaumont Parana, 14 (43-35-30-40).
LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : Les Trois Balcas, 6 (43-61-10-40) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Les Nations, 12 (43-43-04-47).
DOUBLE DÉTENTE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-25-59-83) ; UGC Normandie, 6 (45-62-10-16) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Breteigne, 6 (42-37-52-37) ; Les Nations, 12 (43-43-04-47) ; UGC Opéra, 2 (47-42-60-33) ; 01-59 : Fauvette Bis, 13 (43-31-56-86) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maitlot, 17 (47-48-06-06) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-26-10-06).
ECLAIR DE LUNE (A., v.o.) : Club Gaumont (Publics Maitlot), 6 (43-59-31-97) ; Clichy Beaubourg, 3 (42-33-42-26) ; UGC Opéra, 2 (47-42-60-33) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 6 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Opéra, 2 (47-42-60-33) ; 01-59 : Fauvette Bis, 13 (43-31-56-86) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maitlot, 17 (47-48-06-06) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-26-10-06).
EMMANUELLE 6 (Fr.) : George V, 6 (45-62-41-46) ; Maxville, 9 (43-70-72-66) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Maitlot, 17 (47-07-28-04) ; Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00) ; Images, 18 (45-22-46-01).
EMPIRE DU SOLEIL (A., v.o.) : George V, 6 (45-62-41-46).
LES ENFANTS DE L'IMPASSE (A., v.o.) : Clichy Beaubourg, 3 (42-33-42-26) ; UGC Opéra, 2 (47-42-60-33) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 6 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Opéra, 2 (47-42-60-33) ; 01-59 : Fauvette Bis, 13 (43-31-56-86) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maitlot, 17 (47-48-06-06) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-26-10-06).
EST-IL FACILE D'ÊTRE JEUNE : EN URSS (Sov., v.o.) : Le Triomphe, 6 (45-44-25-02).
ET SI ON LE GARDAIT ? (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 4 (42-97-33-74) ; UGC Biarritz, 6 (45-62-20-40) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 2 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-23-01-91) ; UGC Gobelins, 13 (43-31-56-86) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Maitlot, 17 (47-07-28-04) ; Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00) ; Images, 18 (45-22-46-01).
LE FESTIN DE BABBETTE (Dan., v.o.) : Clichy Beaubourg, 3 (42-33-42-26) ; Cluny Palace, 3 (43-34-07-76) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 6 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Opéra, 2 (47-42-60-33) ; 01-59 : Fauvette Bis, 13 (43-31-56-86) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maitlot, 17 (47-48-06-06) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-26-10-06).
FRANTIC (A., v.o.) : George V, 6 (45-62-41-46) ; Biennville Montparnasse, 15 (45-44-25-02).
LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-63).
LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-25-59-83) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-30) ; Kinopaxrama, 15 (45-74-94-94) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-23-01-91) ; Les Nations, 12 (43-43-04-47) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-26-10-06).
LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34) ; George V, 6 (45-62-41-46).
HAIRSPRAY (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 4 (42-97-33-74) ; La Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Sept Parassians, 14 (43-20-32-20).
L'INSOUTENABLE LÉGÈRE DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Forum Opéra, 2 (42-33-42-26) ; Clichy Beaubourg, 3 (42-33-42-26) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01).
LA LÉGENDE DU LAGON (Nouvelle Zélande, v.o.) : Saint-Lambert, 15 (43-32-91-68).
LIASON FATALE (Fr.) (A., v.o.) : George V, 6 (45-62-41-46).
LONGUE VIE À LA SIGNORA (It., v.o.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34).
MATADOR (Fr.) (Esp., v.o.) : Studio 43, 9 (47-70-62-40).
MÈRE TERESA (Brit., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).
LA MÉRIDIENNE (Suis.) : UGC Danton, 6 (42-25-10-30).
MEURTRE DANS UN JARDIN (Brit., v.o.) : Publics Saint-Germain, 6 (43-26-58-00).
MILAGRO (A., v.o.) : Publics Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Pathe Marignan-Concorde, 9 (43-59-92-82) ; La Bastille, 11 (43-57-90-81) ; v.f. : Gaumont

Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Miramar, 14 (43-20-89-52).
MISTER DYNAMITE (Hong Kong, v.o.) : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Ermitage, 9 (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13 (43-31-56-86) ; Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01).
MR LUCKY (A., v.o.) : Action Ecclési, 5 (43-25-72-07).
NEUF SEMAINES ET DEMIE (Fr.) (A., v.o.) : Le Triomphe, 6 (45-42-45-76).
NUIT DE FOLIE (A., v.o.) : Pathe Impérial, 2 (47-42-72-52).
L'ŒUVRE AU NOIR (Fr.-Bel.) : UGC Odéon, 6 (42-25-10-30).
PLAISIRS PERVERS (Fr.) (It., v.o.) : George V, 6 (45-62-41-46) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).
POLICE ACADEMY 5 (A., v.o.) : Pathe Marignan-Concorde, 9 (43-59-92-82) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41) ; Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-06).
POWAQATSI (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).
LES PRÉDATEURS DE LA NUIT (Fr.) (Fr., v.o.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).
PUBLICITY (Fr.) : Clichy Beaubourg, 3 (42-33-42-26) ; Utopia Champollion, 5 (43-26-84-63) ; Sept Parassians, 14 (43-20-32-20).
LES PYRAMIDES BLEUES (Fr.-Mex.) : Studio 43, 9 (47-70-62-40).
LE QUATRIÈME PROTOCOLE (Brit., v.o.) : Gaumont Ambassade, 6 (43-25-59-83).
RETOUR DE FLAMME (Fr.) (A., v.o.) : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Pathe Marignan-Concorde, 9 (43-59-92-82).
SAMMY ET ROSE SE RENVOIENT EN L'AIR (Brit., v.o.) : Clichy Beaubourg, 3 (42-33-42-26).
SEPTEMBRE (A., v.o.) : Studio de la Hôpital, 15 (43-27-57-47).
LA SORCIÈRE (It.-Fr., v.o.) : Forum Opéra, 2 (42-33-42-26).
THE KITCHEN TOTO (A., v.o.) : Pathe Haute-Seine, 6 (46-33-79-38) ; Sept Parassians, 14 (43-20-32-20).
TYPHOON CLUB (Jap., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-63) ; L'Entreprise, 14 (43-43-04-47).
UN ENFANT DE CALABRE (It.-Fr., v.o.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34).
UN ÉTÉ À PARIS (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Studio 43, 9 (47-70-62-40).
UN MOIS À LA CAMPAGNE (Brit., v.o.) : UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; La Triomphe, 6 (45-42-45-76).
UNE VIE SUSPENDUE (Fr.) : Latina, 6 (42-78-47-86) ; L'Entreprise, 14 (43-43-04-47).
VENDREDI 13, CHAPITRE 7, UN NOUVEAU DÉFI (A., v.o.) : UGC Ermitage, 9 (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; 01-59 : Fauvette Bis, 13 (43-31-56-86) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-30) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maitlot, 17 (47-48-06-06) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-26-10-06).
VICES ET CAPRICES (Fr.) (It., v.o.) : Forum Opéra, 2 (42-33-42-26) ; George V, 6 (45-62-41-46) ; v.f. : Maxville, 9 (43-70-72-66) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-23-01-91) ; UGC Gobelins, 13 (43-31-56-86) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Maitlot, 17 (47-07-28-04) ; Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00) ; Images, 18 (45-22-46-01).
LA VIE EST BELLE (Bel.-Autriche) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-63) ; Studio 43, 9 (47-70-62-40).
LA VIEILLE VILLE (It., v.o.) : Clichy Beaubourg, 3 (42-33-42-26).
TRANQUILLITÉ (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 4 (42-97-33-74) ; Pathe Haute-Seine, 6 (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-25-59-83) ; George V, 6 (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Gobelins, 13 (43-31-56-86) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Maitlot, 17 (47-07-28-04) ; Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00) ; Images, 18 (45-22-46-01).
WALL STREET (A., v.o.) : Clichy Beaubourg, 3 (42-33-42-26) ; Elysees Lincoln, 6 (43-39-36-14).

DESSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Le Triomphe, 6 (45-42-45-76).
DESPAIR (All., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-86).
DEUX SUPER-FLICS (It., v.o.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).
DIRTY DANCING (A., v.o.) : George V, 6 (45-62-41-46) ; v.f. : Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01).
LES DIX COMMANDEMENTS (A., v.o.) : Breteigne, 6 (42-37-52-37) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-30).
DOCTEUR FOLAMOUR (Brit., v.o.) : Le Champ, 5 (43-54-51-60).
DONNE-MOI TES YEUX (Fr.) : La Triomphe, 6 (45-42-45-76).
DRAME DE LA JALOUSIE (It., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-86).
EMBRASSE-MOI, IDIOT (A., v.o.) : Reflet Loga, 5 (43-54-51-60).
L'EMPIRE DES SENS (Fr.) (Fr.-Jap., v.o.) : Le Triomphe, 6 (45-42-45-76).
LES ENCHANÈS (A., v.o.) : Reflet Médias Loga, 5 (43-54-51-60) ; Elysees Lincoln, 6 (43-39-36-14) ; Sept Parassians, 14 (43-20-32-20).
LESCUTICE (Fr.) (Fr., v.o.) : Clichy Beaubourg, 3 (42-33-42-26).
HELLZAPOPPIN (Fr.) : Clichy Beaubourg, 3 (42-33-42-26).
L'HÔPITAL (A., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-86).
8 MILLIONS DE FAÇONS DE MOURIR (A., v.o.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).
INSIDE DAISY CLOVER (A., v.o.) : Racine Odéon, 6 (43-26-18-68) ; Les Trois Balcas, 6 (45-61-10-40).
JE T'AIME, MOI NON PLUS (Fr.) (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).
LA LOI DE MOURIR (Fr.) (A., v.o.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).
MACADAM COW-BOY (A., v.o.) : Forum Opéra, 2 (42-33-42-26) ; Racine Odéon, 6 (43-26-18-68) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94).
MILLION DOLLAR LEGS (A., v.o.) : Action Ecclési, 5 (43-25-72-07).
OCTOPUSSY (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 4 (42-97-33-74) ; UGC Normandie, 6 (45-62-10-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Maitlot, 17 (47-07-28-04) ; Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00) ; Images, 18 (45-22-46-01).
ONDE DE CHOC (Fr.) (A., v.o.) : Brady, 10 (47-70-08-86).
OVER THE TOP (A., v.o.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).
LE PACTE (Fr.) (Brit., v.o.) : Brady, 10 (47-70-08-86).
PAINA (It., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-63).
PANDORA (Brit.-A., v.o.) : Action Ecclési, 5 (43-25-72-07).
PETER PAN (A., v.o.) : Clichy Beaubourg, 3 (42-33-42-26).
LA PEUR (It., v.o.) : Clichy Beaubourg, 3 (42-33-42-26).
PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : Clichy Beaubourg, 3 (42-33-42-26) ; Saint-Michel, 5 (43-26-79-17) ; Le Triomphe, 6 (45-42-45-76) ; Gaumont Parana, 14 (43-35-30-40) ; v.f. : Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).
QUAND LA VIE DORT (A., v.o.) : Action Ecclési, 5 (43-25-72-07).
BIEN QUE VOUS VOUS VOYEZ (Brit., v.o.) : UGC Ermitage, 9 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94).
ROSE VILLE OUVRETE (It., v.o.) : Cluny Palace, 3 (43-34-07-76).
SALVADOR (A., v.o.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).
SCARAMOUCHE (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18) ; Elysees Lincoln, 6 (43-39-36-14) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).
SILVERADO (A., v.o.) : UGC Biarritz, 6 (45-62-20-40).

LA SOIF DU MAL (A., v.o.) : Action Ecclési, 5 (43-25-72-07).
SOUDAIN L'ÉTÉ DERNIER (A., v.o.) : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6 (43-22-87-23) ; Les Trois Balcas, 6 (45-61-10-40).
LA SOURIS QUI RUGISSAIT (Brit., v.o.) : Le Champ, 5 (43-54-51-60).
LA SÉPULCHRE DES AMBASSADEURS (A., v.o.) : Ranelagh, 16 (42-88-64-44).
STROMBOLI (It., v.o.) : Cluny Palace, 3 (43-34-07-76).
SWEET MOVIE (Fr.-Can.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-11).
LA TAVERNE DE LA JAMAÏQUE (A., v.o.) : Action Ecclési, 5 (43-25-72-07).
TAXI DRIVER (Fr.) (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Les Trois Balcas, 6 (46-33-86-86) ; Gaumont Parana, 14 (43-35-30-40).
LA VIEILLE DAME INDIGNE (Fr.) : Le Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18).
VIOLENCE ET PASSION (It., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-86).
VOYAGE EN ITALIE (It., v.o.) : Cluny Palace, 3 (43-34-07-76).

Les séances spéciales

AFTER HOURS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-44-68-83) 15 h 30.
ALLEMAGNE ANNÉE ZÉRO (Fr.-It., v.o.) : La Bastille, 11 (43-57-90-81) 15 h 30, 18 h 30, 17 h 10, 18 h 30, 20 h 30, 22 h 20.
AMADEUS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-44-68-83) 14 h.
CHAMBER AVEC VUE (Brit., v.o.) : Clichy Beaubourg, 3 (42-33-42-26) 16 h 20.
LA COMTESSE AUX PIEDS NUS (A., v.o.) : Action Ecclési, 5 (43-25-72-07) 15 h 30, 18 h 30, 17 h 10, 18 h 30, 20 h 30, 22 h 20.
LES COPAINS D'ABORD (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-44-68-83) 16 h 45.
L'HOMME BLESSÉ (Fr.) : Clichy Beaubourg, 3 (42-33-42-26) 11 h 30.
L'INFERNO (Fr.) : Studio des Umélines, 9 (43-26-19-09) 11 h 30.
JEAN DE FLORETTE (Fr.) : Studio des Umélines, 9 (43-26-19-09) 13 h 30.
JOHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.) : Clichy Beaubourg, 3 (42-33-42-26) 11 h 45.
JONATHAN LIVINGSTON LE COEUR (A., v.o.) : Clichy Beaubourg, 3 (42-33-42-26) 13 h 30, 18 h 30, 17 h 10, 18 h 30, 20 h 30, 22 h 20.
JOUR DE COLÈRE (Dan., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) 20 h.
LE LOCATAIRE (Fr.) : Grand Pavois, 15 (45-44-68-83) 22 h 30.
LA LOI DU DÉSIR (Esp., v.o.) : Les Trois Balcas, 6 (45-61-10-40) 12 h.
MANON DES SOURCES (Fr.) : Studio des Umélines, 9 (43-26-19-09) 15 h 40.
MAURICE (Brit., v.o.) : Clichy Beaubourg, 3 (42-33-42-26) 18 h 30.
MISÉRICORDIE (A., v.o.) : Studio des Umélines, 9 (43-26-19-09) 22 h ; Saint-Lambert, 15 (43-32-91-68) 21 h.
4 AVENTURES DE REINETTE ET MIMARRE (Fr.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) 22 h 30.
QUEEN KELLY (A., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) 15 h 40.
QUERELLE (Fr.-Al., v.o.) : Clichy Beaubourg, 3 (42-33-42-26) 11 h 45.
RAINING IN THE MOUNTAIN (Hong Kong, v.o.) : Cluny Palace, 3 (43-34-07-76) 12 h.
372 LE MATIN (Fr.) : Grand Pavois, 15 (45-44-68-83) 20 h 30.
UNE FLAMME DANS MON COEUR (Suis.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) 15 h 30.
VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A., v.o.) : Studio des Umélines, 9 (43-26-19-09) 18 h 30.
Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ? (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-44-68-83) 19 h.

LES FILMS NOUVEAUX

AMERICAN NINJA. Film américain de Emel Alston, v.o. : Maxville, 9 (43-70-72-66) ; Pathe Français, 9 (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-23-01-91) ; Fauvette Bis, 13 (43-31-56-86) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ;

Informations « services »

CONCOURS

Ecole polytechnique

(par ordre de mérite)

● Option M^a

Jean-Marc Daul (1^{er}), Gilles Godard, Philippe Fysissidou, Stéphane Couvreur, Julien Guerrier, Marc-Antoine Dubanion, Luc Laroche, David Harari, Gille Gilbert, Philippe Crocy, Alix Martin (10^e), Marc Danon, Emmanuel Germain, Rémi Monasson, Jean David, Jean-Marc Lafond, Frédéric Cherbouner, Anne Roussel, Jean-François Delmas, Laurent Reber.

Laurence Le Baron (20^e), Lionel Bichot, François Provost, Kiroe Mallick, Raphaël Cerf, Marc-Antoine Dubanion, Luc Laroche, David Harari, Gille Gilbert, Philippe Crocy, Alix Martin (10^e), Marc Danon, Emmanuel Germain, Rémi Monasson, Jean David, Jean-Marc Lafond, Frédéric Cherbouner, Anne Roussel, Jean-François Delmas, Laurent Reber.

Jean-Marc Schlenker (40^e), Vincent Mathis, Edouard Fischer, Emmanuel Bourgeois, Valérie Vesque, Bertrand Masry, Laure Skenderoff, Lolo Charbonnier, Guillaume de Garidel-Thoron, Olivier Billaud, François-Gabriel Courtes (50^e), Jean-Paul Crocombette, Franck Ferrer, Frédéric Lescaudrey de Maneville, Vincent Berger, David Besançon, Laurent Moche, Arnaud de Gayffier, Laurent-Emmanuel Calvet, Jean-Marc d'Harcourt.

Stéphane Grognet (60^e), Claire Wyszand, Vladimir Popescu, Vincent Roy, Jérôme Philippi, Arnaud Bastin, François Lemaître, Philippe Lorisau, Damien Raby, Emmanuel Gaba, Matthieu Gori (70^e), Patrice Guyot, Etienne Trussant, Sylvain Roulier, Romain Cailliet, François Berez, Jean-Philippe Bouteau, Cécile Rastoin, Lionel Jodet, Cong Thinh.

Patrice Gori (80^e), Stéphane Gosselin, Olivier Moreau, Jean-Christophe Fondeur, Frédéric Gosselin, Xavier Caput, Laurent Masoulié, Christophe Berthelot, Vincent Devarena, Axel Thonier, Richard Prieu (90^e), Minh Ha-Duong, Jean-Luc Moullet, Axel Dauchez, Sophie Vallon, Romain Leclerc, Christian Roche, Raphaël Rouquier, Nicolas Sobozak, Jean-Marc Bottazzi.

Vincent Dumas (100^e), Franck Brunet, Serge Rossetti, Olivier Poulligot, Martin Lemoine, Stéphane Fernigier, Stéphane Gardau, Jacqueline Duquenne, Hervé Bouzard, Frédéric Arnou, Catherine Raymond (110^e), Denis Philippi, Laurent Oules, Jean-Marie Roudot, Laurent Bouteiller, Emmanuel Pissal, Agnès Becker, Jean-Pierre d'Ales de Corbet, Catherine Schumacher, Vincent Perret.

Bruno Marx (120^e), Yves Rauch, Olivier Montany, Olivier Morica, Jean Maitresse, Hugues Chertel, Laurent Robillard, Stéphane Brimont, François Delacherie, Arnaud Masson, Olivier Castan (130^e), Benoît Lourtou, Evariste Nicoletti, Christophe Beral, Stéphane Villereux, Tanguy Le Quevenec, Stéphane Peigne, Thierry Chénier, Anne Prost, Catherine Rajakaj.

Oren Amselem (140^e), Jean-Philippe Jouve, Richard Leparmetier, Sébastien Dupont de Dinechin, Eudes Charpentier, Christophe Morineau, François Tillerot, Patrick Dupont, Laurent Martreuil, Marc Hirt, Xavier Mar-

tin (150^e), Philippe Juin, Jean-Philippe

Laurent, Bernard Barral, Laurent Montaron, Jean-Manuel Verschave, Henri Poupard-Lafarge, Pierre-Louis Bolon, Jean-François Devaux, Laurent Vilse.

Nicolas Bertrand (160^e), Benjamin Depoite, Emmanuel Winter, Stefan Georgesco, Daniel Weil, Aymeric de Solages, Benoît Chassat, David Picard, Christophe Lambert, Régis Criblig, Irène Hors (170^e), Laurent Mairard, Olivier Robert, Sébastien Forest, Benoît Clocheret, Frédéric Burtz, Jérôme Gissacconi, Nicolas Carlier, Jean-François Clouet, Antoine Garret.

Rémy Mouton (180^e), Jean-Marc Le Parco, Olivier Alvarez, Vincent Thouvenin, Olivier Raimond, Pascal Aujoux, Christophe David, Denis Borbier, Laurent Freidel, Marie-Joseph Mallavin, Dominique Maugeais (190^e), Xavier Lesage, Charles Rogier, Emmanuel Choi, Alexis Lamouret, Laurence Jacques, Laurent Capdequ-Peyrassier, Laurent Gierret, Hervé Servat, Denis Guillaudoux, Alexis Fagebaume, Yasmine Benjelloun.

Rémi Bourrette (200^e), Marc Silvestre, François Decourt, Luc Remont, Bruno Bodin, Pierre L'Épautier, Karine Blouet, Frédéric Mahfouz, Stéphane Oudin (210^e), Louis Pele, Gilles Roux, Arnaud Dekart, Nicolas Léonetti, François-Emmanuel Joubert, Fabrice Lefebvre, Jean-Baptiste Dailien, Georges Soumels, Emmanuel Pary.

Olivier Dissard (220^e), Le Hong, Anne Rigail, Antoine Jourdain, Patrice Vincendeau, Luc Ferrand, Lionel Aesoun, Pierre Bourdon, Pierre Vassoulegu, Daniel Massart, François Taiturrier (230^e), Henri Vergnaud, Antoine Rocco, Eric Talleux, Guillaume Monier, Christophe Mourougan, Philippe Rogier, Bertrand Nguyen, Catherine Aubagnac, Philippe Mailard, Frédéric Chouvet (240^e).

Patrick Simon (250^e), Philippe Dewost, Stéphane Daniel, Laurent Schlotheim, François-Daniel Migeon, Arnaud Beaufort, Laurent Bourdieu, Valérie Grotier, Laurent Brozard, Anael Lemaitre, Gwilherm Le Donne (30^e), Fabian Ballet, Hervé Catry, Alban Biais, Hervé Algrin, Didier Vidal, Jean-François Régis Bourgeois, Jean-Baptiste Deblains, Frédéric Dupeyron.

Jean-Baptiste Voisin (40^e), Joël Maestre, Hubert Malin, Stéphane Grit, François Pary, Arnaud Jacquemin, Vincent Guigueno, Didier Marinneau, Michel Sayagh, Emmanuel Chaudard, Olivier Naud (50^e), Anne Pastel, Frédéric Debaere, Jean-Pierre Selvatton, Nicolas Joffrey, Pierre Moschetti, Philippe Tamery, Jean-Paul Wasson, Pascal Laurens, Stéphane Bourrienne.

Bruno Carbonard (60^e), Thierry Del-dique, Damien Neyret, Bertrand Pochez, Luc Grandpierre (64^e).

Arnaud Beaufort (1^{er}), Patrick Simon, François Besson, Hervé Catry, François-Daniel Migeon, Yann Keriel, Michel Bouvier, Emmanuel Boudon, Patrick Laurens Frings, Gwilherm Le Donne (10^e), Hervé Daudin, Laurent Moreth, Charles Orio, Antoine Gourevitch, Pierre Moschetti, M^{me} Catherine Villereux, Tanguy Le Quevenec, Stéphane Peigne, Thierry Chénier, Anne Prost, Catherine Rajakaj.

Ecole normale supérieure de Lyon

(par ordre de mérite)

● OPTION PHYSIQUE-CHIMIE

Jean-Claude Hulot (1^{er}), Anael Lemaitre (2^e), Virginie Ensellem (3^e), Yves Sanson (4^e), Patrick Simon (5^e), François Besson (6^e), Marie-Noëlle Jégou (7^e), Anne Dolbec (8^e), Thierry Huck (9^e ex aequo), Azzedine Lazizi (8^e ex aequo, à titre étranger), Pascal Panizza (10^e), Thierry Delidique (11^e), Christophe François (11^e ex aequo), Caroline Nore (13^e), Jean-François Paul (14^e), Ulrich Sauvage (14^e ex aequo), Christophe Perrin (16^e), Eric Flamant (17^e), Magali Mathieu (17^e ex aequo), Pierre-Henri Fradet (17^e ex aequo), Hervé Devaux (20^e), Jérôme Clavier (21^e), Frédéric Dupuyron (22^e), Annie Bonfiliou (23^e), Olivier Adam (24^e), Denis Rosso (25^e), Patrick Massin (26^e), Stéphane Blood (27^e), Isabelle Lambert (27^e ex aequo), Florence Lapoble (27^e ex aequo), Emmanuel Lecomte (30^e), Jean-Philippe Boulanger (31^e), Jean Hamoune (32^e).

● OPTION SCIENCES DE LA VIE ET DE LA TERRE

Annabelle Guichard (1^{er}), Marc Seloise (2^e), Guillaume Balavoine (3^e), Gérard Duruge (4^e), Christine Grosjean (5^e), Alice Guyon (6^e), Roger Besançon (7^e), Alain Chédol (8^e), Patrick Duruge (9^e), Stéphanie Ors (10^e), Etienne Siroi (10^e ex aequo), Sophie Nadeau (12^e), Olivier Brigaud (13^e), Bruno Delord (14^e), Mathilde

Grelon (14^e ex aequo), Isabelle Demachy (16^e), Catherine Hirsinger (17^e), Colette Bouloumie (18^e), Anne-Valérie Pex (18^e ex aequo), François Burette (20^e), Jean-Michel Garrot (21^e), Fabrice Cotton (22^e), Pascal Egea (22^e ex aequo), Jean-Luc Giranton (24^e), Stéphane de Tournon (25^e), Isabel Marey-Semper (26^e), Frank Forget (27^e), Fabienne Tourniac (28^e), Marie-Noëlle Prioleau (29^e), Isabelle Savi (29^e ex aequo), Mario-Hélène Verthac (29^e ex aequo), François Jackow (32^e), Christophe Colas (33^e).

● OPTION MATHÉMATIQUES

Frédéric Cherbouner (1^{er}), P. Moreau de Saint-Martin (2^e), Raphaël Cerf (3^e), Jean David (4^e), François Provost (5^e), David Harari (6^e), Patrick Séguin (7^e), François Chapelle (8^e), Marc Danon (9^e), Christophe Mourougan (9^e ex aequo), Stéphane Fernigier (11^e), Stéphane Grognet (12^e), Etienne Blanchard (13^e), Marc Rosseau (14^e), Bruno Durand (15^e), Jean-Luc Moullet (16^e), Daniel Weil (16^e ex aequo), Thomas Lafforgue (18^e), Laurent Bonavero (19^e), Thierry Colin (19^e ex aequo), Laurent Freidel (21^e), Jean-Marie Schlenker (22^e), Yves Rauch (23^e), Damien Raby (24^e), Catherine Raymond (24^e ex aequo), Alain Barte (26^e), Nicolas Sobozak (27^e), Sébastien Dupont de Dinechin (29^e), Jean-Manuel Vinal (28^e ex aequo), Loïc Cherbouner (30^e), Stéphane Le Ditz (31^e), Olivier Guérineau (32^e), Laurent Moche (32^e ex aequo), Frédéric Burtz (34^e), Pascal Koiran (34^e ex aequo).

Ecole centrale de Lyon

(Par ordre de mérite)

● Option M

J. Azou (1^{er}), D. Meaudre-Desgouttes, F. Provost, F. Gosselin, J. d'Harcourt, O. Morica, L. Bouteiller, R. Cerf, L. Laroche, N. Terraz, B. Faisant, A. Toubol, F. Ferrer, Y. Douteau, J. Menjou, M. Danon, R. Leparmetier, J. Crocombette, V. Berger.

A. Bazin (20^e), P. Bolon, A. Pagebaume, N. Gauthier, A. Hui Bon Hoa, E. Paty, X. Martin, R. Caillieton, D. Meunier, S. Grognet, J. Devaux (30^e), S. Forest, J. Boudet, O. Amselem, B. Bodin, Y. Le Nouveau, C. Marant, D. Gounas, P. Lelou, S. Jean.

H. Bouaziz (40^e), C. Tosi, A. Masson, L. Freidel, E. Courin, H. Le B. Tisseau, C. Mourougan, L. Jacques, G. Azais, J. Garcia (50^e), V. Berthe, V. Mathis, S. Rémy, M. Lemoine, N. Leontelli, F. Arnou, J. Lafond, M. Seuret, F. Lescaudrey de Maneville.

L. Mainard (60^e), P. Bussier, D. Comcordel, O. Delachambre, F. Lagret, J. Serre, D. Dam Hien, P. Kouvizis, P. Angotti, E. Choi, S. Sebog (70^e), P. Lalou, J. Duquenne, L. Reber, E. Olivier, F. Lefebvre, C. Raymond, F. Burtz, P. Bossey, S. Georgesco.

D. Viret-Lange (80^e), A. Bekert, F. Faure, O. Robert, G. Roux, G. Demanet, V. Hugel, H. Poupard-Lafarge, E. Goldszajn, B. Marx, J. Fondeur (90^e), J. Lebrondouche, F. Lemaître, M. Bouteiller, P. Girardot, A. Lavare, A. Giraudon, L. Calvet, J. Bert, L. Ferrand.

P. Chevallier (100^e), P. Guyot, S. Dupré La Tour, G. Vives, A. Dubost, X. Caput, D. Besançon, M. Trémollières, L. Massoulié, J. Duclos, G. Pocheul (110^e), J. Bottazzi, P. Cateau, A. Garrea, M. Belloit, D. Guillot Salomon, P. Eliseuff, E. Massoué, E. Bourgeois, L. Juppé.

O. Robert (120^e), O. Bonhomme, C. Coussemacq, M. Duboisson, C. Béral, J. Jouve, P. de Sommeville, O. Moreau, E. Chieze, S. Le Dize, O. Couvreur (130^e), J. Duneau, E. Winter, S. Barthelmy, A. de Cre-

moux, L. Vite, O. Millot, M. Faucon, N. Chagnoux, A. Leservot.

O. Roth (140^e), N. Hubert, L. Cherbouner, F. Marcheix, G. Dumas, F. Bérux, P. Jeannot, J. Duperron, J. Horn, F. Aujoux, E. Billotte de Villeme (150^e), P. Ballard, V. Le Bras, M. Letourmel, L. Montaron, O. Corbis, B. Comand, N. Decrop, T. Roland, B. Laurent.

M. Hervieu (160^e), E. Lambert, C. Picard, L. Lemaire, P. Bousquet, N. Morel, L. Dahmani (166^e).

● Option P^a
P. Simon (1^{er}), Y. Keriel, H. Daudin, E. Boudon, P. Moschetti, M. Catry, A. Gourevitch, M. Langeon, B. Gardanne, L. Moreth (10^e), G. Le Donne, M. Bouvier, A. Chardon, P. Paldenu, L. Gibotte, P. Laurens-Frings, H. Devaux, B. Ruellet, P. Flanchon.

V. Grelon (20^e), C. Renaud, L. Foca, C. Tisseau, F. Vire, S. Grit, J. Billot, C. Orio, S. Prince, I. Boccu-Gilbo, B. Berget (30^e), B. Tallandier, D. Rosso, V. Ensellem, D. Le Marant de Kerdani, R. Carol, S. Girault, F. Leprou, H. Lestime, F. Paris.

J. Demathieu (40^e), D. Neyret, G. Motta, L. Bavière, F. Bernes, J. Selvatton, O. Naud, R. Clement, D. Marinneau, D. Lepage, E. Eyer (50^e), J. Heurlier, A. Scherer, C. Quinlou, A. Bazin, T. Tracol (55^e).

● Option TA
P. Moenne-Locoz (1^{er}), A. Clément (2^e), M. Dorget (3^e).

Journal Officiel
Sont publiés au Journal officiel du samedi 30 juillet :
DES DÉCRETS
● n° 88-848, du 18 juillet 1988, portant modifications de certaines dispositions du code de la route ;
● n° 88-849, du 28 juillet 1988, relatif au contrôle scientifique et technique de l'état sur les archives des collectivités territoriales.

Le Carnet du Monde

Décès

- Lyon, Marcy.

M^{me} Elisabeth Bernmann, ses enfants, M^{me} Sylvie Bernmann, M. et M^{me} Frédéric Bernmann, son petit-fils Mathieu, Sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

Maître Gustave-Guy BERMANN, avocat au barreau de Lyon.

Ses obsèques ont eu lieu le vendredi 29 juillet, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. et M^{me} Jean-Marie Caro, leurs enfants et petits-enfants, M. Pierre Caro et son fils, M. et M^{me} Henri Caro et leurs enfants, M. et M^{me} Francis Delidique et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Adrienne CARO, née Marguerite Coiteaux,

rapplée à Dieu, le 30 juillet 1988, dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 2 août 1988, à 14 h 30, en l'église Saint-Nicolas à Urbeis (Bas-Rhin).

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, square de Padirac, 75016 Paris.

- Le docteur et M^{me} Alain Depoite, M. et M^{me} Roger Worms, ses enfants, M. et M^{me} Roland Worms, M. Vincent Worms, Les docteurs Serge et Patricia Tardiman, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marcel DREYFUSS, née Suzanne Fribourg,

survenue le 27 juillet 1988, à Paris.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

47, rue de Courcelles, 75008 Paris.

180, rue de la Pompe, 75016 Paris.

- Sylvie Hartung, son épouse, Jean-Denis Hartung, Inès et Dominique Comment et leur fils Raphaël, Laurent Hartung, Isabelle Hartung, ses enfants et son petit-fils, font part de la mort de

Henri HARTUNG,

survenue le mardi 26 juillet 1988, à l'âge de soixante-sept ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 2 août, à 13 h 30, au temple de Fleury. Elle sera suivie de l'inhumation au cimetière du village.

Le Pasquier, Ch-2114 Fleury.

- Claudine Koslosky et ses enfants, Guy, Samuel et Myriam Rosenfeld et leurs enfants, Jean-Marc et Denise Rosenfeld et leurs enfants, Pierre et Monique Carthy et leurs enfants, Evelyne Rosenfeld et sa fille, François et Rebecca Leger, Eric et Agnès Mises Rosenfeld et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Léon MISES ROSENFELD, chirurgien-dentiste,

survenue le 29 juillet 1988, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 2 août, à 11 h 15, au cimetière parisien de Bagneux.

J.-M. Rosenfeld, 50, rue Emile-Combes, 78800 Houilles.

- M^{me} Boris Nakov, née Anna Cieslinska, M. Andrei Nakov et M^{me} née Catherine Ferbos, Le docteur Anastasia Nakov, Anna et Dimitri Nakov, Anne-Françoise, Anne-Caroline, Anne-Sophie et Boris Boleslav, sa femme, son fils, sa fille et ses petits-enfants, Le docteur Ekaterina Radoulova-Nakov, Le docteur Anastasia Nakov, Le docteur Ekaterina Nakov, Et toute sa famille bulgare, ont la douleur de faire part du décès de

Boris NAKOV,

survenue à Metz, le 23 juillet 1988, dans sa quatre-vingt-troisième année.

L'inhumation a eu lieu le 27 juillet, dans l'intimité familiale, à Quarré-lez-Tombes (Yonne).

- Janny et Georges Seban, Hélyse et Jean-Pierre Karla, Michel, Catherine, Sylvie, Laurent, Emmanuelle, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Fortunée ROUBACH, née Tonnat,

survenue à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 2 août, à 9 heures, au cimetière de Puteux-Parisien.

Réunion porte principale. Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

133, avenue Filla-Paure, 75015 Paris.

7, rue Gustave-Flaubert, 75017 Paris.

- M^{me} Albert Touraine, sa mère, Eliane Touraine, son épouse, Jean-Michel Touraine, Agnès et Joël Cordier, ses enfants, Marguerite et Pierre Cornet, leurs enfants et petits-enfants, Jeanne et Bernard Pierquin, leurs enfants et petits-enfants, Alain et Adrienne Touraine et leurs enfants, Jean-Raymond Bertolus, ses enfants et petits-enfants, Toute sa famille, Et ses amis, ont la profonde douleur de faire part du décès de

professeur René TOURAINE, médecin des hôpitaux de Paris, chef de service de l'hôpital Henri-Mondor, officier de l'Ordre du Trèfle du royaume du Maroc,

survenue à Paris, le 28 juillet 1988, à l'âge de soixante ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu le lundi 1^{er} août 1988, à 14 heures, en l'église Sainte-Croix, 23 bis, rue Las-Cases, à Paris-7^e, suivie de l'inhumation à Ancienville (Alsace).

24, avenue de Suffren, 75015 Paris.

- Le président du conseil d'administration, Le directeur général, Et le président de la Commission médicale d'établissement de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, Le président de la Commission de surveillance,

Et le président du Comité consultatif médical du groupe hospitalier Henri-Mondor-Albert-Chenier, à Créteil, ont le regret de faire part du décès, survenu le jeudi 28 juillet 1988, de

M. le professeur René TOURAINE, médecin des hôpitaux de Paris, chef de service de dermatologie de l'hôpital Henri-Mondor, à Créteil.

- Le professeur Daniel Laurent, président de l'Université de Paris-XII-Paris Val-de-Marne, au nom de tous les membres des conseils de l'université, de tous les professeurs, maîtres de conférences, enseignants de l'université, de tous les personnels administratifs, techniques, ouvriers et de service de l'université.

Le professeur Bertrand Weil, doyen de la faculté de médecine de Créteil, au nom de tous les membres des conseils de la faculté, de tous les professeurs des universités de la faculté, chefs de services et non chefs de services hospitaliers, de tous les enseignants titulaires et non titulaires de la faculté, de tous les personnels administratifs, ouvriers et de service de la faculté, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

professeur René TOURAINE, président de l'Université de Paris-XII-Paris Val-de-Marne,

survenue le mardi 26 juillet 1988, à l'âge de soixante-sept ans.

Le Pasquier, Ch-2114 Fleury.

- M^{me} Boris Nakov, née Anna Cieslinska, M. Andrei Nakov et M^{me} née Catherine Ferbos, Le docteur Anastasia Nakov, Anna et Dimitri Nakov, Anne-Françoise, Anne-Caroline, Anne-Sophie et Boris Boleslav, sa femme, son fils, sa fille et ses petits-enfants, Le docteur Ekaterina Radoulova-Nakov, Le docteur Anastasia Nakov, Le docteur Ekaterina Nakov, Et toute sa famille bulgare, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Léon MISES ROSENFELD, chirurgien-dentiste,

survenue le 29 juillet 1988, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 2 août, à 11 h 15, au cimetière parisien de Bagneux.

J.-M. Rosenfeld, 50, rue Emile-Combes, 78800 Houilles.

- M^{me} Boris Nakov, née Anna Cieslinska, M. Andrei Nakov et M^{me} née Catherine Ferbos, Le docteur Anastasia Nakov, Anna et Dimitri Nakov, Anne-Françoise, Anne-Caroline, Anne-Sophie et Boris Boleslav, sa femme, son fils, sa fille et ses petits-enfants, Le docteur Ekaterina Radoulova-Nakov, Le docteur Anastasia Nakov, Le docteur Ekaterina Nakov, Et toute sa famille bulgare, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Léon MISES ROSENFELD, chirurgien-dentiste,

survenue le 29 juillet 1988, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 2 août, à 11 h 15, au cimetière parisien de Bagneux.

J.-M. Rosenfeld, 50, rue Emile-Combes, 78800 Houilles.

- M^{me} Boris Nakov, née Anna Cieslinska, M. Andrei Nakov et M^{me} née Catherine Ferbos, Le docteur Anastasia Nakov, Anna et Dimitri Nakov, Anne-Françoise, Anne-Caroline, Anne-Sophie et Boris Boleslav, sa femme, son fils, sa fille et ses petits-enfants, Le docteur Ekaterina Radoulova-Nakov, Le docteur Anastasia Nakov, Le docteur Ekaterina Nakov, Et toute sa famille bulgare, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Léon MISES ROSENFELD, chirurgien-dentiste,

survenue le 29 juillet 1988, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 2 août, à 11 h 15, au cimetière parisien de Bagneux.

J.-M. Rosenfeld, 50, rue Emile-Combes, 78800 Houilles.

- M^{me} Boris Nakov, née Anna Cieslinska, M. Andrei Nakov et M^{me} née Catherine Ferbos, Le docteur Anastasia Nakov, Anna et Dimitri Nakov, Anne-Françoise, Anne-Caroline, Anne-Sophie et Boris Boleslav, sa femme, son fils, sa fille et ses petits-enfants, Le docteur Ekaterina Radoulova-Nakov, Le docteur Anastasia Nakov, Le docteur Ekaterina Nakov, Et toute sa famille bulgare, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Léon MISES ROSENFELD, chirurgien-dentiste,

survenue le 29 juillet 1988, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 2 août, à 11 h 15, au cimetière parisien de Bagneux.

J.-M. Rosenfeld, 50, rue Emile-Combes, 78800 Houilles.

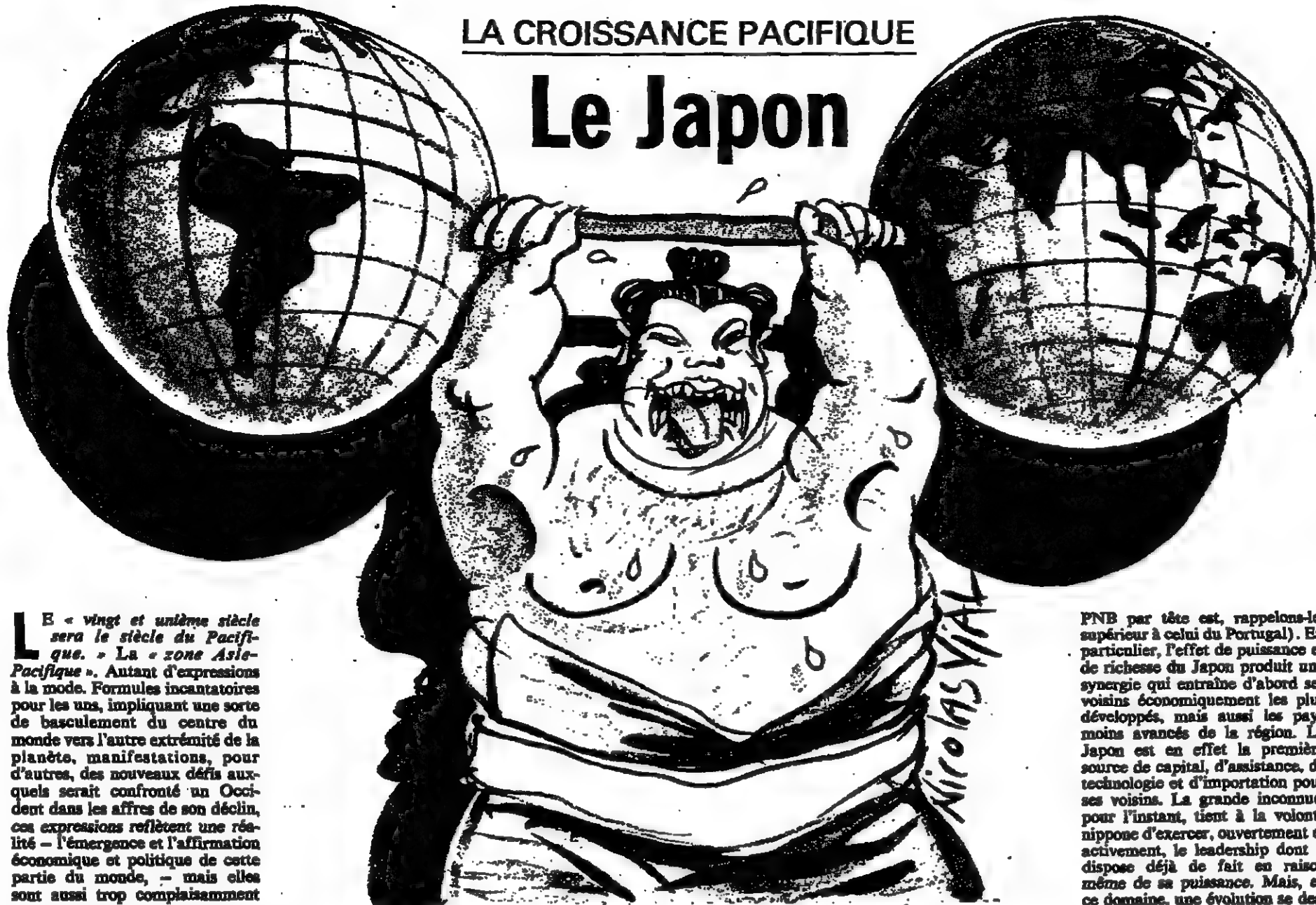
- M^{me} Boris Nakov, née Anna Cieslinska, M. Andrei Nakov et M^{me} née Catherine Ferbos, Le docteur Anastasia Nakov, Anna et Dimitri Nakov, Anne-Françoise, Anne-Caroline, Anne-Sophie et Boris Boleslav, sa femme, son fils, sa fille et ses petits-enfants, Le docteur Ekaterina Radoulova-Nakov, Le docteur Anastasia Nakov, Le docteur Ekaterina Nakov, Et toute sa famille bulgare

Le Monde ECONOMIE

... Le Monde • Mardi 2 août 1988 15

LA CROISSANCE PACIFIQUE

Le Japon



Le « vingt et unième siècle sera le siècle du Pacifique ». La « zone Asie-Pacifique ». Autant d'expressions à la mode. Formules incantatoires pour les uns, impliquant une sorte de basculement du centre du monde vers l'autre extrémité de la planète, manifestations, pour d'autres, des nouveaux défis auxquels serait confronté un Occident dans les affaires de son déclin, ces expressions reflètent une réalité — l'émergence et l'affirmation économique et politique de cette partie du monde, — mais elles sont aussi trop complaisamment lapidaires, donc trop vagues, pour ne pas induire en erreur.

Bien que la zone Asie-Pacifique continue à être perçue par un Occident qui l'envie et des Asiatiques en quête de reconnaissance et de puissance comme une sorte d'entité à vocation planétaire en train de se constituer, la région est loin d'être homogène. La diversité des cultures et la disparité des niveaux de développement économique rendent pour le moins utopiques les visions d'une Asie communautaire, d'une sorte de Marché commun d'Asie. Du moins pour l'instant.

An demeurant, la notion même d'Asie, inventée par les géographes européens, ne correspond pas à une donnée culturelle ni même géographique dans la région. La Chine comme le Japon utilisent des idéogrammes phonétiques pour rendre cette notion qui est absente de leurs catégories intellectuelles traditionnelles. Où commence l'Asie ? Selon la définition des Nations unies, l'Asie s'étend du Japon, à l'est, à la Turquie, à l'ouest, incluant la Mongolie au nord et l'Indonésie au sud. Obcurément, pour les Européens, l'Asie, c'est ce qui n'est pas l'Occident. Mais l'homogénéité supposée de cet « autre » que nous-mêmes relève de l'amalgame et n'existe que dans nos têtes.

L'éphémère pansasiatisme

Assurément, il y a des sphères d'influences culturelles et d'affinités séculaires, en particulier celle qui s'est créée dans la mouvance de la Chine, l'un des plus importants foyers de civilisation, son influence s'exerçant sur ce qu'il est convenu d'appeler le monde « sinisé », marqué encore aujourd'hui par une commune écriture idéographique, même si certains pays comme le Vietnam, avec le colonialisme français, et la Corée du Nord, dans son nationalisme sourcilieux, ont abandonné les caractères chinois.

Ce monde « sinisé » comprend la Chine et ses appendices Hongkong et Taïwan, les Corées et le Vietnam, le Japon et Singapour. Malgré des diversités considérables, ce monde-là présente des similitudes, mais celles-ci ne sont pas suffisantes pour parler d'un bloc homogène. Encore moins lorsqu'on prend en compte des pays sous l'influence de l'islam, comme l'Indonésie ou la Malaisie.

Les Japonais, dans leur messianisme rédempteur d'avant-guerre, cherchèrent certes à développer une identité asiatique en réaction au colonialisme européen, et ce fut l'éphémère pansasiatisme des années 30-40, qui se traduisit par l'invasion japonaise de la région. En fait, le Japon se sent peut-être moins que tout autre appartenir à l'Asie. Il a tendance à se penser un cas unique, culturellement un peu à la périphérie du reste de la région, et d'abord comme un membre du camp occidental.

Ce qui incite surtout à percevoir une unité dans la zone Asie-Pacifique, c'est le dynamisme économique remarquable d'un groupe de pays qui partagent a priori un même style de développement hyper-rapide, reproduisant le « modèle » nippon, et semblent devoir constituer avec le reste de la région un ensemble en voie de structuration. Mais, sur ce point aussi, il convient d'être prudent. Obscurément pénétrés de l'idée d'un affaiblissement de la superpuissance américaine, éblouis des promesses du Japon, dont le « miracle économique » tant rabâché apparaît aujourd'hui encore plus miraculeux après avoir encaissé sans faillir le choc causé par l'envolée du yen, le visiteur occidental arrivant dans une des capitales de l'Asie ne peut manquer d'être frappé par un dynamisme et une prospérité enviables. Conjuguée à l'ambition affichée des dirigeants, à l'esprit d'entreprise et au goût du risque de l'homme d'affaires qui a réussi comme du plus humble commerçant dans son arrière-boutique, cette vitalité extraordinaire confirme le sentiment qu'est en train de se forger là une partie du futur de la planète.

Les statistiques étayent cette intuition. A la fin de ce siècle, les PNB cumulés de la Chine, du Japon et des pays nouvellement industrialisés de la région (Corée, Hongkong, Taïwan et Singapour) dépasseront celui des Etats-Unis, et, dès 1995, les Japonais (l'Etat et les investisseurs privés) auront à la tête de 1 000 milliards de dollars en biens à travers le monde

(soit 10 % du montant des avoirs américains).

Selon M. Okita, économiste et ancien ministre des affaires étrangères japonais, la zone Asie-Pacifique a connu, depuis les années 60, trois vagues de développement : celle du Japon, celle des « quatre dragons » (Corée, Hongkong, Taïwan et Singapour) et celle qui commence avec le décollage des pays de l'ASEAN (1), dont l'un des membres, la Thaïlande, est en train de rejoindre le club des « gagnants » formé par les « dragons ».

Ces succès autorisent-ils à parler d'une « zone » ? Mis à part le Japon, largement en avance en termes d'industrialisation et de richesse, qu'ont donc en commun la Corée, la productivité triomphante, et les Philippines, qui commencent à peine à se dégager du marasme économique, ou des pays à culture islamique comme la Malaisie ou l'Indonésie ? Au nom de quelle supposée similitude culturelle mettrait-on dans le même panier les « quatre dragons » et les pays socialistes indochinois, ce trou noir du développement au cœur de l'ASEAN ? Au demeurant, plus radicalement, qu'est-ce qui, a priori, unit, du point de vue économique, les pays membres de cette organisation, sinon des conditions climatiques et la possession de ressources naturelles ? La diversité des situations économiques, des niveaux de développement, des priorités et des problèmes auxquels sont confrontés les pays composant cette supposée zone Asie-Pacifique n'incite guère, à première vue, à en faire une entité unie.

D'autre part, la structuration en une « zone » est, à tout le moins, actuellement embryonnaire. La seule organisation régionale à vocation économique existant dans la région est l'ASEAN. Elle est née en 1967, au moment où la Grande-Bretagne, ancienne puissance colonisatrice de la Malaisie et de Singapour, se retirait militairement de la région et où les Américains étaient sur le

point de remettre la charge de la guerre du Vietnam aux Vietnamiens du Sud. Un sentiment de vulnérabilité au lendemain des victoires communistes de 1975 en Indochine contribua à resserrer les liens, assez lâches jusqu'alors, entre les membres de l'ASEAN ; mais ce rapprochement s'opéra surtout sur le plan de la coordination des diplomates. En matière économique, en revanche, si l'ASEAN a fait front commun dans les négociations commerciales avec le reste du monde, une coopération intergouvernementale, et tardive encore, à se mettre en place : la disparité des résultats économiques conjuguée à des exportations en concurrence ne facilitent guère les choses.

Avec les Australiens

Les initiatives pour faire avancer l'idée d'une communauté d'intérêts et d'une complémentarité Asie-Pacifique furent essentiellement d'origine privée... et japonaises. La même année où se formait l'ASEAN, se créait sous les auspices des hommes d'affaires nippons, et avec la coopération d'Australiens, un Conseil économique pour le bassin pacifique, qui avait pour but de définir des processus d'ajustement des politiques économiques dans la région. La Conférence pour la coopération économique du Pacifique, créée en 1983, composée d'hommes d'affaires et de personnalités du monde académique et politique de l'Asie et du Pacifique, avançait, pour sa part, l'idée d'une communauté commerciale du Pacifique. Si les constructions intellectuelles brillantes fleurissent et si le renouveau des idées lancées au cours d'innombrables séminaires et colloques vont bon train, ces initiatives manquent encore de substance.

Prémices peut-être à une intégration encore en pointillé, se dessine une interdépendance de plus en plus nette des économies de la région autour de l'axe de croissance que constituent le Japon et les « quatre dragons » (dont le

PNB par tête est, rappelons-le, supérieur à celui du Portugal). En particulier, l'effet de puissance et de richesse du Japon produit une synergie qui entraîne d'abord ses voisins économiquement les plus développés, mais aussi les pays moins avancés de la région. Le Japon est en effet la première source de capital, d'assistance, de technologie et d'importation pour ses voisins. La grande inconnue, pour l'instant, tient à la volonté nipponne d'exercer, ouvertement et activement, le leadership dont il dispose déjà de fait en raison même de sa puissance. Mais, en ce domaine, une évolution se dessine.

Dans beaucoup de pays d'Asie, le Japon a désormais remplacé les Etats-Unis comme premier investisseur, et avec les 50 milliards de dollars d'aide que M. Takeshita a promis au sommet de Toronto de verser au cours des prochaines années, il est en passe de devenir le premier pays donateur (dès cette année, avec un montant d'aide de 10 milliards de dollars, il a dépassé les Etats-Unis, 9,2 milliards). Une bonne partie de ces largesses est destinée aux pays de la région. La présence japonaise y est d'ailleurs beaucoup plus évidente qu'il y a une quinzaine d'années, époque où elle suscitait parfois de violentes réactions de rejet. Ces états d'âme nationalistes ne sont plus de mise aujourd'hui. Les pays de l'ASEAN, comme les NPI (nouveaux pays industrialisés) d'Asie, accueillent les Japonais à bras ouverts, et les entreprises nipponnes, de plus en plus nombreuses, implantées dans la région s'emploient plus activement encore qu'auparavant à tisser les mailles d'une stratégie économique en fonction de deux grands axes devenus des impératifs : reconquérir, grâce à une délocalisation de la production, une compétitivité entamée par la valorisation du yen, et assurer la stabilité des approvisionnements en matières premières en provenance des pays de l'ASEAN.

Le phénomène nouveau et récent, c'est le changement d'attitude des Japonais. On a désormais reconnu à Tokyo la nécessité d'une « division horizontale » du travail entre le Japon et ses voisins comme clé de voûte de la croissance nipponne au cours des prochaines décennies, tant pour remédier à un excédent commercial déstabilisant les relations avec ses partenaires que pour des raisons de rentabilité des investissements. Surtout, cette stratégie économique est désormais étayée par une diplomatie beaucoup plus active. A Toronto, il y a quelques semaines, M. Takeshita s'est clairement posé en porte-parole des nations asiatiques, faisant inclure dans le communiqué final certains de leurs sujets de préoccupation (de la question du Cambodge à la sécurité à la veille des Jeux olympiques de Séoul). Pour la première fois, le Japon se marquait comme « non occidental » dans ce club des puissances où, longtemps, on l'avait considéré comme une sorte d'« Occidental d'honneur ». Un peu plus tard, M. Uno, ministre des affaires étrangères, déclarait à la conférence de l'ASEAN

à Bangkok que le Japon était prêt à contribuer à la stabilité de la région, non seulement sur le plan économique mais aussi sur les plans politique et diplomatique.

Cette visite avait été précédée par une autre : la première en date depuis la guerre du directeur de l'Agence de défense nipponne (équivalent d'un ministre de la défense) : en se rendant à Djakarta et à Singapour, M. Kawara avait donné un autre signe de changement de l'attitude de Tokyo. Promettant aux pays de l'ASEAN une aide économique « prioritaire » et à Hanof une reprise de son assistance financière comme encouragement à un règlement de la question cambodgienne, le Japon a clairement indiqué à ses voisins qu'il entendait jouer un rôle diplomatique réel dans la région. L'absence de critiques de leur part est significative d'une acceptation du nouveau rôle régional que se propose d'assumer le Japon, bien que dans les capitales asiatiques on reste très sensible à toute évolution substantielle des capacités militaires nipponnes.

Fierté nationale

Les Japonais ne cachent désormais pas une certaine fierté nationale, ressentie souvent en Occident comme de l'arrogance, qui n'a rien à voir avec les vieux rêves du Japon impérial ou de la « Grande Asie », mais témoigne surtout d'une aspiration à être reconnu pour ce qu'ils ont accompli. Ils ont d'autre part tendance, comme d'ailleurs les autres pays de la région, à percevoir les Etats-Unis comme une superpuissance déclinante.

De protégé au profil bas, le Japon est en train de devenir un partenaire à part entière, parlant — presque — sur un pied d'égalité avec Washington, qui ne lui concédait autrefois qu'un strapontin dans la définition de la politique en Asie. Si le Japon entend jouer un rôle à la mesure de sa puissance dans la région, cette aspiration a aussi ses limites. Et puis, pas plus que ses voisins n'ont envie de voir le Japon mener une politique « indépendante » des Etats-Unis, les dirigeants nippons ne souhaitent assumer de responsabilités militaires qui violeraient davantage la Constitution, et surtout leur attireraient les foudres des pays de la région tout en leur aliénant une partie de leur opinion publique.

Il se crée actuellement entre le Japon, les PNI, l'ASEAN et la Chine une aire de complémentarité économique, voire d'interdépendance, dont les conséquences politiques sont évidentes mais que personne ne souhaite vraiment voir se structurer en une « zone » qui figerait des rôles se cherchant encore. Personne, à commencer par les Japonais, ne semble avoir intérêt à donner un carcan institutionnel à ce qui n'est encore qu'un glissement d'intérêts convergents. Mais si l'on élabore tant de formules possibles de coopération (le ministère du commerce et de l'industrie nippon envisage par exemple de se doter d'une agence spéciale chargée des questions d'interdépendance régionale), c'est qu'il existe de fortes potentialités de conflits d'intérêts entre le Japon et les petites puissances émergentes, telle la Corée. L'idée d'une pax japonica est étrangère aux dirigeants nippons, mais ils sont en revanche soucieux d'orchestrer une coopération régionale destinée, quelles que soient les formules, à apaiser les rivalités qui se profilent.

PHILIPPE PONS.

(1) Association des nations de l'Asie du Sud-Est, qui regroupe Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Singapour.

Le « Monde Economie » publiera dans ses éditions de mois d'août une série de cinq articles sur les rapports entre les pays du Pacifique et le monde industrialisé occidental.

La chronique de Paul Fabra

La politique et la science de la facilité

TOMBANT sur un ancien numéro d'une prestigieuse publication, *The American Economic Review* datée de septembre 1972 — la période des vacances est propice à ce genre de retrouvailles, — mon attention est attirée par une série d'articles consacrés à l'examen du rapport établi cette année-là par le président du comité des conseillers économiques de la Maison Blanche, et en particulier par le texte de conclusion. Celui-ci, dû à la signature d'un professeur à Columbia qui, depuis lors, a continué une brillante carrière universitaire, Edmund Phelps, traitait, sous le titre « Economics and Government » (les sciences économiques et la conduite des affaires publiques), d'un sujet qui n'a cessé depuis lors d'être d'actualité.

A une époque où une bonne partie des décisions gouvernementales, que ce soit aux États-Unis, en France, en Chine, en Argentine ou ailleurs, porte sur la politique économique, il est deux questions qui ne peuvent laisser aucun citoyen totalement indifférent. Quelle part la réflexion économique joue-t-elle dans la préparation de ces décisions ? Cette première question porte sur l'efficacité des mesures prises et l'évaluation de leurs conséquences. La seconde concerne l'utilité d'un document comme celui qu'établissait chaque année le comité des conseillers économiques du président américain.

A entendre ses auteurs, le rapport est destiné à servir le débat public. Il est censé fournir, sous une forme accessible, les informations et l'analyse sur la base desquelles le pouvoir exécutif a défini sa ligne d'action. N'est-ce pas la raison d'être de tous ces documents officiels plus sérieux les uns que les autres, rendus publics dans toute démocratie qui se respecte ? Mais qu'en est-il dans la réalité ?

Le professeur à Columbia estime que le rapport rédigé il y a seize ans par les conseillers de Nixon n'était « au mieux qu'une défense et illustration de la politique suivie par ce dernier ». A le lire, dit-il, on n'apprend rien ni sur les hypothèses sur lesquelles reposait implicitement cette politique ni sur les questions non encore résolues dont dépendait le bien-fondé de l'action entreprise.

Ne nous étendons pas ici sur le point de vue personnel de l'auteur qui était fort contestable. Phelps en particulier se faisait à cette époque-là l'avocat d'une inflation régulière, beaucoup moins dangereuse, selon lui, pour l'expansion économique qu'une stabilisation brutale dont il pensait qu'elle pouvait laisser dans le corps économique des traces durables. Probablement le professeur était-il victime des préjugés largement répandus dans sa profession au commencement de la décennie précédente. Dubieux des enseignements d'une Histoire qui allait se répéter bientôt, le plupart des économistes feignaient alors de croire qu'une inflation bien tempérée pouvait se perpétuer indéfiniment sans dégénérer. A cause des cuisantes expériences que nous avons connues depuis une bonne dizaine d'années, rares sont ceux qui se hasardent aujourd'hui à faire ouvertement l'éloge de l'inflation bien que plusieurs en aient encore la tentation.

Mais combien justifiée apparaît, avec le recul du temps, la critique adressée par Phelps à l'administration Nixon, coupable, selon lui, d'abus des autres et de s'abuser elle-même en « surestimant grossièrement l'efficacité des méthodes de sa politique ». Il apparaît quasiment incroyable pour nous qui connaissons la suite des événements que les républicains, revenus au pouvoir au début des années 70 (première élection de Nixon : novembre 69), s'étaient assigné pour objectif le retour à la stabilité des prix. Comme pour aggraver leur cas, ils dissimulaient qu'ils croyaient y parvenir moyennant un relâchement modéré de la demande impliquant un léger dépassement du taux qualifié de « naturel » du chômage. (Ce taux naturel était estimé généralement à 4,5 % environ.) Comme les choses, et pour cause, n'allaient pas assez vite à son

gré, l'administration Nixon, opérant un renversement à 180 degrés de ses positions antérieures, décida d'instituer pour l'année 1972 le contrôle des prix et des salaires, cela afin de briser comme on disait déjà à l'époque, en croyant dire quelque chose, les « anticipations inflationnistes ».

EN réalité, cette année 1972, située à cheval entre deux dévaluations du dollar (décembre 1971 et février 1973) qui allaient avoir raison du système des taux de change fixes, devait être marquée par un relâchement inouï des disciplines monétaires les plus élémentaires. A l'abri d'un contrôle temporaire des effets de l'inflation, celle-ci était en train de prendre son élan. Elle devait connaître dès la fin de 1972 un degré de violence encore jamais atteint en temps de paix, se propageant des États-Unis sur le reste du monde. Cela, Phelps ne le voit ni même ne le pressent. Et ce qu'il voit est décrit très bien, c'est la légèreté avec laquelle l'administration s'embarque dans une voie puis dans une autre. Faute d'être capable de justifier ses prises de position successives par une argumentation d'ordre économique, elle procède par appel à de « curieux avertissements » : le succès dépendra de la bonne volonté du public. Que celui-ci en vienne à ne plus accepter le contrôle des prix et des salaires, et c'en sera fini de la politique de stabilisation !

Depuis lors, dira-t-on, certains résultats ont été obtenus aux États-Unis et ailleurs, notamment en ce qui concerne la lutte contre l'inflation. Mais au cours de la période qui s'est écoulée depuis 1972, riche en crises et en troubles de toutes sortes, s'est produit aussi un phénomène sur lequel on entrait en silence, et que l'on peut le silence. Les gouvernements ont « dressé » — le terme est-il vraiment trop fort ? — les opi-

nions publiques à se contenter de beaucoup moins. C'est ainsi qu'ont été changés en cours de route les critères de jugement sans qu'aucune explication sérieuse ne soit jamais présentée pour justifier l'abaissement général des normes.

Le chômage et l'inflation formaient deux des principaux thèmes du rapport des conseillers économiques de Nixon. Ils proposaient de ramener en cours d'année le premier au voisinage de 5 %. C'est un pourcentage dont l'économie américaine d'aujourd'hui approche. La différence est qu'en 1968 on qualifiait bruyamment cette situation de plein emploi. Quant à l'inflation, les conseillers du président recommandaient prudemment de la réduire à 3,25 %. C'est ce qui passe maintenant pour de la stabilité.

A la relecture, les aspects internationaux du rapport sont encore plus désespérants. Les conseillers de Nixon s'inquiétaient — c'était déjà la préoccupation première à Washington — de la « détérioration » de la balance commerciale des États-Unis. Ces derniers, écrivaient-ils, ont été en situation de déséquilibre « fondamental » pendant toutes les années 60. Les économistes du président en attribuaient la cause à une diminution de la compétitivité de l'économie américaine. Comme le gouvernement avait annoncé, chiffres à l'appui, un calendrier pour le rétablissement de la balance des paiements, qui devait dès 1974 (il en avait encore au point la suite) passer du déficit au surplus, une bonne partie du rapport était consacrée à peser les chances de réalisation de cette prévision. Comme on disait du temps où l'on faisait des citations latines, *Horresco referens* (1). Arrêtons là.

ELEVANT le débat, Phelps termine son article par quelques réflexions d'ordre général. La politique économique ne serait pas une exception : « Il semble bien ressortir, écrit-il, de l'expérience que les techniques et les connaissances scientifiques ne jouent pas un rôle essentiel dans la conduite des affaires publiques. » Et comme pour souligner la dimension tragique que peut prendre parfois cette méconnaissance, notre auteur rappelle en guise de conclusion la façon dont avait été prise pendant la guerre la décision de procéder à des bombardements massifs de l'Allemagne. Le conseiller scientifique personnel de Churchill, F.A. Lindemann, estimait que de tels bombardements pourraient détruire dans un délai très rapide la moitié des logements disponibles pour les travailleurs dans les villes industrielles de l'ennemi. D'autres experts, situés plus bas dans la hiérarchie administrative, firent bien remarquer que cette évaluation était très exagérée et qu'il fallait au moins la diviser par six. Mais c'est l'opinion de Lindemann qui prévalut. Plus tard, il fut établi par une commission d'étude sur le résultat des bombardements stratégiques, commission dont faisait partie J.K. Galbraith, que l'œuvre de Lindemann avait été encore plus grande d'un multiple de dix au moins. Si on ne l'avait pas écarté, dit Phelps, beaucoup de vies alliées et allemandes inutilement sacrifiées auraient pu être épargnées.

Entre la décision prise en 1969 par l'administration Nixon dans le dessein déclaré de combattre l'inflation et celle de détruire les villes ennemies pendant la guerre, Phelps estime qu'il y a une analogie. Dans les deux cas, le gouvernement aurait pu écouter d'avis avisés fondés sur des prémisses plus réalistes. Si les choses hautement approximatives de Lindemann avaient été retenues, c'est nous dit Phelps, sans doute parce que c'était le genre de propos que Churchill voulait entendre. De même, ajoute-t-il, le président Nixon recherchait une victoire facile contre l'inflation...

(1) Dans l'*Enéide*, Énée commence le récit de ses tribulations par ces mots, qui signifient : « Je tremble en le racontant ».

LES ENJEUX DE LA DÉGRADATION ÉCONOMIQUE EN AMÉRIQUE LATINE

Dettes ou démocratie ?

La tentation de l'autoritarisme gagne les pays latino-américains. La contrainte exige des pays industrialisés un geste spectaculaire pour alléger la dette.

par MOISE IKONICOFF (*)

Mais quelle solution ? Le point central de cette question réside probablement dans la méthode d'approche du problème.

Jusqu'à maintenant, cette méthode consistait pour l'essentiel à associer dans le règlement de la dette les deux principaux acteurs, les banques et les pays endettés. Aux organismes financiers internationaux et de façon ponctuelle, aux gouvernements des pays créanciers, revenait le rôle d'intermédiaire destiné à rendre compatibles les intérêts des uns avec les possibilités des autres. Les accords de rééchelonnement, les paiements différés, les systèmes de conversion des créances en valeurs mobilières, enfin, la capitalisation de la dette, obéissaient à cette logique. Mais compte tenu de la fragilité de ces acteurs et de leurs intérêts inconciliables, la méthode s'est avérée globalement inefficace en dépit de quelques succès toujours limités et partiels : le montant total de la dette depuis la crise mexicaine de 1982 s'est considérablement accru et les difficultés posées par les remboursements se sont aggravées.

Inverser la logique actuelle

La solution ne peut donc provenir que d'une inversion de cette logique, qui consisterait à dissocier les deux partenaires afin d'apporter une réponse adaptée aux problèmes spécifiques de chacun d'eux.

En ce qui concerne les banques, il n'est de l'intérêt de personne de les voir crouler sous le poids des crédits non payés et plonger ainsi le monde dans une crise financière aux conséquences imprévisibles. Les autorités des pays auxquels ces banques appartiennent ont ainsi à choisir entre la modification de la législation bancaire et la comptabilisation dans les bud-

gets de l'Etat des pertes que subiraient les banques en raison des non-remboursements des dettes. Si l'on considère que l'ensemble des normes qui régissent l'activité bancaire forment un mécanisme délicat qu'il serait dangereux de bouleverser, il ne reste d'autre alternative que la subvention des banques. Cette mesure ne manquerait certes pas de susciter de sérieuses résistances au sein de la société politique des pays industrialisés mais ses partisans se manqueraient pas non plus d'arguments pour la défendre. Ils pourraient rappeler que cela s'est déjà fait et, qui plus est, sous l'empire du réaganisme conquérant avec le Continental Illinois, septième banque en importance aux États-Unis renflouée en 1984. Puis, ils pourraient souligner que l'Etat subventionne en permanence les autres secteurs de l'activité productive, l'agriculture bien sûr, mais aussi l'industrie, à travers de multiples mécanismes. Pourquoi se priver, dans ces conditions, de subventionner l'activité financière alors que la menace d'un krach provoqué par l'endettement plane toujours ?

Le problème des banques une fois résolu, que faire alors des dettes contractées par les secteurs public et privé des pays du tiers-monde ? La libération pure et simple des engagements des pays du tiers-monde soulèverait plusieurs objections. On pourrait prétendre en effet que la confiance qui somme toute constitue le fondement de l'expansion du crédit international risquerait d'être ébranlée, ce dont les pays aujourd'hui endettés seraient les premières victimes. L'attitude la plus réaliste consisterait probablement à faire admettre que la responsabilité des débiteurs reste engagée mais que la dette en devises est convertible en monnaie

(*) Directeur de recherche au CNRS.

nationale du pays endetté. La dette externe se transformerait ainsi en dette interne et les débiteurs seraient tenus de l'honorer en versant les montants correspondant aux services, à un fonds destiné à financer des projets de développement. L'allocation de ressources, les critères de gestion du fonds, seraient l'objet de négociations entre pays créanciers et pays endettés. Entre-temps, les débiteurs des derniers pays qui auraient dû être affectés aux remboursements pourraient financer les importations nécessaires à la mise en œuvre des projets approuvés et élargir ainsi les débouchés des productions des pays industrialisés.

Utopique ? A tous ceux qui seraient tentés de porter cette appréciation sur ce projet, je leur recommanderais vivement d'étudier en détail les dispositions contenues dans la loi 480 sur les excédents agricoles, en vigueur aux États-Unis entre la fin de la seconde guerre mondiale et le milieu des années 60, car un système analogue à celui proposé ici a bel et bien fonctionné dans le tiers-monde au cours de la période considérée. A l'époque, les États-Unis accumulaient d'énormes stocks de produits alimentaires qu'ils cherchaient à écouler sur le marché mondial et notamment dans les pays du tiers-monde. Ces pays ne disposant pas, le plus souvent, des devises nécessaires au paiement des importations, la loi 480 avait prévu que les règlements pouvaient être effectués en monnaie nationale, les montants correspondant venant alimenter un fonds géré par les pays importateurs et les États-Unis. Ce fonds créé dans un nombre important de pays latino-américains était spécialisé dans le financement de projets à long terme. L'annulation de la dette en devises suffisait-elle à résoudre les problèmes économiques du tiers-monde ? Rien n'est moins sûr. Mais en liant un tel geste au maintien du système démocratique en Amérique latine, l'Occident donnerait une formidable chance de survie à la démocratie, qu'il appartiendra à tous les acteurs politiques, économiques et sociaux du sous-continent de saisir.

BIBLIOGRAPHIE

« POKER D'ENFER », de Martine Vanden Driessche

Empoignade pour la SGB

POUT juste quelques semaines après l'assemblée générale du 14 avril qui marqua la fin — provisoire, nous le voyons aujourd'hui — du feuilleton de l'OPA sur la Société générale de Belgique, Martine Vanden Driessche, journaliste au *Soir de Bruxelles*, mettrait un point final à son livre *Poker d'enfer*.

Aux premières loges — on sait l'importance que les médias ont joué dans cette affaire — Martine Vanden Driessche avait, en effet, suivi toutes les péripéties de l'affaire. Le résultat est à la mesure de cette empoignade. *Poker d'enfer* raconte en effet par le menu, sans négliger aucun détail, les différentes phases de l'histoire. L'enlèvement de Carlo De Benedetti dans le marais belge, la grandeur et la décadence d'André Leyens venu pour sauver la Générale et qui s'est retrouvé bien seul, les pièges sournois tendus par Etienne Davignon, l'homme-orchestre de la Générale, qui joue un rôle central dans l'affaire, les

incertitudes puis le coup de maître du groupe de Suez, sans oublier, bien entendu, les tergiversations de la Commission bancaire, les jugements contradictoires du tribunal de Bruxelles et les pressions exercées par Mark Eyskens, le ministre des Finances. Martine Vanden Driessche révèle ainsi que ce dernier a envoyé une lettre au président de la Commission bancaire. L'auteur, en revanche — sans doute trop braqué sur son observatoire de Bruxelles — reste plus discret sur les tractations parisiennes et le jeu de quelques grands groupes financiers. De même — mais les détails impartis ne le lui ont pas permis — peut-on regretter l'absence de conclusions, de mises en perspective ainsi que la relative minceur des portraits des principaux protagonistes. Reste un livre passionnant sur une affaire qui n'a pas fini de faire parler d'elle.

J.-A. F.
* Fayard-Marabout, 358 pages, 95 F.

« LE ROMAN DE L'ARGENT », de Stéphane Denis

Le capitalisme de connivence

D'OU viennent les « noyaux durs » ? Comment M. Balladur les a constitués et pourquoi ? Qui sont ces « amis » de « l'Etat RPR » que les socialistes essaient d'écarter aujourd'hui, comme en témoigne le changement à la tête de l'UAP ? Le livre de Stéphane Denis *Le Roman de l'Argent* (1) tombe fort à pic. Du 10 mai 1981 au 10 mai 1988 nous est contée l'histoire cachée des rapports entre le pouvoir politique et la douzaine de « grands capitalistes d'influence » qui tiennent en France l'essentiel du pouvoir financier.

Dès le 11 mai 1981, les hommes d'affaires français se réveillent sous l'Occupation, commente l'éditorialiste du *Quotidien de Paris*, qui va nous conduire ensuite sur leurs traces, dans le chemin de la reconquête et, surtout, de la « restauration » d'après mars 1986. Des premières embuscades contre les nationalisations (la capture du groupe Victoire de Suez, la défense de la Générale des eaux...) et jusqu'aux distributions des « noyaux durs » des privatisations, l'auteur — informé à la source — nous révèle les concubines d'un petit groupe « informel et confidentiel »

d'hommes d'affaires et d'hommes politiques qu'il nomme les « conjurés ». Parmi eux : MM. Ambroise Roux, Jean-Marc Vernes, Jacques Friedman et, bien entendu, le « chef des opérations », Edouard Balladur. Stéphane Denis trace de l'ex-ministre d'Etat un croquis d'une plume griffante — « L'allure précieuse d'un banquier titulaire d'un passeport britannique, né dans les colonies, anobli par la reine et discret sur ses origines » — que ne semble guère apprécier M. Balladur puisqu'il tente d'empêcher la parution du livre.

Conclusion de l'enquête : les liens entre l'argent et la politique n'ont jamais été aussi forts qu'entre 1986 et 1988. Période courte mais bénie pour ce « capitalisme à la française » secret et fermé comme un club. Le libéralisme affiché à l'époque n'était que rideau de fumée : les vraies décisions ne se prenaient pas en concurrence mais en connivence. On attend la suite : cela changera-t-il pendant le second septennat de François Mitterrand ?

E.L.B.
(1) *Le Roman de l'argent*, Stéphane Denis, Albin Michel, 95 F.

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
renforce sa position de leader sur lesMARCHÉS
D'OPTIONSDIPLOMÉS DE POLYTECHNIQUE,
MINES, CENTRALE, HEC
ESSEC, ESCP, DESS, DEA
HF1^{re} banque en Europe et au Japon sur
ces marchés, la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
recherche en effet des candidats âgés
d'environ 30 ans, possédant une pre-
mière expérience.Diplômés de Polytechnique, Mines, Cen-
trale, HEC, ESSEC, ESCP, DESS, DEA... vous
possédez impérativement de réelles
qualités d'entrepreneur et une grande
rigueur. Vocation, sens et compréhension
des marchés seront également des
atouts majeurs.Nous vous proposons, en France ou à
l'étranger, de rejoindre notre équipedans des domaines variés (traders,
commerciaux, recherches - développe-
ments) dans un contexte dynamique
d'autonomie. Ces réelles opportunités
d'un métier passionnant dans un sec-
teur financier pointu, offrent de belles
perspectives d'évolution, ne peuvent
convaincre qu'à des candidats à fort
potentiel.Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V.,
photo et présent, s/nél. MO. à Frédéric
PASTRE - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Service
du Recrutement - 7, rue Caumartin -
75009 PARIS.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

CONJUGUONS NOS TALENTS.

LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

La filiale de Crédit Bail Mobiliier du Crédit Agricole
recherche pour son service "Etudes des risques" un

ANALYSTE FINANCIER

qui sera chargé :

- de l'analyse des dossiers de Crédit Bail, de leur acceptation dans le cadre de sa délégation ou de leur présentation au Comité des Risques pour les dossiers les plus importants,
- d'assister le réseau dans le montage des dossiers.

Une formation supérieure à caractère financier ou économique est exigée ainsi qu'une expérience
de 5 ans dans l'étude des dossiers de financement d'entreprises.

Ce poste est basé dans la banlieue Ouest de Paris et comporte des déplacements en province.

Envoyez lettre manuscrite, CV, prétentions sous référence LAM/07.42 à CNCA - Service
Gestion des Personnes BP 48 78280 GUYANCOURT.Le Monde
CADRESImportant organisme public
de logement social - Marseille
BUDGET ANNUEL : 1 MILLIARD, 630 AGENTSrecherche RESPONSABLE
DU SERVICE COMMUNICATIONsous l'autorité directe du Directeur Général
équipe de trois personnes, budget spécifique

CHARGÉ DE :

- La conception ;
- L'animation ;
- La mise en œuvre ;
- Le suivi d'une stratégie de communication globale interne et externe.

Formation à la communication exigée.

Niveau L.U.T. minimum.

Expérience souhaitée 2 à 3 ans dans un poste similaire.
Poste disponible immédiatement.Adresser c.v. et prétentions sous n° 8 785,
« LE MONDE PUBLICITÉ », 5, rue Montessuy, PARIS-7^e.

Le Centre national de la recherche scientifique

RECRUTE PAR CONCOURS

97 ingénieurs
30 personnels techniquesPour tous renseignements complémentaires (métiers, lieu de tra-
vail, formalités de candidature), composez sur MINITEL, numéro
de téléphone 36-14 suivi du code d'accès S.I.C. 4, sélectionnez la
rubrique : Emplois-Recherche.Les dates limites de retrait et de dépôt des dossiers de candidature
sont fixées respectivement au 9 septembre et 15 septembre 1988.Faites le bon choix en devenant
collaborateur, un des
COLLABORATEURS
COMMERCIAUX (n° 1/1)
d'un organisme
dynamique et performant.N° 1 dans son secteur.
Tél. 45-00-25-57, p. 108.GD QUOTIDIEN REGIONAL
cherche 2 SECRETAIRES DE REDACT.
CONFIRMESpour éd. départementales.
Entre LE MONDE
PUBLICITE, n° 8 038,
5, rue Montessuy,
75007 PARIS.ASSOCIATION
recherche
POUR SON SERVICE CENTRE
D'ACCUEIL DE JOUR
POUR TOXICOMANESavec expérience et pratique
en toxicomanie
Indice 425, fort. public.Adr. lettre manuscrite, motivée,
références et c.v. à
Monsieur le Président du
C.D.D.C.A.T., 1, rue du
Néon, 95100 Noisy-le-Grand.GROUPE FRANCAIS
pour sa branche
LOISIRS
ET HOTELIERS
AU GENERAL
rechercheJEUNE
COMPTABLE(niveau bachelier, 2 ans exp.
métier ou étranger.
Libre de suite
pour suivi trésorerie
tous jours auxiliaires.
Démarches administ.
Locales sous tutelle du
directeur régional.
Average 100
à l'hôtellerie
et exportations.Ecrire c.v. + photo Sté
ULYSSE, 87, av. L.-Jou-
haux, 92167 Antony Cedex.SOCIÉTÉ D'ÉTUDES
NATIONALES
rechercheINGÉNIEUR
DÉBUTANT(E)ou quelques années d'expé-
rience, spéc. hyd. flu. et/ou
des arts. Gén. et fondés
pour mod. math. en
mécanique fluide.Niveau ESN hyd. Grenoble
ou équivalent. Dégagé O.M.
Pour à pourvoir à Besançon.Ecrire ou téléphoner
BETURE STAMÉ EST
35, rue des Granges, 25000
Besançon, 81-83-24-25.Important laboratoire
de physique
du CEA
recherche

THESARDS

possédant un DEA
dans les domaines chimi-
que, mécanique, mécanique
des fluides, optique, opto-
électronique, physique, pour
travaux de recherche à
dominante expérimentale.
Ingénieur diplômé
de préférence.
Embauche définitive
possible en fin de contrat
dans le cadre d'un
contrat CEA-Industrie.Montique SOYER
(11) 69-05-22-50.Bureau d'étude
benne sud recherche

INGÉNIEURS

pour travaux d'études :
aéro dynamique,
thermique, combustion,
mécanique, analyse
d'essai informatique.
Débutants acceptés.
Env. c.v. à ESSAR, 129, r.
du Fr-Palmontes, 75008.SOCIÉTÉ D'ÉTUDES
ÉCONOMIQUES
ET URBAINES
rechercheARCHITECTE
URBANISTE
CONFIRMÉ(E)

Env. c.v. et prétentions à :

URBASCOPIE

8, rue d'Aligre, 75012 Paris.

Tél. : (16) 40-46-15-40.

Jeune fille 23 ans
écrit Matia
ch. pl. ESTHÉ. COSMÉTIQUE
Tél. : (16) 40-46-15-40.J.F. française, 28, secrét.,
tr. ill. angl., en RFA depuis
1981, connais. traitement
texte/informatique, recher-
che nouvel emploi en France.
Bore de suite, Isabelle BAL-
LEY, Passerelle 38,
D-5000 Munich 70.

Tél. 18-49-89-760-88-11.

GÉOMÈTRES

SOCIÉTÉ
DE BONDAGES,
ENTREPRISES
DE TRAVAUX PUBLICS.VOUS RECHERCHER
OPÉRATEUR
OU TECHNICIEN
TOPOGRAPHIE,
Je suis disponible
J.H. 23 ans
- Dipl. bac FS + dipl. univ.
d'adjoint technique.
- Sous-off topographe.
Lb. G.M. fin juillet 1988.
Env. c.v. sur demande.Ecrire sous n° 8 687
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Montessuy,
75007 PARIS.propositions
diversesGROS PROBLÈMES
CONCURRENCE, CONTRATS
FUTURS, DIVERS
APPELÉ LA SOLUTION
29-62-02-08.

RECHERCHONS

GESTIONNAIRE (H./F.)

spécialisé dans l'immobilier

35 ans minimum, possédant expérience professionnelle d'au moins
10 ans dans la profession (gestion d'environ 1 000 logements).

Connaissances :

- Rapports locataires/bailleurs ;
- Contrats des concessionnaires ;
- Capable d'encadrer une équipe dans le cadre d'une hié-
rarchie.

Poste à pourvoir rapidement à Paris.

Salaire attractif : 150 000 F.

Evolution possible.

Ecrire avec c.v., photo et prétentions sous n° 8 703 M
le Monde Publicité,
5, rue Montessuy, 75007 PARIS
qui transmettra.Une société internationale de premier plan
recherche pour le sud de la France

UN DIRECTEUR FINANCIER

De formation comptable et financière avec expérience professionnelle
acquise de préférence au sein d'une multinationale, le candidat retenu
devra maîtriser parfaitement le français et l'anglais.Etre membre de la CEE et pratiquer une troisième langue européenne
seraient des atouts supplémentaires.Adresser c.v. détaillé, lettre manuscrite, s/n° 8 704 M,
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, PARIS-7^e.CADRE
COMPTABLE

HF

PARIS

Groupe Financier de crédit, orienté vers les problèmes d'énergie, mais
pratiquant également le crédit bail mobilier et d'équipement, recherche le
cadre qui assurera les comptes de ces sociétés et aura la responsabilité de
ceux d'une vingtaine de sociétés diverses.30-35 ans environ, titulaire du DECS, "pointu" en comptabilité générale
et en fiscalité, vous avez quelques années de pratique en Cabinet
d'Expertise.Dépendant du Chef Comptable du Groupe, vous encadrerez 2 personnes
et aurez des relations fonctionnelles avec d'autres collaborateurs travaillant
sur des comptes de sociétés dont vous avez la responsabilité. Vous aurez
l'autorité que justifieront vos compétences.Ce poste est à pourvoir rapidement. Votre candidature (lettre manuscrite, CV,
prétentions et photo) sous référence 203 PA 089 M sera examinée par notre
Conseil Michel BARBEY qui vous documentera avant de vous recevoir.EMPLOI
centor 25, rue Henri Monnier
75009 PARIS

L'IMMOBILIER

appartements
ventes2^e arrdt

Près PALAIS-ROYAL

3 P., 80 m², VUE DÉGA-
GÉE, 5^e ét., sac, charme,
1 880 000 F., 45-24-63-33.13^e arrdtAVENUE D'ITALIE bel appt.,
conception originale, 8^e ét.,
tour avec piscine, Calma,
très agréable, entrée, living,
côté repos, cuisine équipée,
3 chambres, 2 salles de
bains, 2 w.c., porte blindée,
alarme, environ 120 m² +
4 loggias, cave et park.,
2 500 000 F., 45-95-79-21
de 8 h à 9 h 30.14^e arrdtRUE D'ALÉSA
studio 32 m², récent,
urgent, cause succession,
460 000 F.,
Tél. : 40-24-17-77.
CONSEIL HABITAT.

Province

MEGEVE/MONT-D'ARBOIS
près du trou n° 2 du golf
à vendreAPARTMENT
magnifique 2 pièces 50 m²
terrasse + jardin + garage
+ cave + parking + état.
Cuisine équipée.
Prix : 950 000 F.,
Tél. : (16) 50-65-93-08.BAIGNOLES-DE-L'ORNE
Particulier vd studio 25 m²
avec garage, tout confort.
Libre à la vente : 190 000 F.,
Tél. : (16) 31-40-10-16,
de 9 heures à 21 heures.locations
non meublées
offres

Région parisienne

CHAMPIGNY dans réan-
dence de standing, beau
3 p., 4^e étage, 2 575 F +
367 F charges, libre avec
cav. de toll., 1 185 F +
230 F chges, 47-06-54-87.M^{re} CHARENTON-ÉCOLES
de imm. ind. 3 p., 65 m²,
3^e étage, 4 450 F + 475 F
ch., 4 p., 78 m², 3^e ét.,
5 530 F + 580 F ch., prix
compte, POG 45-87-71-00.FRIERES
immeuble de standing,
beaux 3 pièces, 3 282 F +
chges et 2 900 F + chges,
43-37-95-67.locations
non meublées
demandes

Paris

EMBASSY SERVICE

8, avenue de Messine,
75008 Paris, recherche
APPT'S DE GRANDE
CLASSE, belles réceptions
avec minimum 3 chambres.
Tél. (1) 45-62-78-99.RECHERCHE
Paris (13^e, 18^e, 20^e)
appt. 3 p. (60 m²)
libre à la vente : 190 000 F.,
Tél. : (16) 31-40-10-16,
de 9 heures à 21 heures.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL - RC - RM
Constitutions de Sociétés,
Démarques et tous services.
Fermement téléphonique.

43-55-17-50.

DOMICILIATION 8^e

bureaux, ténex, téléphone

AGECO 42-94-95-28.

DOMICILIATION

DEPUIS 80 F/MOIS

PARIS 1^{re}, 8^e, 9^e, 12^e, 15^e,
INTER DOM 43-40-31-45.

viagers

FONCIAI 45-55-86-18

47, AVENUE BOSQUET, 7^e
Spécialiste 48 ans, exp.,
Ét. gratuite personnalisée.
Avant. fiscal. Rente indexée.

propriétés

A vendre en Corèze belle
maison, sur 5 200 m²,
restaurée 170 m² habitable,
3 chambres, salon avec une
grande cheminée, salle à
manger, cuisine, grande salle
d'activité avec mezzanine,
salle de bain.

Prix : 390 000 F

Tél. 55-98-10-36

COMPTABILITÉ ET CONTRÔLE DE GESTION
LA DIRECTION DES PROGRAMMES ET DES AFFAIRES
FINANCIÈRES recherche pour ses services situés à PARISComptables et
contrôleurs de gestionEcoles supérieures de
commerce, université 3^{ème} cycle
(sciences économiques),
IEP section ECO FI, DECS ou
niveau certificat supérieur de
révision comptable, débutants
ou ayant une première
expérience pour assurer au
sein d'une équipe et en
relation avec les DirectionsRégionales des fonctions de :
• comptabilité et gestion
financières.
• contrôle de gestion.
Merci d'adresser lettre, CV,
photo et prétentions, sous
réf. CG à Mme Chiaprot,
France Télécom, DPAF,
20, avenue de Ségur,
75700 Paris.FRANCE
TELECOM

UN AVENIR D'AVANCE

مكتبة الأصيل

Economie

SOMMAIRE

■ Les délits d'initiés continuent de provoquer des scandales à la Bourse de Tokyo. La nouvelle loi tendant à les réprimer n'apparaît pas comme une arme suffisante (lire ci-dessous).

■ Quatre personnes ont été arrêtées, dont deux en France, dans une affaire d'escroquerie boursière à la suite d'une enquête menée à Genève (lire ci-dessous).

■ Le gouvernement américain va engager 4 milliards de

dollars pour sauver de la faillite la première banque du Texas (lire page 22).

■ Le plan social pour les salariés âgés de la Normande constitue une innovation importante qui pourrait ouvrir la voie à de nouvelles pratiques (lire page 19).

Plusieurs escroqueries boursières au Japon, aux Etats-Unis et en Europe

Les scandales de la Bourse de Tokyo continuent d'éclabousser les milieux politiques

Une nouvelle affaire de délit d'initiés a provoqué l'émotion en fin de semaine dernière à la Bourse de Tokyo. Elle ravive le scandale de la société Recruit, dans lequel auraient trempé les plus hautes autorités politiques japonaises.

TOKYO
Correspondance

Secouée par une vague estivale de scandales, la place boursière de Tokyo a tendance à ressembler aux écuries d'Augias, et il apparaît douteux que les autorités de tutelle puissent s'en tenir encore longtemps à la tolérance dont elles ont fait preuve dans le passé à l'égard de comportements qui déconsidèrent le marché financier le plus important du monde.

Dans l'après-midi du 29 juillet, le Tokyo Stock Exchange (TSE) a dû suspendre la cotation de la quotité du titre Sankyo Seiki. L'annonce officielle du rapprochement de cette société avec Nippon Steel devant intervenir juste après la fermeture du marché.

Vendredi 29 juillet à l'ouverture, l'action de Sankyo Seiki, premier fabricant mondial de juke-box, s'était envolée, en gagnant 90 yens sur son cours de la veille, pour un volume de transactions six fois supérieur à la normale. Devant les soupçons de délit d'initiés avancés par le département de surveillance du TSE, le président de Sankyo Seiki a protesté de sa bonne foi en affirmant que toutes les précautions avaient été prises pour préserver le secret sur le rapprochement avec Nippon Steel.

Le plus important sidérurgiste mondial, engagé dans un vigoureux effort de diversification, est devenu le premier actionnaire de Sankyo Seiki. Celui-ci cherchait un actionnaire stable après avoir repoussé avec succès une tentative d'OPA (offre publique d'achat) insinuée par Minebea Co. Nippon Steel a repris la part de 18 % du capital que Minebea avait revendu, au printemps en reconnaissant son échec.

La réaction inhabituellement rapide des responsables du TSE témoigne, en tout cas, de leur souci de relever la réputation de la

Bourse de Tokyo et des maisons de titres nipponnes, sérieusement mises à mal par la multiplication des scandales.

Le problème est que, s'il y a eu effectivement délit d'initiés, ses auteurs ont de bonnes chances de demeurer impunis puisqu'une nouvelle législation plus stricte, votée par la Diète au printemps, ne sera appliquée qu'à partir du 1^{er} avril 1989.

Une loi insuffisante

L'onde de ce texte était d'ailleurs à peine stérile que l'affaire Recruit-Cosmos est venue en souligner les insuffisances. Si elle donne enfin une définition précise du délit d'initiés et des personnes susceptibles d'être poursuivies, la nouvelle loi n'a pas vocation à moraliser les méthodes douteuses d'introduction en Bourse couramment appliquées au Japon et parfaitement illustrées par le cas Recruit. Elle n'améliore pas non plus la surveillance légale du marché hors cote, concerné par l'affaire Recruit.

Président et fondateur de Recruit Ltd, une société de service, qui domine le marché des petites annonces professionnelles, Hirohisa Ezoe avait offert à soixante-seize personnes soigneusement sélectionnées pour leur influence dans la politique, les affaires ou la presse des actions de Recruit-Cosmos, une filiale immobilière non cotée en Bourse.

Payée 1 200 yens en 1984 par ces heureux bénéficiaires, l'action Recruit-Cosmos devait franchir allégrement la barre des 5 000 yens lors de son introduction en Bourse en octobre 1986. Profits énormes, qui plus est exonérés d'impôt, pour les « amis » de M. Ezoe.

Plus d'un mois après la découverte du pot aux roses par le quotidien *Asahi*, le ministère des finances (MOF) n'a toujours pas officiellement obtenu la liste des soixante-seize bénéficiaires, les sociétés hors cote n'étant pas tenues de révéler le nom de leurs actionnaires. On sait néanmoins qu'y figurent les secrétaires particuliers des principaux figures du Parti conservateur libéral-démocratique (PLD), y

compris le premier ministre, Noboru Takeshita, et le ministre des finances, Kiichi Miyawake.

Confronté aux défaillances de la législation, le bureau des transactions boursières du ministère est toujours à rechercher les moyens légaux de faire engager des poursuites contre les responsables de Recruit-Cosmos ou les bénéficiaires de l'opération.

La Cour suprême, dans un jugement tout récent sur une affaire similaire remontant à 1972, vient pourtant de lui souffler une partie de la réponse. Elle a confirmé définitivement un jugement qualifiant de corruption le fait d'avoir acquis au cours du marché hors cote des actions de la société Shokusan Jutaku Sogo juste avant son introduction en Bourse. On peut toutefois douter que la loi soit bien la même pour les fonctionnaires du MOF et du TSE mis en cause dans cette vieille affaire et pour les politiciens compromis dans le scandale Recruit.

Routine

En effet, « cela n'a rien d'habituel, c'est une chose que non seulement Recruit mais toutes les autres sociétés font lorsqu'elles sont introduites en Bourse », a déclaré avec sa franchise coutumière Michio Watanabe, un autre des principaux dirigeants du PLD ayant bénéficié des faveurs de M. Ezoe.

Routine en effet que la manipulation à la hausse des cours des actions nouvellement cotées, ainsi que le financement par le Kabuto-Cho (Bourse de Tokyo) des énormes dépenses des hommes politiques nippons. Il reste à savoir si ces pratiques de « république bananière » sont encore compatibles avec le statut d'une place financière qui représente plus de 40 % de la capitalisation de tous les marchés de la planète.

« Quant on arrive au point où l'on dit que le marché est pourri, il est d'autant plus important de poursuivre en permanence notre effort de nettoyage », reconnaît Hideo Sakamaki, chargé de la réorganisation interne de Nomura Securities, la première maison de courtage japonaise.

Nomura a décidé, début juillet, de couper en deux son département

clientèle « entreprises », en créant une « muraille de Chine » entre le personnel qui s'occupe du financement des entreprises clientes (émissions d'actions ou d'obligations) et celui qui effectue les transactions boursières quotidiennes sur les actions de ces mêmes sociétés. Cette précaution élémentaire pour éviter les délits d'initiés est une innovation au Japon, et elle a d'ailleurs provoqué une sorte de séisme psychologique dans la profession.

La fin d'un monde

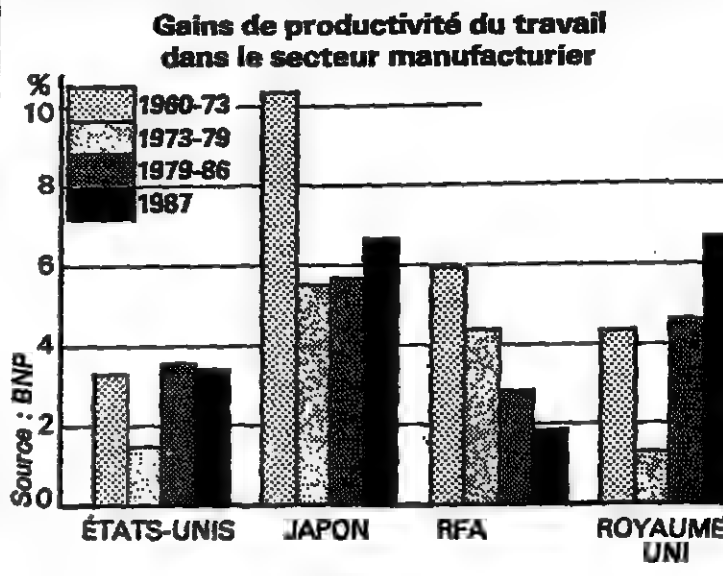
Les autres maisons de courtage de la place devront *volens nolens* suivre le leader, et pour les courtiers japonais, si du moins ladite « muraille » se révèle bien étanche, c'est véritablement la fin d'un monde. Nikko Securities, une autre des « quatre grandes » qui domine la place de Tokyo, a décidé d'interdire purement et simplement aux membres de son conseil d'administration de jouer en Bourse pour leur propre compte.

Cette crise de puritanisme est rien moins que spontanée. Selon le responsable d'une maison de titres étrangère membre du Tokyo Stock Exchange, les professionnels sont actuellement bombardés de « directives administratives » émanant du MOF et qui leur demandent peu ou prou de faire la police au sein de leur personnel et de leur clientèle. Le ministère, qui n'a pas la liberté de mouvement d'une organisation indépendante comme la Securities and Exchange Commission américaine, ne dispose en outre ni des instruments légaux ni des moyens humains pour assainir le marché de Tokyo. Or l'internationalisation et la globalisation des marchés financiers ne peuvent plus s'accommoder de pratiques qui inquiètent les investisseurs ou les courtiers étrangers, bien moins « initiés » que les autochtones. « A l'extérieur, le TSE a été critiqué pour être extrêmement volatil, spéculatif et, un mot que je n'aime pas, manipulé », résume un responsable de Nomura. Sur les deux premiers points, le jugement des « gagnants » (littéralement : les gens du dehors) est contestable. Mais comment leur donner tort sur le troisième ?

BERNARD HAMP.

Performance britannique en productivité

Les gains de productivité du travail ont été plus forts en Grande-Bretagne, sur la période récente, que chez les principaux partenaires, Japon excepté, comme le montre le graphique. Cependant, la hausse de la productivité manufacturière est aussi liée à un recul de l'emploi plus marqué que dans les autres pays d'Europe de 1982 à 1986. En 1987, en revanche, la production manufacturière contribue davantage à la progression de la productivité.



REPÈRES

Assurance-maladie

Nouvelle progression des dépenses

L'augmentation des dépenses d'assurance-maladie est restée élevée à la fin juin, selon les statistiques que vient de publier la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés : + 4,5 % en rythme annuel (+ 2,3 % à prix constants) contre + 3,8 % à la fin mai. En moyenne annuelle, les soins de santé progressent de + 4,9 % (contre + 4,3 % fin mai) et les honoraires privés de + 8,9 % (+ 8 % à fin mai). Le taux de croissance annuelle des remboursements d'honoraires médicaux s'établit à + 10,3 % (+ 8,4 % fin mai).

Comme le mois précédent, cette augmentation résulte d'une hausse des jours ouvrés et des révalorisations tarifaires intervenues en mars. La progression observée concerne l'ensemble des postes : + 0,5 point pour les consultations, + 1,2 point pour les visites, + 1 point pour les actes de radiologie. L'activité des spécialistes continue d'évoluer à un rythme soutenu (+ 5,9 %) mais moins élevé qu'en mai (+ 8,6 %). Les versements aux hôpitaux poursuivent leur progression : + 4,7 % contre + 4,4 % fin mai, dont + 4,6 % (contre + 4,4 %) pour les établissements du secteur public et + 5,1 % (+ 4,5 %) pour les établissements du secteur privé.

Hausses d'août

Electricité + 2,5 % Transports parisiens + 5,5 %

Les tarifs d'EDF augmentent de 2,5 %, lundi 1^{er} août, aussi bien pour les ménages que pour les industriels, comme l'a annoncé à la fin juin le gouvernement. Le prix du gaz avait augmenté d'autant le 1^{er} juillet.

Exportations

La RFA à nouveau numéro un en 1987

En 1987 comme en 1986, la République fédérale d'Allemagne a été le principal exportateur mondial, ses ventes à l'étranger s'élevant à 294 milliards de dollars. Vient ensuite les États-Unis (avec 250 milliards) et le Japon (231 milliards). Pour les importations, les États-Unis restent le numéro un mondial avec des achats de 424 milliards de dollars. Ils sont ensuite suivis par la RFA (228 milliards), la France (158 milliards), le Royaume-Uni (154 milliards) et le Japon (151 milliards).

Le Fonds monétaire international, qui a publié ses données samedi 30 juillet à Washington, fait également remarquer que les échanges commerciaux à l'intérieur de la Communauté européenne se sont accrus à un taux restant plus élevé en 1986 et 1987 que les échanges dans l'ensemble des pays industrialisés. — (AFP.)

Echanges

Les excédents du Japon continuent de se réduire.

L'excédent commercial du Japon est revenu, en juin 1988, à 7,38 milliards de dollars contre 8,04 milliards en mai, les importations augmentant de 35 %, essentiellement dans le secteur des matières premières (pétrole brut et métaux non ferreux) et les exportations progressant de 16,2 %. L'excédent de la balance des paiements courants (qui inclut les services) est passé de 7,5 milliards de dollars en juin 1987 à 6,43 milliards de dollars en juin 1988.

AFFAIRES

Dior deviendra le holding de M. Arnault dans le luxe

Il se confirme, de bonne source, que M. Bernard Arnault, PDG de la Financière Agache, va créer une part importante de sa filiale Christian Dior dont il possède actuellement 100 % des titres (*Le Monde* du 31 juillet et 1^{er} août). Cette part octroyée devrait être 35 % à 45 %, du capital pour environ 3 milliards de francs. Elle devrait être reprise par investisseurs et l'on évoque à ce sujet les noms du Crédit lyonnais et de Worms et Cie. Les actions détenues par Financière Agache dans LVMH Moët-Hennessy-Louis Vuitton seront apportées à Dior qui deviendra le holding du groupe dans le luxe.

Au conseil de surveillance de LVMH qui devrait prendre place en septembre prochain, on note l'arrivée des représentants de M. Arnault : MM. Jean-Marie Léveque, PDG du Crédit lyonnais, Jean Arnault, le père de Bernard, Antoine Bernheim (banque Lazard) et Nicolas Clivey-Worms, président de la compagnie Worms.

MER

M. Mellick annonce la création d'une « mission de réflexion » sur l'avenir de la marine marchande

LILLE
de notre correspondant

M. Jacques Mellick, ministre délégué à la mer, a consacré sa première visite officielle à Boulogne-sur-Mer, pour le député et maire (PS), M. Guy Longagne, est l'un de ses prédécesseurs à la place Fontenoy. M. Mellick a pris contact avec toutes les organisations syndicales et professionnelles de la mer, dans un climat empreint à l'évidence, de part et d'autre, d'un souci de compréhension. A la chambre de commerce, il a rencontré le monde patronal et les responsables du port.

Cette visite, bien que marquée d'une forte tonalité régionale, notamment par un plaidoyer ardent de M. Longagne pour le premier port de pêche de France, avant Lorient, n'a pas escamoté les autres problèmes : « La modernisation du secteur de la pêche », a dit M. Mellick, ne peut se concevoir dans l'anarchie. Le développement de la pêche doit être adapté aux ressources des eaux communautaires.

Quant aux difficultés de la marine marchande, le ministre affirme que « rien ne permet d'en prévoir une issue proche. Je vais, et j'ai ajouté, demander au premier ministre de mandater un parlementaire qui serait secondé par un professionnel de haut niveau pour mener, pendant six mois, une mis-

sion de réflexion sur le devenir de la flotte nationale de commerce. »

A propos du développement des pavillons « économiques », il a déclaré : « L'immatriculation sous pavillon français aux îles Kerguelen est autorisée pour certains types de navires depuis peu. Des demandes nouvelles me sont adressées régulièrement. Je ne désire pas que des évolutions irréversibles se produisent tant que toutes les parties n'auront pas été entendues. Je suis décidé à ne prendre aucune mesure de nature à déséquilibrer la situation actuelle, tant que des propositions de solution n'auront pas été examinées par M. Jacques Rouiller, chargé de mission à mon cabinet, qui devra mener cette tâche à bien dans les prochaines semaines. »

Un autre thème — très politique — a été abordé, celui de la concurrence ou de la complémentarité des ports proches de Boulogne, Calais et Dunkerque. Leur rivalité peut avoir des conséquences très néfastes. « Il s'agit d'harmoniser une façade maritime disposant de trois ports ayant chacun une spécialité », a affirmé M. Mellick, qui a annoncé la création prochaine d'une commission permanente composée non pas d'élus ou de représentants des organismes consulaires, mais de professionnels hautement qualifiés. En attendant une éventuelle fusion...

GEORGES SUEUR.

Clients naïfs en Europe

Un réseau d'escrocs internationaux spécialisés dans la vente de « titres fantômes » a été démantelé la semaine dernière par les polices suisses, allemandes et françaises, à la suite d'enquêtes lancées dans ces trois pays. Elles ont déjà abouti à l'arrestation de six personnes. A Paris, le juge d'instruction, Mme Claude Nougat a écroué trois d'entre elles pour escroquerie, infractions à la législation sur l'émission de valeurs mobilières sur l'appel public à l'épargne et sur le démarchage. Il s'agit d'un Britannique, M. Carl Davies, quarante-six ans, d'un Canadien, Garry-William Read, quarante-cinq ans, et de M. Jazeen Aziz Mooja, vingt-quatre ans né en Inde. En Suisse, le juge M. Laurent Kasper-Ansermet a inculpé deux autres personnes tandis qu'en Allemagne la police arrêtait deux autres responsables.

Ces escrocs auraient empoché au minimum entre 80 et 150 millions de dollars (500 millions et 1 milliard de francs) en faisant acheter par correspondance à des particuliers des titres qui ne leur étaient jamais livrés. Le principe était simple. Ils repéraient sur le marché hors cote de New-York (appelé *over the counter* ou encore OTC) des noms de valeurs dont ils allaient ensuite vanter les mérites dans des lettres d'informations financières gratuites envoyées à une clientèle bien ciblée. Dans ces publications d'apparence très

sérieuse, les investigateurs recommandaient alors l'achat de ces actions aux performances, dissimulées, supérieures à la moyenne. Ils en présentaient les derniers bons scores. Les clients alors séduits ne pouvaient vérifier la véracité des faits, car l'OTC est un marché difficilement contrôlable, où les cotations ne sont pas régulières et surtout rarement publiées dans leur intégralité dans la presse.

Les clients naïfs acceptaient d'acheter alors ces valeurs mais ne les recevaient bien entendu jamais. Quelque temps plus tard, ils étaient à nouveau contactés par les démarcheurs qui leur proposaient d'investir les gains réalisés, grâce à l'envoie des cours, sur une autre action. Seul petit problème : les titres de la nouvelle société, encore moins connus, étaient un peu plus chers. Il fallait donc ajouter au complément... Le système pouvait continuer longtemps.

Les fonds ainsi drainés dans toute l'Europe allaient, semble-t-il, sur un compte bancaire à Gibraltar. Compte tenu de la complexité de l'affaire et de ses ramifications internationales, et du nombre important de plaintes, l'enquête devrait durer très longtemps. Les titres de la nouvelle société, encore moins connus, étaient un peu plus chers. Il fallait donc ajouter au complément... Le système pouvait continuer longtemps.

La fiction devenue réalité

Quand la réalité rejoint la fiction : l'enquête menée actuellement par les autorités boursières américaines sur les activités d'une demi-douzaine de courtiers, soupçonnés d'avoir pratiqué un « délit d'initiés » évoque le scénario du film *Wall Street*.

Les enquêteurs soupçonnent, en effet, les employés d'au moins six firmes de courtage parmi les plus connues (Merrill Lynch, Shearson Lehman Hutton, Prudential Bache, etc.) d'avoir joué à la Bourse en utilisant les informations boursières de l'hebdomadaire *Business Week* avant sa parution.

Un collègue de Merrill Lynch, M. William Dillon, récemment licencié, aurait été à l'origine des fuites, grâce aux relations qu'il entretenait avec les employés de l'imprimerie qui fabrique *Business Week*, lesquels lui fournissaient un exemplaire du journal avant sa mise en vente. Les autres courtiers soupçonnés de délit auraient été pour la plupart en relation avec M. Dillon, bien que l'existence d'un réseau organisé de fraude n'ait pu encore être prouvée.

La fraude aurait pris fin en 1987 lorsque les responsables de l'hebdomadaire se sont aperçus de l'intense activité de négociation liée à la publication de la rubrique spécialisée *Inside Wall Street*. A l'époque, la direction du journal n'avait pas informé les autorités mais pris des mesures pour limiter l'accès aux informations contenues dans cette rubrique.

CONSTRUCTION NAVALE

Un plan social pour les salariés âgés

La solution NORMED inaugure une nouvelle méthode

Dans un entretien accordé à la Tribune de l'Expansion du 1^{er} août, M. Jacques Chérèque, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions, déclare à propos des chantiers navals de NORMED : « A La Ciotat et à La Seyne, il n'y a plus de justification économique pour fabriquer des bateaux. Il faut avoir le courage à un certain moment de dire : « Vous pouvez avoir un superbe outil et pas de commandes... C'est le drame de toutes grandes mutations industrielles. »

Jugeant l'action de son prédécesseur, M. Alain Madelin, le ministre estime que « M. Madelin nous a laissé un dossier en très mauvais état. En 1986, on ne lui a pas laissé une sécherie dans cette situation. Il a pris malheur ».

Le plan social pour les salariés de la NORMED âgés de cinquante à cinquante-trois ans a été mis au point par MM. Jean-Pierre Soisson et Jacques Chérèque, respectivement ministre du travail et de l'emploi et ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions (le Monde du 30 juillet). Il constitue une innovation importante dans la manière de traiter une difficulté sociale et pourrait ouvrir la voie à une nouvelle pratique.

Depuis plusieurs mois, ces salariés « âgés » demandaient à bénéficier de mesures particulières pour le cas où ils ne retrouveraient pas d'emploi. Ils voulaient se voir garantir des ressources suffisantes jusqu'à l'âge de la retraite. Sous le précédent gouvernement, un dispositif avait été élaboré avec l'appui du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur et des conseils généraux du Var et des Bouches-du-Rhône pour les sites de La Seyne et de La Ciotat. Celui-ci prévoyait l'alternance de périodes de formation en stages et d'indemnisation du chômage, mais ne rassurait pas les personnes concernées qui doutaient de sa pérennité.

En reprenant le dossier, MM. Soisson et Chérèque ont imaginé une solution qui engagerait l'Etat, les collectivités territoriales, l'UNEDIC et les salariés eux-mêmes. Les licenciés de cinquante à cinquante-trois ans pourront bénéficier d'un congé de conversion et recevoir 65 % de leur salaire brut antérieur. Avec les stages, ils pourront se préparer à une activité professionnelle et tenter de retrouver un emploi. Si tel n'était pas le cas, ils pourraient avoir leur congé de conversion prolongé « jusqu'à l'âge où le régime d'assurance-chômage assure une indemnisation jusqu'à l'âge de la retraite », précise un communiqué.

rensement - il n'a pas été le seul dans l'histoire de l'industrie - des décisions de court terme (1). »

Evoquant la prime de 200 000 F qui a été accordée aux salariés de NORMED qui partaient, M. Chérèque estime : « Il ne suffit pas d'acheter le silence des salariés licenciés, il faut préparer leur avenir. Aujourd'hui, ils repassent par l'ANPE et ils ont perdu toute confiance dans les systèmes de conversion. C'est le repoussoir. »

Enfin, M. Chérèque déclare que son prochain « gros dossier » au titre de la reconversion sera celui de l'industrie ferroviaire dans la région de Valenciennes.

Ce plan a été soumis à l'approbation des salariés concernés, qui ont voté favorablement le 28 juillet. Il pourrait être appliqué dans les mêmes conditions pour le site de Dunkerque et profiterait alors à cinq cents personnes. C'est la première fois que de tels partenaires sont ainsi associés au règlement d'un dossier. On peut imaginer que la méthode sera reprise, MM. Soisson et Chérèque souhaitant adjoindre les instances locales et régionales à leur action.

A. L.

(1) En juillet 1986, quelques semaines après avoir pris ses fonctions, M. Madelin avait déclaré que « le précédent gouvernement [socialiste] lui avait légué, à propos des chantiers navals NORMED, une véritable bombe à retardement ».

TRANSPORTS

L'accident de l'Airbus A-320

L'équipage maintient qu'il croyait voler à l'altitude prévue

Interrogé par l'AFP après sa suspension par le ministre des transports, M. Michel Asseline, commandant de bord de l'Airbus A-320 d'Air France, dont la chute a fait, le 26 juin, trois morts à Habsheim (Haut-Rhin), a refusé de commenter le rapport de la commission d'enquête sur l'accident et déclaré qu'il entendait « rester digne face aux attaques de la presse ». M. Asseline a réaffirmé que son copilote, M. Pierre Mazères, et lui-même étaient « intimement convaincus de voler à 100 pieds (33 mètres) au-dessus du terrain d'Habsheim et non à 30 pieds

(10 mètres) », c'est-à-dire plus bas que la forêt de chênes dans laquelle s'est écrasé l'avion.

La défense de l'équipage semble s'articuler autour de l'argumentation suivante : ils ont regardé l'altimètre barométrique et celui-ci indiquait l'altitude de 100 pieds prévue par leur plan de vol. Les enquêteurs s'étant étonnés qu'ils n'aient pas entendu la voix synthétique de la radio-sonde leur indiquant à plusieurs reprises en anglais « thirty » (c'est-à-dire 30 pieds), les deux pilotes ont répondu qu'ils avaient leur casque radio sur la tête et que celui-ci avait occulté le message.

Cette tactique semble inspirée par le vieux principe « n'ouvrez jamais », car si on peut à la rigueur croire que, dans un instant de distraction, deux commandants de bord chevronnés ont pu consulter un altimètre barométrique imprécis à basse altitude et non le radio-altimètre sur lequel est branchée la voix synthétique, d'autres éléments laissent à penser que l'équipage savait qu'il était descendu en dessous de l'altitude autorisée. Tout d'abord, ils avaient débranché tous les automatismes qui auraient pu les empêcher de se rapprocher aussi près du sol. Ensuite, le copilote a annoncé au commandant avant d'arriver au-dessus du terrain d'Habsheim « tu arrives à 100 pieds », juste avant que la voix synthétique n'annonce cette altitude, ce qui veut dire qu'il consultait à ce moment-là un altimètre fonctionnant normalement. Enfin, il serait étonnant que l'équipage n'ait pas entendu la voix synthétique indiquant l'altitude de 10 mètres alors qu'il percevait les voix des deux passagers qui se trouvaient assises derrière eux dans le cockpit (1).

ALAIN FAUJAS.

(1) L'Airbus A-320 ne transportait pas seulement, comme l'avait annoncé le décompte officiel, cent trente passagers et six membres d'équipage. Quatre « clandestins » avaient embarqué en raison de leurs relations avec l'équipage.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



+ 21 % POUR LE BÉNÉFICE PAR ACTION AU DEUXIÈME TRIMESTRE 1988

Résultats du deuxième trimestre			
	1988	1987	Variations 88/87
Total des ventes MS (1)	4 137	3 655	+ 13 %
Chiffre d'affaires MS	1 426	1 246	+ 14 %
Bénéfice net MS	177	149	+ 19 %
Bénéfice net par action \$	0,94	0,78	+ 21 %

(1) Ventes réalisées par les restaurants compagnie, franchisés et affiliés. Pour les six premiers mois de l'année, McDonald's a enregistré un chiffre d'affaires de 2 654 millions de dollars et un bénéfice net de 303 millions de dollars, soit respectivement une augmentation de 15 % et 19 % par rapport au premier semestre 1987.

Ces bonnes performances ont été obtenues grâce à notre stratégie de croissance. 1988 sera pour McDonald's une excellente année, a souligné le président, M. Fred Turner.

En France, depuis le 23 juin 1988, le titre McDonald's est traité par quotité de 50 actions sur le marché à règlement mensuel.

McDonald's continue de surveiller les conséquences que pourrait avoir sur ses résultats la sécheresse qui sévit actuellement aux Etats-Unis.

Cette incidence devrait être limitée du fait que plus de 30 % des restaurants, gérés par la compagnie, sont implantés en dehors des Etats-Unis, que 75 % des restaurants aux Etats-Unis sont franchisés et que la part des produits alimentaires dans l'ensemble des coûts a diminué au premier semestre par rapport à 1987.

Le président Fred L. Turner a rappelé : « La stratégie de croissance de McDonald's est centrée sur trois objectifs majeurs : augmenter le nombre de restaurants, optimiser les ventes, améliorer la rentabilité des opérations internationales » et a souligné : « McDonald's est aujourd'hui bien positionné pour réaliser ces objectifs et nous prévoyons que 1988 sera encore une année de croissance. »

A la Bourse de Paris, le titre McDonald's est passé, depuis le 23 juin, au Règlement mensuel et y est traité par quotité de cinquante actions.

Sécuricic

La Sicav de rémérés

Actif net au 18.07.1988 : F 5.681.731.397

Valeur liquidative au 18.07.1988 : F 11.631,38

Performance du 31.12.1987 au 18.07.1988 : + 3,79 %

Dividende 1987/1988 : F 795,78 + F 1,53 d'avoir fiscal mis en paiement le 21 juillet 1988

Division des actions par deux le 26 septembre 1988

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav et FCP sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.



Le Président Michel Tassart a déclaré :

« Sécuricic, la Sicav de rémérés, a tenu sa promesse de sécurité au plus fort de la tourmente d'octobre 1987. »

Devenue valeur-refuge des épargnants, elle a en effet pu maintenir ses performances précédentes et offrir, sur l'exercice, un rendement très proche du taux du marché monétaire. »

(A.G.O. et A.G.E. du 21 juillet 1988)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CHIFFRE D'AFFAIRES du 1er semestre 1988

(en millions de FF)	1er semestre 1988	1er semestre 1987		Variation en %	
		réalisé	à structure comparable	sur C.A. réalisé	à structure comparable
Santé Humaine	3 674	3 589	3 563	+ 7,9 %	+ 9,0 %
Bio-industries	2 753	2 348	2 533	+ 17,2 %	+ 8,7 %
Parfums-Produits de beauté	511	430	517	+ 18,8 %	+ 1,2 %
TOTAL	7 138	6 367	6 603	+ 12,1 %	+ 8,1 %

Au cours du deuxième trimestre, le chiffre d'affaires du groupe a continué d'évoluer selon les tendances déjà observées en début d'année : progression satisfaisante en Santé humaine, due en particulier à l'activité pharmaceutique (+ 9 %), reprise de la croissance des ventes du secteur Bio-industries à travers les activités Adilif et Arômes (+ 5 %) et Cinquième Quartier (+ 18 %).

Les ventes du secteur Parfums-Produits de beauté sont, à structure comparable, du même ordre de grandeur que celles de l'an dernier tandis que le chiffre d'affaires d'Yves Rocher (non consolidé) a atteint 2 060 millions de francs et progressé de 8 %.



ARJOMARI-PRIOUX

et SAINT LOUIS

agissant conjointement présentent une

OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT

avec option subsidiaire d'échange

des actions de



GUERIMAND-VOIRON

Les modalités de l'offre sont :

500 F par action GUERIMAND-VOIRON apportée à l'offre publique d'achat ;

ou, pour les actionnaires demandant l'échange, 4,6 actions GUERIMAND-VOIRON pour 1 action ARJOMARI-PRIOUX (23 pour 5) jouissance du 1^{er} janvier 1988.

Cette offre porte sur la totalité du capital de GUERIMAND-VOIRON à la condition qu'au moins 50,11 % du capital soit présenté. Toutefois, ARJOMARI-PRIOUX et SAINT LOUIS se réservent la possibilité de maintenir leur offre en-dessous de ce pourcentage.

La faculté d'échange est présentée sous la condition suspensive de l'acceptation par l'Assemblée Générale Extraordinaire d'ARJOMARI-PRIOUX des résolutions portant sur la création d'actions nouvelles.

Les conseils d'administrations des trois sociétés ont approuvé cette opération à l'unanimité. Les administrateurs de GUERIMAND-VOIRON ont déclaré, en ce qui les concerne, qu'à titre personnel, ils apporteraient leurs propres titres à cette offre publique.

L'opération est présentée par la Banque Demachy et Associés et la Banque Nationale de Paris.

Avis de la Société des Bourses Françaises n° 88/1527 du 8 juillet 1988.

Une notice OCB qui a obtenu le visa 88/248 en date du 11 juillet 88 est tenue gratuitement à la disposition du public chez les intermédiaires financiers et aux sièges sociaux des sociétés initiatrices :

Saint Louis 23-25, avenue Franklin-D.-Roosevelt, 75008 Paris
Arjomari-Prioux 3, rue du Pont de Lock, 75006 Paris

Attention
Cette offre publique d'achat est valable jusqu'au 11 août 1988.
Donnez vos instructions dès à présent à votre Banque ou intermédiaire financier.

Crédit du Nord



Votre portefeuille SICAV au 30 juin

	Orientation	Actif net en millions de F	Valeur Acquise en F	Coupon couru net en F	Dernier dividende global mis en paiement en F	Date de paiement	Performance sur 6 ans ou depuis création
PRIORE PLACEMENT	Placements à court terme en obligations françaises	628,8	59 722,04	2 504,42	5 739,77	15.04.88	+ 12,2 % / an
PRIORE VALORISATION	Portefeuille d'obligations françaises privilégiant les plus-values	494,2	13 251,88	450,91	611,96	08.04.88	+ 10,6 % / an
OBILIGATIONS CONVERTIBLES	Obligations convertibles françaises et étrangères	575,5	390,65	16,84	17,22	28.12.87	+ 11,4 % / an
OPTIMAX	Portefeuille de valeurs françaises permettant de bénéficier des mouvements Monney, CEA et PER	3 074,3	180,78	10,47	7,91	12.04.88	+ 19,3 % / an
SÉLECTION CROISSANCE	Portefeuille diversifié de valeurs françaises et étrangères	691,9	484,58	7,62	15,24	18.03.88	+ 12,1 % / an
AMERICA VALOR	Valeurs nord-américaines	185,2	643,63	52,32	35,76	29.04.88	+ 2,7 % / an

Les Sicav du Groupe Crédit du Nord informent leurs actionnaires et le public que les documents trimestriels au 30.06.1988 seront mis à leur disposition dès le 11 août 1988, au siège des sociétés et guichets des banques habilitées à recevoir les souscriptions et les rachats.

BOURSE DU 29 JUILLET

**Cours relevés
à 17 h 31**

Comptant (admission)

SICAV (admission)

29/7

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emision Fraie incl.	Rachet net	VALEURS	Emision Fraie incl.	Rachet net	VALEURS	Emision Fraie incl.	Rachet net
Obligations																				
Exp. 8,50 % 77	127 80	1 108	Canal	119 50	115	Loire Valaton	500	520	Tanor-Anglais	132	130	A.A.A.	530 23	809 98	Francis Nigros	593 54	584 80	Panama Rente	1719 44	1895 73
8,50 % 78/83	103 40	0 403	Canal (Bil.)	975		Lyonne Bil.	1885		Tanor Bil.	1885		Actif	210 12	204 50	Francis-Anglais	27 46	27 46	Panama	965 28	965 33
10,80 % 78/84	106 85	0 738	Canal (Bil.)	145 10		Loire Bil.	1325	1310	Tanor Bil.	1325	1310	Actif	410 13	415 05	Francis-Europe	27 11	27 46	Panama	248 15	247 91
13,20 % 80/80	106 80	2 008	C.I.C. Financ.	185	183 80	Machine Ind.	113 50	113 50	U.A.P.	232 30	232 30	Actif	515 17	515 17	Francis-Ind.	31 50	31 50	Panama	878 08	878 08
12,50 % 81/88	102 80	7 428	C.I. Minérale	680	682	Megant Bil.	130	130	U.A.P.	1538	1538	Actif	630 11	630 11	Francis-Ind.	34 48	34 48	Panama	7185 48	7185 48
10,20 % 82/88	111 25	9 808	Chemin	2220	2220	Megant Bil.	126	126	U.A.P.	1800	1800	Actif	1051 10	1051 10	Francis-Ind.	34 48	34 48	Panama	54923 22	54923 22
15 95 juil 82	113 84	2 236	Canal Bil.	718	717	Manon Bil.	328	328	U.A.P.	1062	1062	Actif	347 08	347 08	Francis-Ind.	26 45	26 45	Panama	5314 57	5314 57
14,80 % dic. 83	114 54	0 383	Canal Bil.	318	317	Megant Bil.	410	410	U.A.P.	1176	1176	Actif	26 45	26 45	Francis-Ind.	430 03	430 03	Panama	189 94	189 94
13,90 % dic. 83	119 26	0 728	Canal Bil.	320	311 10	Canal Bil.	252	252	U.A.P.	143	143	Actif	430 03	430 03	Francis-Ind.	109 48	109 48	Panama	1004 49	1004 49
12,20 % oct. 84	112 95	0 887	Canal Bil.	437	430	Canal Bil.	304 20	316 50	U.A.P.	158	158	Actif	109 48	109 48	Francis-Ind.	40 08	40 08	Panama	5062 15	5062 15
11,5 % jan. 85	111 83	4 809	Canal Bil.	467	458	Canal Bil.	1045 72	1045 72	U.A.P.	167	167	Actif	109 48	109 48	Francis-Ind.	40 08	40 08	Panama	1004 49	1004 49
10,5 % oct. 85	102 50	9 838	Canal Bil.	521	542	Canal Bil.	1045 72	1045 72	U.A.P.	167	167	Actif	109 48	109 48	Francis-Ind.	40 08	40 08	Panama	1004 49	1004 49
DAT 12,25 % 85	102 50	1 703	Canal Bil.	547	542	Canal Bil.	1045 72	1045 72	U.A.P.	167	167	Actif	109 48	109 48	Francis-Ind.	40 08	40 08	Panama	1004 49	1004 49
DAT 8,80 % 1986	107 40	6 221	Canal Bil.	521	542	Canal Bil.	1045 72	1045 72	U.A.P.	167	167	Actif	109 48	109 48	Francis-Ind.	40 08	40 08	Panama	1004 49	1004 49
DAT 8,80 % 1987	104 10	4 873	Canal Bil.	521	542	Canal Bil.	1045 72	1045 72	U.A.P.	167	167	Actif	109 48	109 48	Francis-Ind.	40 08	40 08	Panama	1004 49	1004 49
C.F. France 3 %	149 50		Canal Bil.	521	542	Canal Bil.	1045 72	1045 72	U.A.P.	167	167	Actif	109 48	109 48	Francis-Ind.	40 08	40 08	Panama	1004 49	1004 49
CHB Bepan jan. 82	102 15	0 733	Canal Bil.	521	542	Canal Bil.	1045 72	1045 72	U.A.P.	167	167	Actif	109 48	109 48	Francis-Ind.	40 08	40 08	Panama	1004 49	1004 49
CHB Bepan	103 28	0 733	Canal Bil.	521	542	Canal Bil.	1045 72	1045 72	U.A.P.	167	167	Actif	109 48	109 48	Francis-Ind.	40 08	40 08	Panama	1004 49	1004 49
CHB Suez	103 28	0 733	Canal Bil.	521	542	Canal Bil.	1045 72	1045 72	U.A.P.	167	167	Actif	109 48	109 48	Francis-Ind.	40 08	40 08	Panama	1004 49	1004 49
CHM 11.20% 85	110 08	0 830	Canal Bil.	521	542	Canal Bil.	1045 72	1045 72	U.A.P.	167	167	Actif	109 48	109 48	Francis-Ind.	40 08	40 08	Panama	1004 49	1004 49
CHF 10,20% 85	102 80	4 863	Canal Bil.	521	542	Canal Bil.	1045 72	1045 72	U.A.P.	167	167	Actif	109 48	109 48	Francis-Ind.	40 08	40 08	Panama	1004 49	1004 49
CHF 11,20% 85	109 20	1 818	Canal Bil.	521	542	Canal Bil.	1045 72	1045 72	U.A.P.	167	167	Actif	109 48	109 48	Francis-Ind.	40 08	40 08	Panama	1004 49	1004 49
DAT 5% 86	99 10	2 850	Canal Bil.	521	542	Canal Bil.	1045 72	1045 72	U.A.P.	167	167	Actif	109 48	109 48	Francis-Ind.	40 08	40 08	Panama	1004 49	1004 49
CHF 10,20% 85	106 28	9 709	Canal Bil.	521	542	Canal Bil.	1045 72	1045 72	U.A.P.	167	167	Actif	109 48	109 48	Francis-Ind.	40 08	40 08	Panama	1004 49	1004 49
CANCA 7% 88	1180		Canal Bil.	521	542	Canal Bil.	1045 72	1045 72	U.A.P.	167	167	Actif	109 48	109 48	Francis-Ind.	40 08	40 08	Panama	1004 49	1004 49
Desert Air. Cote d'Iv.	2129	211	Canal Bil.	521	542	Canal Bil.	1045 72	1045 72	U.A.P.	167	167	Actif	109 48	109 48	Francis-Ind.	40 08	40 08	Panama	1004 49	1004 49
Midwest Int. 8% 87	80 50	8 070	Canal Bil.	521	542	Canal Bil.	1045 72	1045 72	U.A.P.	167	167	Actif	109 48	109 48	Francis-Ind.	40 08	40 08	Panama	1004 49	1004 49
VALEURS																				
Actions																				
Agache (St. Fin.)	2189	2189	France (L.)	676	680	Loire Bil.	1325	1310	U.A.P.	232 30	232 30	Actif	515 17	515 17	Francis-Ind.	31 50	31 50	Panama	878 08	878 08
A.G.F. (St. Gen.)		222	France (L.)	676	680	Loire Bil.	1325	1310	U.A.P.	232 30	232 30	Actif	515 17	515 17	Francis-Ind.	31 50	31 50	Panama	878 08	878 08
A.G.F. Hydr.		310	France (L.)	676	680	Loire Bil.	1325	1310	U.A.P.	232 30	232 30	Actif	515 17	515 17	Francis-Ind.	31 50	31 50	Panama	878 08	878 08
Agache	210	210	France (L.)	676	680	Loire Bil.	1325	1310	U.A.P.	232 30	232 30	Actif	515 17	515 17	Francis-Ind.	31 50	31 50	Panama	878 08	878 08
Agache	210	210	France (L.)	676	680	Loire Bil.	1325	1310	U.A.P.	232 30	232 30	Actif	515 17	515 17	Francis-Ind.	31 50	31 50	Panama	878 08	878 08
Agache	210	210	France (L.)	676	680	Loire Bil.	1325	1310	U.A.P.	232 30	232 30	Actif	515 17	515 17	Francis-Ind.	31 50	31 50	Panama	878 08	878 08
Agache	210	210	France (L.)	676	680	Loire Bil.	1325	1310	U.A.P.	232 30	232 30	Actif	515 17	515 17	Francis-Ind.	31 50	31 50	Panama	878 08	878 08
Agache	210	210	France (L.)	676	680	Loire Bil.	1325	1310	U.A.P.	232 30	232 30	Actif	515 17	515 17	Francis-Ind.	31 50	31 50	Panama	878 08	878 08
Agache	210	210	France (L.)	676	680	Loire Bil.	1325	1310	U.A.P.	232 30	232 30	Actif	515 17	515 17	Francis-Ind.	31 50	31 50	Panama	878 08	878 08
Agache	210	210	France (L.)	676	680	Loire Bil.	1325	1310	U.A.P.	232 30	232 30	Actif	515 17	515 17	Francis-Ind.	31 50	31 50	Panama	878 08	878 08
Agache	210	210	France (L.)	676	680	Loire Bil.	1325	1310	U.A.P.	232 30	232 30	Actif	515 17	515 17	Francis-Ind.	31 50	31 50	Panama	878 08	878 08
Agache	210	210	France (L.)	676	680	Loire Bil.	1325	1310	U.A.P.	232 30	232 30	Actif	515 17	515 17	Francis-Ind.	31 50	31 50	Panama	878 08	878 08
Agache	210	210	France (L.)	676	680	Loire Bil.	1325	1310	U.A.P.	232 30	232 30	Actif	515 17	515 17	Francis-Ind.	31 50	31 50	Panama	878 08	878 08
Agache	210	210	France (L.)	676	680	Loire Bil.	1325	1310	U.A.P.	232 30	232 30	Actif	515 17	515 17	Francis-Ind.	31 50	31 50	Panama	878 08	878 08
Agache	210	210	France (L.)	676	680	Loire Bil.	1325	1310	U.A.P.	232 30	232 30	Actif	515 17	515 17	Francis-Ind.	31 50	31 50	Panama	878 08	878 08
Agache	210	210	France (L.)	676	680	Loire Bil.	1325	1310	U.A.P.	232 30	232 30	Actif	515 17	515 17	Francis-Ind.	31 50	31 50	Panama	878 08	878 08
Agache	210	210	France (L.)	676	680	Loire Bil.	1325	1310	U.A.P.	232 30	232 30	Actif	515 17	515 17	Francis-Ind.	31 50	31 50	Panama	878 08	878 08
Agache	210	210	France (L.)	676	680	Loire Bil.	1325	1310	U.A.P.	232 30	232 30	Actif	515 17	515 17	Francis-Ind.	31 50	31 50	Panama	878 08	878 08
Agache	210	210	France (L.)	676	680	Loire Bil.	1325	1310	U.A.P.	232 30	232 30	Actif	515 17	515 17	Francis-Ind.	31 50	31 50	Panama	878 08	878 08
Agache	210	210	France (L.)	676	680	Loire Bil.	1325	1310	U.A.P.	232 30	232 30	Actif	515 17	515 17	Francis-Ind.	31 50	31 50	Panama	878 08	878 08
Agache	210	210	France (L.)	676	680	Loire Bil.	1325	1310	U.A.P.	232 30	232 30	Actif	515 17	515 17	Francis-Ind.	31 50	31 50	Panama	878 08	878 08
Agache	210	210	France (L.)	676	680	Loire Bil.	1325	1310	U.A.P.	232 30	232 30	Actif	515 17	515 17	Francis-Ind.	31 50	31 50	Panama	878 08	878 08
Agache	210	210	France (L.)	676	680	Loire Bil.	1325	1310	U.A.P.	232 30	232 30	Actif	515 17	515 17	Francis-Ind.	31 50	31 50	Panama	878 08	878 08
Agache	210	210	France (L.)	676	680	Loire Bil.	1325	1310	U.A.P.	232 30	232 30	Actif	515 17	515 17	Francis-Ind.	31 50	31 50	Panama	878 08	878 08
Agache	210	210	France (L.)	676	680	Loire Bil.	1325	1310	U.A.P.	232 30	232 30	Actif	515 17	515 17	Francis-Ind.	31 50	31 50	Panama	878 08	878 08
Agache	210	210	France (L.)	676	680	Loire Bil.	1325	1310	U.A.P.	232 30	232 30	Actif	515 17	515 17	Francis-Ind.	31 50	31 50	Panama	878 08	878 08
Agache	210	210	France (L.)	676	680	Loire Bil.	1325	1310	U.A.P.	232 30	232 30	Actif	515 17	515 17	Francis-Ind.	31 50	31 50	Panama	878 08	878 08
Agache	210	210	France (L.)	676	680	Loire Bil.	1325	1310	U.A.P.	232 30	232 30	Actif	515 17	515 17	Francis-Ind.	31 50	31 50	Panama	878 08	878 08
Agache	210	210	France (L.)	676	680	Loire Bil.	1325	1310	U.A.P.	232 30	232 30	Actif	515 17	515 17	Francis-Ind.	31 50	31 50	Panama	878 08	878 08
Agache	210	210	France (L.)	676																

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
5-55-91-82, poste 4330

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 L'avenir de la Cisjordanie après les déclarations du roi Hussein. 4 Le conflit du Golfe. - La visite de M. Genscher à Moscou. 5 Italie : la démission du « juge de la Mafia », Giovanni Falcone.	6 La pression de l'extrême droite sur l'opposition. - Point de vue : « Le Conseil constitutionnel et la loi d'amnistie », par Emmanuel Rosenfeld.	7 L'attentat contre le mensuel Globe. - Les phobes en détresse en mer du Nord. 8 Des organes d'animaux pourraient être prochainement greffés sur l'homme.	10 Sigfried à Bayreuth. La Fille du tambour major, d'Offenbach, à Carpentras. - Sonny Rollins à Antibes. 11 Communication.	18 Délits d'inités : plusieurs affaires découvertes en Europe, aux États-Unis et au Japon. 19 Le plan social pour le Nord. 20-21 Marchés financiers.	Abonnements 14 Annonces classées 17 Carnet 14 Loto, lotto sportif 13 Météorologie 13 Mots croisés 13 Radio-télévision 13 Spectacles 12	● Admission à Polytechnique, UTC ECOLES ● L'Info 24 h/24 AFP 36-15 tapez LEMONDE ● Jouez avec le Monde JEU ● Messagerie internationale DIA 36-15 tapez LM

AFRIQUE DU SUD

Attentat à la bombe dans un centre commercial à Johannesburg 1 mort, 56 blessés

Une femme blanche a été tuée et cinquante-six personnes ont été blessées, samedi 30 juillet, par l'explosion d'une bombe de forte puissance déposée dans un établissement de restauration rapide, situé dans un grand centre commercial, à Benoni, dans la banlieue de Johannesburg. Cet attentat - le vingt-huitième depuis le début de l'année - a été attribué, comme les précédents, par les autorités sud-africaines, au Congrès national africain (ANC), dont la branche armée avait récemment annoncé son intention d'intensifier sa campagne d'actes terroristes dans les villes blanches.

D'autre part, quatre personnes ont été tuées, le samedi 30 juillet, dans les ghettos noirs de la province du Natal, a annoncé la police sud-africaine. Trois des victimes l'ont été au cours de règlements de comptes entre Noirs ; la quatrième a été abattue par une patrouille de police qui avait été attaquée.

Ces quatre décès portent à vingt et une au moins le nombre des vic-

times de la violence politique, au cours de la semaine écoulée, dans les cités noires du Natal. Une lutte féroce y oppose, en effet, depuis un an, les partisans du Front démocratique uni (UDF, vaste coalition d'obédience socialiste) aux militants conservateurs du mouvement zoulou Inkatha. Mais ces affrontements ont entraîné anarchie et confusion si bien qu'il est devenu difficile de séparer les actions politiques des actes de pur banditisme. - (AFP, Reuters.)

● Mgr Desmond Tutu, docteur honoris causa de l'université de Strasbourg. - L'archevêque sud-africain, Desmond Tutu, a reçu le titre de docteur honoris causa de l'université de Strasbourg, indique le Journal officiel du dimanche 31 juillet. Mgr Tutu, archevêque anglican noir du Cap, champion de la lutte anti-apartheid, a été lauréat du prix Nobel de la paix, en 1984. - (AFP.)

BOURSE DE PARIS

Matinée du 1^{er} août Bien orienté

Dans le sillage de la semaine dernière, le marché demeure bien orienté lundi matin. Dans une ambiance calme où les volumes de transactions semblent peu élevés, l'indice instantané gagnait 0,72 %. En hausse figuraient Ségur (+ 4 %), Gaz et Eaux (+ 4 %), La Redoute (+ 4 %) et Saint Louis (+ 3 %). Les baisses étaient enregistrées par Labinal (- 5 %), Galeries Lafayette (- 3 %) et Eurafrauco (- 3 %).

SCIENCE ET MÉDECINE

Le Monde

Le numéro du « Monde » daté 31 juillet-1^{er} août 1988 a été tiré à 475 623 exemplaires

SCIENCE & VIE

HOMÉOPATHIE ET MÉMOIRE DE L'EAU : LA VÉRITÉ

- Y A-T-IL D'AUTRES TERRES DANS LE CIEL ?
- AIRBUS : RÉFLEXE HUMAIN CONTRE RÉFLEXE ÉLECTRONIQUE.
- ÊTES-VOUS MANIPULÉ PAR LA PUB INVISIBLE ?

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE

GRANDE-BRETAGNE

Explosion dans une caserne de Londres Au moins un mort

Une personne a trouvé la mort et plusieurs autres ont été blessées ce lundi 1^{er} août, selon un premier bilan, par une explosion dans une caserne de l'armée britannique à Mill Hill, dans le nord-ouest de Londres. Dans la matinée, les sauveteurs fouillaient les débris pour rechercher une vingtaine d'autres personnes.

La caserne est située dans la circonscription parlementaire du premier ministre, M^{me} Margaret Thatcher. Elle héberge le régiment royal des femmes de l'armée de terre et sert de dépôt postal militaire. L'explosion, qui s'est produite à 7 heures du matin, a soufflé les deux étages du bâtiment et provoqué un incendie.

L'origine de l'explosion n'a pas été immédiatement déterminée. Selon l'agence britannique Press Association, une unité de désamorçage de l'armée a inspecté, lundi

matin, des « dispositifs suspects » trouvés dans une voiture garée à proximité de la caserne, mais n'a rien découvert.

Depuis plusieurs mois, la police britannique craignait une reprise des attentats de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) sur le territoire britannique. Une tentative d'attentat contre le secrétaire à l'Irlande du Nord, M. Tom King, dans sa résidence secondaire, avait été déjouée l'année dernière. L'IRA ne s'était plus manifestée en Grande-Bretagne depuis 1985, où la police avait déjoué une série d'attentats à la bombe à Londres et dans plusieurs stations balnéaires. En 1984, M^{me} Thatcher avait échappé à l'explosion d'une bombe qui avait tué six personnes dans le grand hôtel de Brighton où elle était descendue avec les membres de son gouvernement pendant un congrès du Parti conservateur. - (AFP, AP Reuters.)

BIRMANIE

Arrestations d'opposants

Le nouveau numéro un birman, M. Sein Win, vient de porter un coup sévère à l'opposition en faisant arrêter, vendredi dernier, l'ancien général Aung Gyi ainsi que cinq autres personnalités, a-t-on appris, le samedi 30 juillet, de sources diplomatiques contactées par téléphone à Rangoun.

Selon les diplomates, ces arrestations sont sans doute liées à une lettre écrite par M. Aung Gyi au général Ne Win, le prédécesseur de M. Sein Win, dans laquelle il affirmait : « Le pays a touché le fond dans les domaines politique, économique et social. La déchéance morale est vraiment déplorable. »

Dans sa lettre, il dénonçait également la répression menée par le général Ne Win lors des récentes manifestations. Selon un bilan officiel, au moins cinquante personnes (environ deux cents, selon des sources diplomatiques) sont mortes lors de ces incidents.

M. Aung Gyi, soixante-dix ans, numéro deux de l'armée et proche

de l'ancien chef de l'Etat Ne Win au moment de sa prise de pouvoir en 1962, s'était prononcé dès cette époque en faveur de mesures économiques libérales. Il avait démissionné l'année suivante. Peu après, les secteurs du commerce et de l'industrie avaient été nationalisés.

Parmi les personnes arrêtées figurent l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Hla Hla, un ancien membre du Conseil révolutionnaire, M. Kyi Maung, et l'ancien ministre de l'industrie, le colonel Maung Shwe. Un journaliste qui travaille depuis 1968 pour l'agence de presse américaine Associated Press, M. Sein Win, a également été incarcéré.

Un délégué au congrès extraordinaire du parti unique avait accusé, le 24 juillet, M. Aung Gyi d'avoir cherché à semer la discorde parmi les étudiants et d'avoir exagéré intentionnellement le nombre des morts et blessés en mars et en juin, « dans le dessein de revenir au pouvoir ». - (AFP.)

Une élection sénatoriale partielle dans le Tarn-et-Garonne

M. Collin (MRG) succède à M. Baylet au Palais du Luxembourg

Une élection sénatoriale partielle a été organisée dans le Tarn-et-Garonne, le dimanche 31 juillet, afin de pourvoir au remplacement de M. Jean-Michel Baylet, démissionnaire à la suite de son élection comme député le 5 juin dernier (M. Baylet est entré dans le deuxième gouvernement de M. Michel Rocard en qualité de secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales). Ancien président du Mouvement des radicaux de gauche, M. Baylet a désormais pour successeur, au Sénat, M. Yvon Collin, membre du secrétariat national du MRG et, jusqu'à maintenant, son directeur de cabinet à la présidence du conseil général du Tarn-et-Garonne.

Voici les résultats de cette élection :
Inscrits, 587 ; votants : 575 ; suffrages exprimés : 562. M. Yvon Collin, (Union des démocrates, 350 voix, ELU ; Marcel Guiche, PCF, 50 ; André Garrigue, UDF, 135 ; Daniel Macia, Opposition libérale, 32.

M. Collin était soutenu par l'Union des démocrates, coalition des radicaux de gauche et des socialistes, formée pour les élections législatives de juin dernier.

M. Baylet avait été élu sénateur lors du dernier renouvellement triennal du Sénat, le 28 septembre 1986. Les résultats avaient été les suivants :

Premier tour : inscr., 588 ; vot., 587 ; suffr. expr., 582 : MRG : MM. Jean-Michel Baylet, 247 voix ; Jean Roger, 215 ; PS : MM. Robert Descazeaux, 169 ; Jean Caria, 129 ; Maj. : MM. Jean Bonhomme, RPR, 167 ; André Garrigue, UDF, 154 ; PC : MM. Pierre Juge, 38 ; Marcel Guiche, 37.

Second tour : vot., 586 ; suffr. expr., 487 : MM. Baylet, 318 voix, ELU ; Roger, 312, REELU ; Bonhomme, 170 ; Garrigue, 166 ; Juge, 3 ; Guiche, 3 ; Descazeaux, 1.
[Né le 10 avril 1944 à Montauban, M. Yvon Collin, inspecteur des services d'hygiène de la DDASS du Tarn-et-Garonne, préside depuis 1980 la fédération départementale du MRG, au secrétariat national duquel il appartient depuis 1978. En conseil municipal de Montauban en 1977, il est adjoint au maire, chargé des travaux, de 1983 à 1986. M. Collin ne démet, alors, de ses fonctions pour devenir directeur du cabinet de M. Jean-Michel Baylet, président du conseil général du Tarn-et-Garonne.]

FAITES SAUTER LA BANQUE

TOUS LES JEUX DU MONDE

Yams - La banque - Le billard américain
La tour de Hanôï - La bataille navale

JEUX

36.15 LEMONDE

A B C D E F G

Engageant 4 milliards de dollars

Le gouvernement américain vient au secours de la principale banque texane

Après avoir sauvé en 1984 de la faillite le groupe bancaire de Chicago Continental Illinois, le gouvernement américain a annoncé, ce week-end à Dallas, un plan de sauvetage de la principale banque texane, la First Republic Bank. En engageant 4 milliards de dollars (25 milliards de francs), l'administration réalise la plus importante opération de ce type dans l'histoire de la banque américaine.

Depuis plusieurs mois déjà, l'administration américaine était à la recherche d'une solution pour sauver de la faillite le principal groupe bancaire texan, la First Republic Bank. Face aux difficultés de cette banque - (26,8 milliards de dollars d'actifs, soit 162 milliards de francs, pour une quarantaine d'agences bancaires, - la FDIC (Federal Deposit Insurance Corporation), l'agence gouvernementale qui assure la garantie des dépôts bancaires, avait déjà dû avancer, en mars dernier, 1 milliard de dollars. Née d'une fusion, en juin 1987, entre deux banques régionales (la Republic Bank Corporation et la Interfirst Corporation), la First Republic Bank continuait à accumuler de lourdes pertes (plus de 2 milliards de dollars depuis le début de cette année). La FDIC a annoncé, vendredi 29 juillet, à Dallas un plan de sauvetage complexe.

Cinq candidats avaient informé la FDIC de leur intérêt pour cette banque : des hommes d'affaires texans, l'équipe de management de la banque, le premier groupe bancaire américain - la Citicorp (New York) - la banque régionale californienne Wells Fargo and Co (San Francisco) et le principal groupe bancaire du sud-est des États-Unis, la NCNB (North Carolina National Bank), basée à Charlotte. C'est ce dernier qui l'a finalement emporté. Banque dynamique et saine, avec 29 milliards de dollars d'actifs, (175 milliards de francs), elle a fait, selon les responsables de la FDIC, la proposition la moins coûteuse pour les finances fédérales et à sa faire participer des intérêts texans à sa solution.

La NCNB va être amenée à créer une société holding, la NCNB Texas National Bank, qui prendra tous les actifs et tous les engagements des quarante filiales de la First Republic Bank. Contre l'apport de 210 à 240 millions de dollars, la NCNB possèdera 20 % des actions de cette société mère, le reste (80 %) sera détenu par la FDIC ; qui devra donc mettre dans le pot commun près d'un milliard de dollars. La banque NCNB disposera néanmoins de 100 % des droits de vote et d'une option d'achat des titres possédés par la FDIC pour les cinq ans à venir.

Pendant cette période, les anciennes filiales de la First Repu-

blican Bank seront gérées selon les termes d'un contrat passé entre le repreneur, la NCNB, et l'administration, la FDIC. La banque de Caroline du Nord, qui réinvestira, en définitive, que quelques 250 millions de dollars, devra trouver facilement : un riche homme d'affaires vivant à Dallas a promis de souscrire, pour tout ou partie, à l'émission d'actions préférentielles que la banque compte réaliser (une augmentation de capital de 180 millions de dollars - près d'un milliard de francs) pour financer cet investissement.

En fait, l'agence publique, la FDIC, assumera tous les risques de pertes sur les prêts non performants encore dans le portefeuille de la banque. Certains experts estiment à 5 milliards de dollars le montant des « prêts à problèmes ». Après avoir déjà avancé un milliard de dollars en mars dernier, la FDIC va verser immédiatement 1,1 milliard pour permettre au repreneur d'effacer de ses comptes les prêts « non performants ». Un milliard supplémentaire devra encore être versé. Au total donc, et avec le versement en capital, la FDIC devrait engager dans le plan de sauvetage près de 4 milliards de dollars (25 milliards de francs).

Rassurer les étrangers

Si ce n'est pas le premier plan conçu par l'administration américaine - huit des dix principales banques texanes ont par exemple fait l'objet d'opérations de ce type, il devrait néanmoins être le plus coûteux. Les dirigeants de la FDIC ont indiqué à cette occasion que si la mise initiale de l'agence pour la Continental Illinois s'était élevée à 4,5 milliards de dollars, l'aide finalement accordée - après les différents remboursements - s'est élevée à 1,7 milliard. L'aide totale nette définitive devrait être plus importante dans le cas de la First Republic Bank.

Cette opération d'envoie vise à rassurer les déposants américains comme les étrangers. Le message est clair : l'administration américaine ne laissera pas le système bancaire s'effondrer. Coûteux et nombreux, ces plans de sauvetage inquiètent néanmoins certains experts. L'agence gouvernementale qui assure la garantie des dépôts dans les banques, la FDIC, ne risque-t-elle pas, à terme, de rencontrer les mêmes problèmes de financement que son homologue, la Federal Savings and Loan Insurance Corp., l'organisme qui assure les dépôts dans les caisses d'épargne ? Les analystes financiers new-yorkais craignent également que le plan de sauvetage de la First Republic Bank ne rende plus difficiles les augmentations de capital envisagées par certains groupes bancaires.

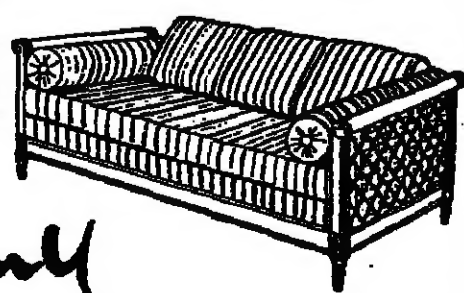
ERIK IZRAELEWICZ

La direction des Houillères de Provence fait de la publicité sur ses « ultimes propositions »

La direction des Houillères de Provence, entreprise où une grève pour des revendications salariales a commencé il y a plus de trois mois, a fait paraître le samedi 30 juillet un encart publicitaire dans trois quotidiens régionaux du centre méditerranéen - le *Provençal*, le *Méridional* et le *Soir* - avec ses dernières propositions. Sous le titre « Houillères de Provence, ultimes propositions », le texte reproduit la lettre envoyée le 27 juillet par la direction à l'ensemble du personnel.

La direction des Houillères du bassin du Nord et du Midi y a fait part de nouvelles propositions, « qui représentent le maximum de ce qui peut être accordé », qu'elle a faites le 26 juillet à la CGT et à la CFDT. Depuis cette réunion, la direction demande également à ses salariés de « faire connaître [leur] décision de reprendre le travail dans les plus brefs délais afin de bénéficier des conditions énoncées ci-dessus, la durée de validité de ces propositions étant limitée ».

Etonnante collection de lits de repos...



Rémy
Remy - 80-82, rue du Faubourg-Saint-Antoine 12, 43-43-65-68.

QUARANTE-DEUXIÈME A

La Belgique fédéralisée ?

La Belgique... (text continues on the right margin)

La Belgique... (text continues on the right margin)

La Belgique... (text continues on the right margin)